

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 97 — 2869

[S - C - 97/15120]

25 JUNI 1997. — Loi portant assentiment à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, faite à Paris le 17 juin 1994 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, faite à Paris le 17 juin 1994, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles le 25 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DERYCKE

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,
R. MOREELS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique

Les Parties à la présente Convention,

Affirmant que les êtres humains dans les zones touchées ou menacées sont au centre des préoccupations dans la lutte contre la désertification et pour l'atténuation des effets de la sécheresse,

Se faisant l'écho de la vive préoccupation que suscitent dans la communauté internationale, y compris les Etats et les organisations internationales, les conséquences néfastes de la désertification et de la sécheresse,

(1) *Session 1996-1997.*

Sénat

Documents. — Projet de loi déposé le 22 janvier 1997 : n° 1-529/1. — Rapport : n° 1-529/2. — Texte adopté en Commission : n° 1-529/3.

Annales parlementaires. — Discussion et vote. Séance du 17 avril 1997.

Chambre des représentants

Documents. — Projet transmis par le Sénat : n° 1002/1.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances des 29 mai 1997 et 4 juin 1997. — Vote. Séance du 5 juin 1997.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 97 — 2869

[S - C - 97/15120]

25 JUNI 1997. — Wet houdende instemming met het Verdrag van de Verenigde Naties ter bestrijding van desertificatie in de landen die te kampen hebben met ernstige verdroging en/of desertificatie, in het bijzonder in Afrika, gedaan te Parijs op 17 juni 1994 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Het Verdrag van de Verenigde Naties ter bestrijding van desertificatie in de landen die te kampen hebben met ernstige verdroging en/of desertificatie, in het bijzonder in Afrika, gedaan te Parijs op 17 juni 1994, zal volkomen uitwerking hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DERYCKE

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,
R. MOREELS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Verdrag van de Verenigde Naties ter bestrijding van desertificatie in de landen die te kampen hebben met ernstige verdroging en/of woestijnvorming, in het bijzonder in Afrika

De Partijen bij dit Verdrag,

Bevestigend dat mensen in getroffen of bedreigde gebieden in het middelpunt staan van het streven om woestijnvorming te bestrijden en de gevolgen van verdroging in te perken,

Uiting gevend aan de ernstige bezorgdheid van de internationale gemeenschap, waaronder Staten en internationale organisaties, over de nadelige gevolgen van woestijnvorming en verdroging,

(1) *Zitting 1996-1997.*

Senaat

Documenten. — Ontwerp van wet ingediend op 22 januari 1997 : nr. 1-529/1. — Verslag : nr. 1-529/2. — Tekst aangenomen in Commissie : nr. 1-529/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en stemming. Vergadering van 17 april 1997.

Kamer van volksvertegenwoordigers

Documenten. — Tekst overgezonden door de Senaat : nr. 1002/1.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergaderingen van 29 mei 1997 en 4 juni 1997. — Stemming. Vergadering van 5 juni 1997.

Conscientes que les zones arides, semi-arides et subhumides sèches prises ensemble constituent une part importante de la surface émergée du globe, ainsi que l'habitat et la source de subsistance d'une grande partie de la population mondiale,

Reconnaissant que la désertification et la sécheresse constituent un problème de dimension mondiale puisqu'elles touchent toutes les régions du monde, et qu'une action commune de la communauté internationale s'impose pour lutter contre la désertification et/ou atténuer les effets de la sécheresse,

Notant la forte proportion de pays en développement, notamment de pays les moins avancés, parmi ceux qui sont gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, et les conséquences particulièrement tragiques de ces phénomènes en Afrique,

Notant aussi que la désertification est causée par des interactions complexes entre facteurs physiques, biologiques, politiques, sociaux, culturels et économiques,

Considérant les effets du commerce et de certains aspects pertinents des relations économiques internationales sur la capacité des pays affectés de lutter de façon adéquate contre la désertification,

Conscientes qu'une croissance économique durable, le développement social et l'élimination de la pauvreté constituent des priorités pour les pays en développement touchés, en particulier en Afrique, et sont indispensables pour atteindre les objectifs de durabilité,

Ayant à l'esprit que la désertification et la sécheresse compromettent le développement durable en raison de la corrélation qui existe entre ces phénomènes et d'importants problèmes sociaux comme la pauvreté, une mauvaise situation sanitaire et nutritionnelle et l'insécurité alimentaire, ainsi que ceux qui découlent des migrations, des déplacements de populations et de la dynamique démographique,

Appréciant l'importance des efforts que les États et les organisations internationales ont déployés par le passé pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse, et de l'expérience qu'ils ont acquise en la matière, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action pour lutter contre la désertification qui a été adopté par la Conférence des Nations Unies sur la désertification en 1977,

Conscientes que, malgré les efforts déployés par le passé, les progrès enregistrés dans la lutte contre la désertification et pour l'atténuation des effets de la sécheresse ont été décevants et qu'une nouvelle approche plus efficace est nécessaire à tous les niveaux dans le cadre d'un développement durable,

Reconnaissant la validité et la pertinence des décisions adaptées à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, et en particulier du programme Action 21 et de son chapitre 12, qui fournissent une base pour la lutte contre la désertification,

Réaffirmant dans ce contexte les engagements des pays développés tels qu'ils sont formulés au paragraphe 13 du chapitre 33 d'Action 21,

Rappelant la résolution 47/188 de l'Assemblée générale, et en particulier la priorité qu'elle a assignée à l'Afrique, et tous les autres résolutions, décisions et programmes pertinents des Nations Unies concernant la désertification et la sécheresse, ainsi que les déclarations pertinentes des pays africains et celles des pays d'autres régions,

Réaffirmant la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement qui énonce, dans son Principe 2, qu'en vertu de la Charte des Nations Unies et des principes du droit international les États ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique en matière d'environnement et de développement et le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommages à l'environnement dans d'autres États ou dans des zones ne relevant d'aucune juridiction nationale,

Reconnaissant que les gouvernements nationaux jouent un rôle crucial dans la lutte contre la désertification et dans l'atténuation des effets de la sécheresse et que les progrès à cet égard dépendent de la mise en œuvre, dans les zones touchées, de programmes d'action au niveau local,

Reconnaissant également l'importance et la nécessité d'une coopération internationale et d'un partenariat dans la lutte contre la désertification et pour l'atténuation des effets de la sécheresse,

Zich ervan bewust dat aride, semi-aride en droge subhumide gebieden gezamenlijk een aanmerkelijk deel van het landoppervlak van de Aarde vormen en dat zij het woongebied en de bron van bestaan zijn van een groot gedeelte van haar bevolking,

Erkennend dat woestijnvorming en verdroging problemen van mondiale omvang zijn, doordat zij alle regio's van de wereld raken, en dat gezamenlijk optreden van de internationale gemeenschap noodzakelijk is om woestijnvorming te bestrijden en/of de gevolgen van verdroging in te perken,

Nota nemend van het grote aantal ontwikkelingslanden, met name minstontwikkelde landen, onder de landen die te kampen hebben met ernstige verdroging en/of woestijnvorming en de bijzonder tragische gevolgen van deze verschijnselen in Afrika,

Tevens nota nemend van het feit dat woestijnvorming wordt veroorzaakt door de complexe wisselwerking tussen fysische, biologische, politieke, sociale, culturele en economische factoren,

Gelet op de invloed van de handel en de hiermee verband houdende aspecten van de internationale economische betrekkingen op het vermogen van de getroffen landen om de woestijnvorming adequaat te bestrijden,

Beseffend dat duurzame economische groei, sociale ontwikkeling en armoedebestrijding prioriteit hebben in de getroffen ontwikkelingslanden, in het bijzonder in Afrika, en van wezenlijk belang zijn om de doelstellingen van duurzaamheid te verwezenlijken,

Indachtig het feit dat woestijnvorming en verdroging van invloed zijn op duurzame ontwikkeling, vanwege het verband met belangrijke sociale problemen zoals armoede, zwakke gezondheid en slechte voeding, gebrek aan veiligstelling van voedselvoorziening, en problemen voortvloeiend uit migratie, ontheemding en bevolkingsdynamiek,

Waarderend de omvang van de in het verleden verrichte inspanningen en opgedane ervaring van Staten en internationale organisaties bij de bestrijding van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging, in het bijzonder bij de uitvoering van het Actieplan tot bestrijding van woestijnvorming dat werd aangenomen op de VN-Conferentie inzake woestijnvorming in 1977,

Beseffend dat, ondanks de inspanningen in het verleden, de vorderingen bij het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging niet aan de verwachtingen hebben voldaan en dat er een nieuwe meer doeltreffende aanpak nodig is op alle niveaus in het kader van duurzame ontwikkeling,

Erkennend de geldigheid en relevantie van de besluiten die zijn genomen op de VN-Conferentie inzake milieu en ontwikkeling, in het bijzonder van Agenda 21 en hoofdstuk 12 daarvan, die een uitgangspunt bieden voor de bestrijding van woestijnvorming,

Opnieuw bevestigend, in dit verband, de verplichtingen van de ontwikkelde landen als vervat in paragraaf 13 van hoofdstuk 33 van Agenda 21,

Herinnerend aan resolutie 47/188 van de Algemene Vergadering, in het bijzonder de daarin voorgeschreven prioriteit voor Afrika, en alle andere relevante resoluties, besluiten en programma's van de Verenigde Naties inzake woestijnvorming en verdroging, alsmede de desbetreffende verklaringen van landen in Afrika en die uit andere regio's,

Opnieuw bevestigend de Verklaring van Rio de Janeiro inzake milieu en ontwikkeling, waarin wordt gesteld, in Beginsel 2, dat de Staten, in overeenstemming met het Handvest van de Verenigde Naties en de beginselen van internationaal recht, het soevereine recht hebben hun eigen hulpbronnen te exploiteren overeenkomstig hun eigen milieu- en ontwikkelingsbeleid, alsook de verantwoordelijkheid te verzekeren dat activiteiten die binnen hun rechtsmacht of toezicht vallen geen schade veroorzaken aan het milieu van andere Staten of van gebieden die onder geen enkele nationale rechtsmacht vallen,

Erkennend dat de nationale Regeringen een beslissende rol vervullen bij de bestrijding van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging en dat vooruitgang op dit gebied afhangt van de plaatselijke uitvoering van actieprogramma's in de getroffen gebieden,

Tevens erkennend het belang en de noodzaak van internationale samenwerking en partnerschap bij de bestrijding van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging,

Reconnaissant en outre qu'il importe de fournir aux pays en développement touchés, en particulier en Afrique, des moyens efficaces, notamment des ressources financières importantes, y compris des fonds nouveaux et supplémentaires et un accès à la technologie, faute de quoi il leur sera difficile de s'acquitter pleinement des obligations que leur impose la présente Convention,

Préoccupées par les effets de la désertification et de la sécheresse sur les pays touchés d'Asie centrale et de Transcaucasie,

Soulignant le rôle important que jouent les femmes dans les régions touchées par la désertification et/ou la sécheresse, en particulier dans les zones rurales des pays en développement, et l'importance d'une pleine participation tant des hommes que des femmes à tous les niveaux aux programmes de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse,

Insistant sur le rôle spécial joué par les organisations non gouvernementales et autres grands groupements dans les programmes de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse,

Ayant présents à l'esprit les rapports entre la désertification et d'autres problèmes environnementaux de dimension mondiale avec lesquels la communauté internationale et les communautés nationales

sont aux prises, Ayant aussi présente à l'esprit la contribution que la lutte contre la désertification peut offrir pour atteindre les objectifs de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, de Convention sur la diversité biologique et d'autres conventions connexes relatives à l'environnement,

Estimant que les stratégies de lutte contre la désertification et pour l'atténuation des effets de la sécheresse seront des plus efficaces si elles reposent sur une observation systématique sérieuse et sur des connaissances scientifiques rigoureuses, et si elles sont continuellement réévaluées,

Reconnaissant le besoin urgent d'améliorer l'efficacité et la coordination de la coopération internationale pour faciliter la mise en œuvre des plans et priorités nationaux,

Résolues à prendre des mesures appropriées pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse, dans l'intérêt des générations présentes et futures,

Sont convenues de ce qui suit :

PREMIERE PARTIE

Introduction

Article premier

Emploi des termes

Aux fins de la présente Convention

a) le terme « désertification » désigne la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches par suite de divers facteurs, parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines;

b) l'expression « lutte contre la désertification » désigne les activités qui relèvent de la mise en valeur intégrée des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches, en vue d'un développement durable et qui visent à :

(i) prévenir et/ou réduire la dégradation des terres,

(ii) remettre en état les terres partiellement dégradées, et

(iii) restaurer les terres désertifiées;

c) le terme « sécheresse » désigne le phénomène naturel qui se produit lorsque les précipitations ont été sensiblement inférieures aux niveaux normalement enregistrés et qui entraîne de graves déséquilibres hydrologiques préjudiciables aux systèmes de production des ressources en terres;

d) l'expression « atténuation des effets de la sécheresse » désigne les activités liées à la prévention de la sécheresse et visant à réduire la vulnérabilité de la société et des systèmes naturels face à la sécheresse dans le cadre de la lutte contre la désertification;

e) le terme « terres » désigne le système bioproduitif terrestre qui comprend le sol, les végétaux, les autres êtres vivants et les phénomènes écologiques et hydrologiques qui se produisent à l'intérieur de ce système;

f) l'expression « dégradation des terres » désigne la diminution ou la disparition, dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches, de la productivité biologique ou économique et de la complexité des terres

Erkennend het belang van de verstrekking aan de getroffen ontwikkelingslanden, in het bijzonder in Afrika, van doeltreffende middelen, onder andere aanzienlijke financiële middelen, waaronder nieuwe en aanvullende financiering, en toegang tot technologie, zonder welke het voor hen moeilijk zal zijn hun verplichtingen ingevolge dit Verdrag volledig na te komen,

Uiting gevend aan de bezorgdheid over de effecten van woestijnvorming en verdroging op de getroffen landen in Centraal-Azië en het Transkaukasisch gebied,

Onderstrepnd de belangrijke rol die vrouwen vervullen in de regio's die worden getroffen door woestijnvorming en/of verdroging, in het bijzonder in plattelandsgebieden van ontwikkelingslanden, en het belang van het zorgen voor volledige participatie van zowel mannen als vrouwen op alle niveaus bij programma's gericht op het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging,

De nadruk leggend op de bijzondere rol van niet-gouvernementele en andere belangrijke samenwerkingsverbanden in programma's gericht op het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging,

Indachtig het verband tussen woestijnvorming en andere milieuproblemen van mondiale omvang waarmee de internationale en nationale gemeenschappen worden geconfronteerd,

Tevens indachtig de bijdrage die de bestrijding van woestijnvorming kan leveren aan de verwezenlijking van de doelstellingen van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, het Verdrag inzake biologische diversiteit en andere hiermee verband houdende milieuverdragen,

Van oordeel zijnde dat strategieën voor het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging het meest doeltreffend zijn indien deze zijn gebaseerd op degelijke systematische waarneming en grondige wetenschappelijke kennis en indien deze voortdurend opnieuw worden geëvalueerd,

Erkennend de dringende noodzaak van verbetering van de doelmatigheid en de coördinatie van de internationale samenwerking teneinde de uitvoering van nationale plannen en prioriteiten te vergemakkelijken,

Vastbesloten bij het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging passende maatregelen te treffen ten behoeve van huidige en toekomstige generaties,

Zijn het volgende overeengekomen :

DEEL I

Inleiding

Artikel I

Gebruikte termen

Voor de toepassing van dit Verdrag wordt onder :

a) « woestijnvorming » verstaan : aantasting van het land in aride, semi-aride en droge subhumide gebieden ten gevolge van verscheidene factoren, waaronder klimaatschommelingen en menselijke activiteiten;

b) « bestrijden van woestijnvorming » mede verstaan : activiteiten die deel uitmaken van de geïntegreerde ontwikkeling van land in aride, semi-aride en droge subhumide gebieden ten behoeve van duurzame ontwikkeling, die zijn gericht op

(i) voorkoming en/of beperking van aantasting van het land;

(ii) herstel van ten dele aangetast land; en

(iii) ontginning van verwoestigd land;

c) « verdroging » verstaan : het van nature voorkomende verschijnsel dat zich voordoet wanneer de neerslag aanmerkelijk onder de geregistreerde normale niveaus blijft, waardoor ernstige hydrologische onevenwichtigheden ontstaan die de systemen voor de productie van bodemrijkdommen nadelig beïnvloeden;

d) « inperken van de gevolgen van verdroging » verstaan : activiteiten verband houdend met het voorspellen van droogte en bedoeld om de kwetsbaarheid van de samenleving en natuurlijke systemen voor verdroging te beperken, voor zover het verband houdt met het bestrijden van woestijnvorming;

e) « land » verstaan : het terrestrische bioproduitieve systeem dat de bodem, de vegetatie, andere flora en fauna, alsmede de ecologische en hydrologische processen die binnen dat systeem gaande zijn, omvat;

f) « aantasting van het land » verstaan : vermindering of verlies in aride, semi-aride en droge subhumide gebieden, van de biologische of economische productiviteit en complexiteit van door regen bevoeld

cultivées non irriguées, des terres cultivées irriguées, des parcours, des pâturages, des forêts ou des surfaces boisées du fait de l'utilisation des terres ou d'un ou de plusieurs phénomènes, notamment de phénomènes dus à l'activité de l'homme et à ses modes de peuplement, tels que :

- (i) l'érosion des sols causée par le vent et/ou l'eau,
- (ii) la détérioration des propriétés physiques, chimiques et biologiques ou économiques des sols, et
- (iii) la disparition à long terme de la végétation naturelle;
- g) l'expression « zones arides, semi-arides et subhumides sèches » désigne les zones, à l'exclusion des zones arctiques et subarctiques, dans lesquelles le rapport entre les précipitations annuelles et l'évapotranspiration possible se situe dans une fourchette allant de 0,05 à 0,65;
- h) l'expression « zones touchées » désigne les zones arides, semi-arides et/ou subhumides sèches touchées ou menacées par la désertification;
- i) l'expression « pays touchés » désigne les pays dont la totalité ou une partie des terres sont touchées;
- j) l'expression « organisation d'intégration économique régionale » désigne une organisation constituée par des états souverains d'une région donnée, qui a compétence à l'égard des questions régies par la présente Convention et qui a été dûment habilitée, selon ses procédures internes, à signer, ratifier, accepter ou approuver la Convention ou à y adhérer;
- k) l'expression « pays développés Parties » désigne les pays développés Parties si les organisations d'intégration économique régionale composées de pays développés.

Article 2

Objectif

1. La présente Convention a pour objectif de lutter contre la désertification et d'atténuer les effets de la sécheresse dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, grâce à des mesures efficaces à tous les niveaux, appuyées par des arrangements internationaux de coopération et de partenariat, dans le cadre d'une approche intégrée compatible avec le programme Action 21, en vue de contribuer à l'instauration d'un développement durable dans les zones touchées.

2. Pour atteindre cet objectif, il faudra appliquer des stratégies intégrées à long terme axées simultanément, dans les zones touchées, sur l'amélioration de la productivité des terres ainsi que sur la remise en état, la conservation et une gestion durable des ressources en terres et en eau, et aboutissant à l'amélioration des conditions de vie, en particulier au niveau des collectivités.

Article 3

Principes

Pour atteindre les objectifs de la présente Convention et pour en appliquer les dispositions, les Parties sont guidées, entre autres, par les principes suivants :

- a) les Parties devraient s'assurer que les décisions concernant la conception et : l'exécution des programmes de lutte contre la désertification et/ou d'atténuation des effets de la sécheresse soient prises avec la participation des populations et des collectivités locales, et qu'un environnement porteur soit créé aux échelons supérieurs pour faciliter l'action aux niveaux national et local;
- b) les Parties devraient, dans un esprit de solidarité et de partenariat internationaux, améliorer la coopération et la coordination aux niveaux sous-régional, régional et international, et mieux concentrer les ressources financières, humaines, organisationnelles et techniques là où elles sont nécessaires;
- c) les Parties devraient, dans un esprit de partenariat, instituer une coopération entre les pouvoirs publics à tous les niveaux, les collectivités, les organisations non gouvernementales et les exploitants des terres pour faire mieux comprendre, dans les zones touchées, la nature et la valeur de la terre et des rares ressources en eau, et pour promouvoir une utilisation durable de ces ressources; et
- d) les Parties devraient prendre pleinement en considération la situation et les besoins particuliers des pays en développement touchés Parties, tout spécialement des moins avancés d'entre eux.

akkerland, geïrrigeerd akkerland, natuurweiden of weidegronden, bossen en bosgebieden ten gevolge van vormen van landgebruik of ten gevolge van een proces dan wel een combinatie van processen, waaronder processen voortvloeiend uit menselijke activiteiten en woonpatronen, zoals :

- (i) bodemerrosie veroorzaakt door wind en/of water;
- (ii) achteruitgang van de fysische, chemische en biologische of economische eigenschappen van de bodem; en
- (iii) verlies van de natuurlijke begroeiing op lange termijn;
- g) « aride, semi-aride en droge subhumide gebieden » verstaan : andere gebieden dan polaire en subpolaire gebieden waarin de verhouding van de jaarlijkse neerslag tot de potentiële evapotranspiratie tussen de 0,05 en 0,65 ligt;
- h) « getroffen gebieden » verstaan : aride, semi-aride of droge subhumide gebieden, getroffen of bedreigd door woestijnvorming;
- i) « getroffen landen » verstaan : landen die geheel of gedeeltelijk bestaan uit getroffen gebieden;
- j) « regionale organisatie voor economische integratie » verstaan : een door soevereine Staten in een bepaalde regio opgerichte organisatie die bevoegdheid heeft ten aanzien van aangelegenheden die door dit Verdrag worden geregeld en die gemachtigd is, in overeenstemming met haar interne procedures, dit Verdrag te ondertekenen, te bekrachtigen of goed te keuren dan wel hiertoe toe te treden;
- k) « Partijen die ontwikkelde landen zijn » verstaan : Partijen die ontwikkelde landen zijn en door ontwikkelde landen opgerichte regionale organisaties voor economische integratie.

Artikel 2

Doelstelling

1. De doelstelling van dit Verdrag is het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging in landen die te kampen hebben met ernstige verdroging en/of woestijnvorming, in het bijzonder in Afrika, door middel van doeltreffend optreden op alle niveaus, ondersteund door regelingen inzake internationale samenwerking en partnerschap, in het kader van een geïntegreerde aanpak die verenigbaar is met Agenda 21, met het oog op het leveren van een bijdrage aan de verwezenlijking van duurzame ontwikkeling in getroffen gebieden.

2. De verwezenlijking van deze doelstelling impliceert geïntegreerde strategieën voor de lange termijn die tegelijkertijd zijn gericht, in de getroffen gebieden, op verbeterde produktiviteit van het land en het herstel, behoud en duurzaam beheer van bodemrijkdommen en watervoorraden, hetgeen zal leiden tot betere levensomstandigheden, met name op gemeenschapsniveau.

Artikel 3

Beginselen

Teneinde de doelstelling van dit Verdrag te verwezenlijken en de bepalingen hiervan uit te voeren, laten de Partijen zich, onder andere, leiden door de volgende beginselen :

- a) de Partijen dienen ervoor te zorgen dat besluiten inzake het opzetten en uitvoeren van programma's gericht op het bestrijden van woestijnvorming en/of het inperken van de gevolgen van verdroging worden genomen met participatie van bevolkingsgroepen en plaatselijke gemeenschappen en dat op hogere niveaus een gunstig klimaat wordt geschapen ter vergemakkelijking van het optreden op nationaal en plaatselijk niveau;
- b) de Partijen dienen in een geest van internationale solidariteit en partnerschap de samenwerking en coördinatie op subregionaal, regionaal en internationaal niveau te verbeteren en de financiële, personele, organisatorische en technische middelen beter te richten op de plaatsen waar zij nodig zijn;
- c) de Partijen dienen in een geest van partnerschap samenwerking tot stand te brengen tussen overheden op alle niveaus, gemeenschappen, niet-gouvernementele organisaties en landbezitters op alle niveaus teneinde te komen tot een beter begrip van de aard en de waarde van land en schaarse watervoorraden in getroffen gebieden, en te streven naar duurzaam gebruik daarvan; en
- d) de Partijen dienen ten volle rekening te houden met de bijzondere behoeften en omstandigheden van Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn, in het bijzonder de minstontwikkelde landen.

DEUXIEME PARTIE

Dispositions générales

Article 4

Obligations générales

1. Les Parties s'acquittent des obligations que leur impose la présente Convention, individuellement ou conjointement, au moyen d'accords bilatéraux et multilatéraux existants ou à venir ou grâce à la combinaison de ces différents types d'accords, selon qu'il convient, l'accent étant mis sur la nécessité de coordonner les efforts et de mettre au point une stratégie à long terme cohérente à tous les niveaux.

2. En vue d'atteindre l'objectif de la présente Convention, les Parties :

a) adoptent une approche intégrée visant les aspects physiques, biologiques et socio-économiques de la désertification et de la sécheresse;

b) prêtent dûment attention, au sein des organes internationaux et régionaux compétents, à la situation des pays en développement touchés Parties du point de vue des échanges internationaux, des arrangements de commercialisation et de l'endettement, afin de créer un environnement économique international porteur, de nature à promouvoir un développement durable;

c) intègrent des stratégies d'élimination de la pauvreté dans l'action menée pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse;

d) encouragent la coopération entre les pays touchés Parties dans les domaines de la protection de l'environnement et de la conservation des ressources en terres et en eau qui ont un rapport avec la désertification et la sécheresse;

e) renforcent la coopération sous-régionale, régionale et internationale;

f) coopèrent au sein des organisations intergouvernementales compétentes;

g) arrêtent des mécanismes institutionnels, s'il y a lieu, en gardant à l'esprit la nécessité d'éviter les doubles emplois; et

h) encouragent le recours aux mécanismes et arrangements financiers multilatéraux et bilatéraux existants qui mobilisent et affectent des ressources financières importantes aux pays en développement touchés Parties pour les aider à lutter contre la désertification et à atténuer les effets de la sécheresse.

3. Les pays en développement touchés Parties peuvent prétendre à une aide pour appliquer la Convention.

Article 5

Obligations des pays touchés Parties

Outre les obligations que leur impose l'article 4, les pays touchés Parties s'engagent :

a) à accorder la priorité voulue à la lutte contre la désertification et à l'atténuation de la sécheresse, et à y consacrer des ressources suffisantes en rapport avec leur situation et leurs moyens;

b) à établir des stratégies et des priorités dans le cadre des plans ou des politiques de développement durable, pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse;

c) à s'attaquer aux causes profondes de la désertification et à accorder une attention particulière aux facteurs socio-économiques qui contribuent à ce phénomène;

d) à sensibiliser les populations locales, en particulier les femmes et les jeunes, et à faciliter leur participation, avec l'appui des organisations non gouvernementales, à l'action menée pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse; et

e) à créer un environnement porteur en renforçant, selon qu'il convient, la législation pertinente et, s'il n'en existe pas, en adoptant de nouvelles lois, et en élaborant de nouvelles politiques à long terme et de nouveaux programmes d'action.

Article 6

Obligations des pays Parties développés

Outre les obligations générales que leur impose l'article 4, les pays développés Parties s'engagent :

a) à appuyer activement, comme convenu, individuellement ou conjointement, l'action menée par les pays en développement touchés Parties, en particulier ceux qui se trouvent en Afrique, et les pays les moins avancés, pour combattre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse;

DEEL II

Algemene bepalingen

Artikel 4

Algemene verplichtingen

1. De Partijen komen, afzonderlijk of gezamenlijk, hun verplichtingen ingevolge dit Verdrag na hetzij via bestaande of toekomstige bilaterale en multilaterale regelingen dan wel een combinatie daarvan, indien van toepassing, daarbij de nadruk leggend op de noodzaak van onderlinge afstemming van de inspanningen en het ontwikkelen van een coherente strategie voor de lange termijn op alle niveaus.

2. Bij het nastreven van de doelstelling van dit Verdrag zullen de Partijen :

a) een geïntegreerde aanpak aannemen betreffende de fysische, biologische en sociaal-economische aspecten van de woestijnvormings- en verdrogingsprocessen;

b) de nodige aandacht besteden, binnen de desbetreffende internationale en regionale organen, aan de situatie van de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn met betrekking tot internationale handel, afzetregelingen en schulden, teneinde een gunstig internationaal economisch klimaat te doen ontstaan dat bevorderlijk is voor duurzame ontwikkeling;

c) de strategieën voor armoedebestrijding integreren in inspanningen gericht op het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging;

d) de samenwerking tussen de Partijen die getroffen landen zijn bevorderen op het gebied van milieubescherming en behoud van bodemrijkdommen en watervoorraden, voor zover deze terreinen verband houden met woestijnvorming en verdroging;

e) de subregionale, regionale en internationale samenwerking versterken;

f) samenwerken binnen de desbetreffende intergouvernementele organisaties;

g) institutionele mechanismen vaststellen, waar mogelijk, rekening houdend met de noodzaak van het vermijden van dubbel werk; en

h) de gebruikmaking bevorderen van bestaande bilaterale en multilaterale financiële mechanismen en regelingen om aanzienlijk financiële middelen beschikbaar te (doen) stellen en te doen toekomen aan de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn bij het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging.

3. De Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn, komen in aanmerking voor hulp bij de toepassing van het Verdrag.

Artikel 5

Verplichtingen van de Partijen die getroffen landen zijn

Naast hun verplichtingen ingevolge artikel 4, verplichten de Partijen die getroffen landen zijn zich ertoe :

a) passende prioriteit te geven aan het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging, en voldoende middelen toe te wijzen in overeenstemming met hun omstandigheden en mogelijkheden;

b) strategieën en prioriteiten vast te stellen, in het kader van plannen en/of beleid inzake duurzame ontwikkeling, gericht op het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging;

c) de oorzaken van woestijnvorming aan te pakken en bijzondere aandacht te besteden aan de sociaal-economische factoren die bijdragen aan woestijnvormingsprocessen;

d) het bewustzijn te bevorderen en de participatie van plaatselijke bevolkingsgroepen, in het bijzonder vrouwen en jongeren, te vergemakkelijken, met steun van niet-gouvernementele organisaties, bij inspanningen gericht op het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging; en

e) te zorgen voor een gunstig klimaat door, waar mogelijk, de desbetreffende bestaande wetgeving aan te scherpen en, indien deze ontbreekt, nieuwe wetten uit te vaardigen en beleidslijnen en actieprogramma's voor de lange termijn vast te stellen.

Artikel 6

Verplichtingen van de Partijen die ontwikkelde landen zijn

Naast hun algemene verplichtingen ingevolge artikel 4, verplichten de Partijen die ontwikkelde landen zijn zich ertoe :

a) afzonderlijk of gezamenlijk actief steun te bieden, zoals overeengekomen, aan de inspanningen van de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn, in het bijzonder die in Afrika, en de minst ontwikkelde landen, gericht op het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging;

b) à fournir des ressources financières importantes et d'autres formes d'appui pour aider les pays en développement touchés Parties, en particulier ceux d'Afrique, à mettre au point et appliquer de façon efficace leurs propres plans et stratégies à long terme pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse;

b) à favoriser la mobilisation de fonds nouveaux et additionnels, en application du paragraphe 2, b) de l'article 20;

d) à encourager la mobilisation de fonds provenant du secteur privé et d'autres sources non gouvernementales; et

e) à favoriser et à faciliter l'accès des pays touchés Parties, en particulier des pays en développement Parties, à la technologie, aux connaissances et au savoir-faire appropriés.

Article 7

Priorité à l'Afrique

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente Convention, les Parties accordent la priorité aux pays touchés Parties d'Afrique, compte tenu de la situation particulière qui prévaut dans cette région, sans négliger pour autant les pays en développement touchés Parties dans d'autres régions.

Article 8

Liens avec d'autres conventions

1. Les Parties encouragent la coordination des activités menées en vertu de la Convention et, si elles y sont Parties, en vertu d'autres accords internationaux pertinents, notamment la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique, afin de tirer le meilleur profit des activités prévues par chaque accord tout en évitant les doubles emplois. Les Parties encouragent l'exécution de programmes communs, en particulier dans les domaines de la recherche, de la formation, de l'observation systématique ainsi que de la collecte et de l'échange d'informations, dans la mesure où ces activités peuvent aider à atteindre les objectifs des accords en question.

2. Les dispositions de la présente Convention ne portent nullement atteinte aux droits et obligations de toute Partie découlant d'un accord bilatéral, régional ou international par lequel celle-ci s'est liée avant l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de cette Partie.

TROISIEME PARTIE

Programmes d'action, coopération scientifique et technique et mesures d'appui

SECTION 1re — Programmes d'action

Article 9

Approche générale

1. Pour s'acquitter des obligations que leur impose l'article 5, les pays en développement touchés Parties et, dans le cadre de l'annexe pertinente concernant la mise en œuvre au niveau régional ou dans un autre cadre, tout autre pays touché Partie qui a informé le Secrétariat permanent par écrit de son intention d'élaborer un programme d'action national élaborent, rendent publics et exécutent, selon qu'il convient, des programmes d'action nationaux, en se servant ou en tirant parti, autant que possible, des plans et programmes en cours qui donnent de bons résultats, et des programmes d'action sous-régionaux et régionaux, pour en faire l'élément central de la stratégie de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse. Ces programmes seront mis à jour, dans le cadre d'un processus participatif permanent, compte tenu des enseignements tirés de l'action menée sur le terrain ainsi que des résultats de la recherche. La préparation des programmes nationaux se fera en étroite coordination avec les autres travaux d'élaboration de politiques nationales de développement durable.

2. Dans le cadre des différentes formes d'aide qu'ils apportent conformément à l'article 6, les pays développés Parties accordent en priorité, comme convenu, un appui aux programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux des pays en développement touchés Parties, en particulier de ceux qui se trouvent en Afrique, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organisations multilatérales compétentes, soit les deux à la fois.

3. Les Parties encouragent les organes, fonds et programmes du système des Nations Unies et les autres organisations intergouvernementales compétentes, les établissements d'enseignement, la commu-

b) aanzienlijke financiële middelen te verstrekken en andere vormen van steun te bieden om de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn, in het bijzonder die in Afrika, doeltreffend te helpen om hun eigen plannen en strategieën voor de lange termijn te ontwikkelen en uit te voeren, gericht op het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging;

c) het beschikbaar (doen) stellen van nieuwe en aanvullende financiering overeenkomstig artikel 20, tweede lid, letter b, te bevorderen;

d) het beschikbaar (doen) stellen van financiering uit de particuliere sector en andere niet-gouvernementele bronnen aan te moedigen; en

e) de toegang van de Partijen die getroffen landen zijn, met name de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn, tot geschikte technologie, kennis en know-how te bevorderen en te vergemakkelijken.

Artikel 7

Prioriteit voor Afrika

Bij de toepassing van dit Verdrag geven de Partijen prioriteit aan de Partijen die getroffen landen in Afrika zijn, gelet op de bijzondere omstandigheden die in die regio heersen, zulks zonder de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn in andere regio's te verwaarlozen.

Artikel 8

Verhouding tot andere verdragen

1. De Partijen stimuleren de coördinatie van activiteiten die worden verricht uit hoofde van dit Verdrag en, indien zij daarbij Partij zijn, uit hoofde van andere relevante internationale overeenkomsten, met name het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering en het Verdrag inzake biologische diversiteit, teneinde zoveel mogelijk profijt te trekken van de activiteiten uit hoofde van elke overeenkomst en het verrichten van dubbel werk te vermijden. De Partijen stimuleren de uitvoering van gezamenlijke programma's, met name op het gebied van onderzoek, opleiding, systematische waarneming en het vergaren en uitwisselen van informatie, voor zover deze activiteiten bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van de desbetreffende overeenkomsten.

2. De bepalingen van dit Verdrag laten onverlet de rechten en verplichtingen van een Partij op grond van een bilaterale, regionale of internationale overeenkomst die zij is aangegaan voordat dit Verdrag voor haar in werking treedt.

DEEL III

Actieprogramma's, wetenschappelijke en technische samenwerking en ondersteunende maatregelen

TITEL 1. — Actieprogramma's

Artikel 9

Uitgangspunt

1. Ter nakoming van hun verplichtingen ingevolge artikel 5 dienen de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn en elke andere Partij die getroffen land is, al dan niet in het kader van haar bijlage inzake regionale uitvoering, die het permanente secretariaat schriftelijk in kennis heeft gesteld van haar voornemen een nationaal actieprogramma op te stellen, waar mogelijk, nationale actieprogramma's op te stellen, openbaar te maken en uit te voeren, daarbij voor zover mogelijk gebruik makend van en voortbouwend op bestaande daarvoor in aanmerking komende geslaagde plannen en programma's en subregionale en regionale actieprogramma's, als hoofdpijler van de strategie voor het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging. Deze programma's dienen te worden bijgewerkt door middel van een constant participatieproces op basis van lering getrokken uit optreden in het veld, alsmede de resultaten van onderzoek. Het opstellen van nationale actieprogramma's dient nauw te zijn verbonden met andere inspanningen ter formulering van het nationale beleid inzake duurzame ontwikkeling.

2. Bij het verlenen van verschillende vormen van hulp, ingevolge artikel 6, door de Partijen die ontwikkelde landen zijn, dient prioriteit te worden gegeven aan het bieden van steun zoals overeengekomen, aan nationale, subregionale en regionale actieprogramma's van de Partij en die getroffen ontwikkelingslanden zijn, in het bijzonder die in Afrika, hetzij rechtstreeks, hetzij via daarvoor in aanmerking komende multilaterale organisaties dan wel op beide wijzen.

3. De Partijen dienen de organen, fondsen en programma's van het stelsel van de Verenigde Naties en andere daarvoor in aanmerking komende intergouvernementele organisaties, academische instellingen,

nauté scientifique et les organisations non gouvernementales en mesure de coopérer, conformément à leur mandat et à leurs capacités, à appuyer l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des programmes d'action.

Article 10

Programmes d'action nationaux

1. Les programmes d'action nationaux ont pour but d'identifier les facteurs qui contribuent à la désertification et les mesures concrètes à prendre pour lutter contre celle-ci et atténuer les effets de la sécheresse.

2. Les programmes d'action nationaux précisent le rôle revenant respectivement à l'Etat, aux collectivités locales et aux exploitants des terres ainsi que les ressources disponibles et nécessaires. Ils doivent, entre autres :

a) définir des stratégies à long terme pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse, mettre l'accent sur la mise en oeuvre et être intégrés aux politiques nationales de développement durable;

b) pouvoir être modifiés en fonction de l'évolution de la situation et être suffisamment souples au niveau local pour s'adapter aux différentes conditions socio-économiques, biologiques et géophysiques;

c) accorder une attention particulière à l'application de mesures préventives pour les terres qui ne sont pas encore dégradées ou qui ne le sont que légèrement;

d) renforcer les capacités climatologiques, météorologiques et hydrologiques nationales et les moyens de lancer des alertes précoces de sécheresse;

e) promouvoir des politiques et renforcer les cadres institutionnels propres à permettre de développer la coopération et la coordination, dans Un esprit de partenariat, entre la communauté des donateurs, les pouvoirs publics à tous les niveaux, les populations locales et les groupements communautaires, et faciliter l'accès des populations locales à l'information et aux technologies appropriées;

f) prévoir la participation effective aux niveaux local, national et régional d'organisations non gouvernementales et des populations locales, et en particulier des utilisateurs des ressources, notamment des cultivateurs et des pasteurs et des organisations qui les représentent, en faisant une place aussi large aux femmes qu'aux hommes, à la planification des politiques, à la prise des décisions ainsi qu'à la mise en œuvre et à l'examen des programmes d'action nationaux; et

g) prévoir l'obligation de faire le point, à intervalles réguliers, sur la mise en œuvre de ces programmes et d'établir des rapports sur l'état d'avancement des travaux.

3. Les programmes d'action nationaux peuvent prévoir notamment tout ou partie des mesures ci-après pour prévenir et atténuer les effets de la sécheresse :

a) la création de systèmes d'alerte précoce, y compris d'installations locales et nationales et de systèmes communs aux niveaux sous-régional et régional, ainsi que de mécanismes pour aider les personnes déplacées pour des raisons écologiques, et/ou leur renforcement, selon qu'il convient;

b) le renforcement des dispositifs de prévention et de gestion des situations de sécheresse, y compris des plans d'intervention d'urgence aux niveaux local, national, sous-régional et régional, tenant compte à la fois des prévisions climatiques saisonnières et des prévisions d'une année à l'autre;

b) la mise en place et/ou le renforcement, selon qu'il convient de systèmes de sécurité alimentaire, y compris d'installations d'entreposage et de commercialisation, en particulier en milieu rural;

d) l'élaboration de projets visant à promouvoir de nouveaux moyens d'existence susceptibles d'assurer des revenus dans les zones sujettes à la sécheresse; et

b) l'élaboration de programmes d'irrigation durables pour les cultures et l'élevage.

4. Compte tenu de la situation de chaque pays touché Partie et de ses besoins propres, les programmes d'action nationaux prévoient, entre autres, selon qu'il convient, des mesures dans tout ou partie des domaines prioritaires ci-après, qui ont un rapport avec la lutte contre la désertification et l'atténuation des effets de la sécheresse dans les zones touchées et concernent leurs populations : promotion de nouveaux moyens d'existence et amélioration de l'environnement économique national en vue de renforcer les programmes d'élimination de la pauvreté et de sécurité alimentaire, dynamique démographique, gestion durable des ressources naturelles, pratiques agricoles écologique-

wetenschappelijke kringen en niet-gouvernementele organisaties die in staat zijn mee te werken, in overeenstemming met hun mandaten en mogelijkheden, te stimuleren de totstandkoming, uitvoering en follow-up van actieprogramma's te steunen.

Artikel 10

Nationale actieprogramma's

1. Nationale actieprogramma's hebben tot doel na te gaan welke factoren bijdragen tot woestijnvorming en welke praktische maatregelen noodzakelijk zijn om woestijnvorming te bestrijden en de gevolgen van verdroging in te perken.

2. In nationale actieprogramma's dienen de onderscheiden taken van de overheid, plaatselijke gemeenschappen en landgebruikers alsmede de beschikbare en benodigde middelen te worden vermeld. Zij dienen onder andere :

a) strategieën voor de lange termijn te omvatten voor het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging, de nadruk te leggen op uitvoering en te worden geïntegreerd in het nationale beleid inzake duurzame ontwikkeling;

b) de mogelijkheid te bieden wijzigingen aan te brengen in reactie op veranderende omstandigheden en voldoende flexibel te zijn op plaatselijk niveau om uiteenlopende sociaal-economische, biologische en geografische omstandigheden het hoofd te kunnen bieden;

c) bijzondere aandacht te besteden aan de uitvoering van preventieve maatregelen op land dat nog niet is aangetast of slechts in geringe mate is aangetast;

d) de nationale klimatologische, meteorologische en hydrologische mogelijkheden, alsmede de middelen om te voorzien in vroegtijdige waarschuwing voor droogte, uit te breiden;

e) beleidslijnen te bevorderen en institutionele kaders te verstevigen die leiden tot samenwerking en coördinatie, in een geest van partnerschap, tussen de donorgemeenschap, overheden op alle niveaus, plaatselijke bevolkingsgroepen en groeperingen in de gemeenschap, en de toegang van plaatselijke bevolkingsgroepen tot geschikte informatie en technologie te vergemakkelijken;

f) te zorgen voor effectieve participatie op plaatselijk, nationaal en regionaal niveau van niet-gouvernementele organisaties en plaatselijke bevolkingsgroepen, zowel vrouwen als mannen, in het bijzonder gebruikers van bodemrijdommen, met inbegrip van boeren en veehouders en hun belangenorganisaties, bij de beleidsplanning, besluitvorming en uitvoering en toetsing van nationale actieprogramma's; en

g) regelmatige toetsing van een voortgangsrapportage betreffende de uitvoering ervan voor te schrijven.

3. Nationale actieprogramma's kunnen, onder andere, alle onderstaande maatregelen, of enkele daarvan, omvatten om voorbereid te zijn op verdroging en de gevolgen daarvan in te perken :

a) het opzetten en/of versterken, waar mogelijk, van waarschuwingssystemen, waaronder plaatselijke en nationale voorzieningen en gezamenlijke systemen op subregionaal en regionaal niveau, en mechanismen om milieuvluchtelingen te helpen;

b) het voorbereid zijn op en het beheer van droogte te verbeteren, met inbegrip van droogte-rampenplannen op plaatselijk, nationaal, subregionaal en regionaal niveau, die rekening houden met klimaatvoorspellingen voor een seizoen tot meerdere jaren;

c) het opzetten en/of verbeteren, waar mogelijk, van stelsels voor veiligstelling van de voedselvoorziening, met inbegrip van voorzieningen voor opslag en afzet, met name in plattelandgebieden;

d) het opzetten van projecten voor alternatieve middelen van bestaan die inkomsten zouden kunnen verschaffen in gebieden die vatbaar zijn voor verdroging; en

e) het ontwikkelen van duurzame irrigatieprogramma's voor zowel akkerbouw als veehouderij.

4. Rekening houdend met de omstandigheden en behoeften die eigen zijn aan elke Partij die getroffen land is, dienen nationale actieprogramma's waar mogelijk, onder andere, maatregelen te omvatten op alle hierna te noemen prioriteitsterreinen, of enkele daarvan, voor zover deze verband houden met het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging in getroffen gebieden en voor hun bevolking : het stimuleren van alternatieve middelen van bestaan en het verbeteren van het nationale economische klimaat met het oog op consolidering van programma's gericht op armoedebestrijding en het zorgen voor veiligstelling van de voedselvoorziening,

ment durables, mise en valeur et utilisation efficace de diverses sources d'énergie, cadres institutionnels et juridiques, renforcement des moyens d'évaluation et d'observation systématique, avec notamment la création de services hydrologiques et météorologiques, et renforcement des capacités, éducation et sensibilisation du public.

Article 11

Programmes d'action sous-régionaux et régionaux

Les pays touchés Parties se consultent et coopèrent pour élaborer, selon qu'il convient, conformément aux annexes pertinentes concernant la mise en œuvre au niveau régional, des programmes d'action sous-régionaux ou régionaux en vue d'harmoniser, de compléter et de rendre plus efficaces les programmes nationaux. Les dispositions de l'article 10 s'appliquent mutatis mutandis aux programmes sous-régionaux et régionaux. Cette coopération peut s'étendre aussi à l'application de programmes conjoints arrêtés d'un commun accord pour la gestion durable des ressources naturelles transfrontières, la collaboration scientifique et technique et le renforcement des institutions compétentes

Article 12

Coopération internationale

Les pays touchés Parties devraient, en collaboration avec les autres Parties et la communauté internationale, coopérer pour promouvoir un environnement international porteur aux fins de la mise en œuvre de la Convention. Cette coopération devrait s'étendre au transfert de technologie, ainsi qu'à la recherche-développement scientifique, à la collecte et à la diffusion d'informations aux ressources financières.

Article 13

Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes d'action

1. Les mesures destinées à appuyer les programmes d'action en application de l'article 9 comprennent, entre autres :

- a) une coopération financière visant à assurer aux programmes d'action une prévisibilité de nature à permettre la planification à long terme nécessaire;
- b) l'élaboration et l'utilisation de mécanismes de coopération offrant de meilleures possibilités d'appui à l'échelon local, y compris par l'intermédiaire des organisations non gouvernementales, afin de favoriser la reproduction, s'il y a lieu, des activités couronnées de succès menées dans le cadre de programmes pilotes;
- c) une souplesse accrue dans la conception, le financement et la mise en œuvre des projets, conformément : à l'approche expérimentale, itérative, qui convient à une action à l'échelon des collectivités locales basées sur la participation; et
- d) selon qu'il convient, des procédures administratives et budgétaires propres à renforcer l'efficacité de la coopération et des programmes d'appui.

2. Cet appui aux pays en développement Parties est accordé en priorité aux pays africains Parties et aux pays les moins avancés Parties.

Article 14

Coordination aux stades de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes d'action

1. Les Parties collaborent étroitement, directement et par l'intermédiaire des organisations intergouvernementales compétentes, pour élaborer et mettre en œuvre les programmes d'action.

2. Les Parties mettent au point, en particulier aux niveaux national et local, des mécanismes opérationnels propres à garantir la coordination la plus poussée possible entre les pays développés Parties, les pays en développement Parties et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes, afin d'éviter les doubles emplois, d'harmoniser les interventions et approches et de maximiser l'effet de l'aide. Dans les pays en développement Parties, on s'attachera en priorité à coordonner les activités relatives à la coopération internationale afin de parvenir à une efficacité maximale dans l'utilisation des ressources, d'assurer une aide adaptées et de faciliter la mise en œuvre des programmes nationaux et le respect des priorités aux termes de la présente Convention.

bevolkingsdynamiek, duurzaam beheer van natuurlijke rijkdommen, duurzame landbouwmethoden, ontwikkelen en efficiënt gebruik van diverse bronnen van energie, institutionele en wettelijke kaders, verbetering van de mogelijkheden voor oordeelsvorming en systematische waarneming, waaronder hydrologische en meteorologische diensten, en capaciteitsvergroting, educatie en bewustmaking.

Artikel 11

Subregionale en regionale actieprogramma's

De Partijen die getroffen landen zijn, plegen overleg en werken samen om, waar mogelijk, in overeenstemming met de desbetreffende bijlagen inzake regionale uitvoering, subregionale en/of regionale actieprogramma's op te stellen ter harmonisering, aanvulling en vergroting van de doelmatigheid van nationale programma's. De bepalingen van artikel 10 zijn van overeenkomstige toepassing op subregionale en regionale programma's. Deze samenwerking kan mede betrekking hebben op overeengekomen gezamenlijke programma's voor duurzaam beheer van grensoverschrijdende natuurlijke rijkdommen, wetenschappelijke en technische samenwerking en de versterking van de desbetreffende instellingen.

Artikel 12

Internationale samenwerking

De Partijen die getroffen landen zijn, dienen met medewerking van andere Partijen en de internationale gemeenschap samen te werken om te zorgen voor het bevorderen van een gunstig internationaal klimaat bij de toepassing van het Verdrag. Deze samenwerking dient tevens betrekking te hebben op overdracht van technologie, alsmede wetenschappelijk onderzoek & ontwikkeling, het vergaren en verspreiden van informatie en financiële middelen.

Artikel 13

Ondersteuning van de totstandbrenging en uitvoering van actieprogramma's

1. Maatregelen ter ondersteuning van actieprogramma's ingevolge artikel 9 dienen onder andere te omvatten :

- a) financiële samenwerking om te zorgen voor voorspelbaarheid in actieprogramma's, om de noodzakelijke langetermijnplanning mogelijk te maken;
- b) de totstandbrenging en gebruikmaking van samenwerkingsmechanismen die betere mogelijkheden bieden voor ondersteuning op plaatselijk niveau, met inbegrip van optreden via niet-gouvernementele organisaties, teneinde, waar nodig, de verdere toepassing van geslaagde pilootprogramma-activiteiten te bevorderen;
- c) grotere flexibiliteit bij het opzetten, financieren en uitvoeren van projecten, uitgaande van de experimentele op herhaling gerichte aanpak die is voorgeschreven voor het op participatie gebaseerde optreden op het niveau van de plaatselijke gemeenschap; en
- d) waar mogelijk, administratieve en budgettaire procedures die de doelmatigheid van de samenwerking en van ondersteunende programma's vergroten.

2. Bij het bieden van deze ondersteuning aan de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn, dient prioriteit te worden gegeven aan de Partijen die landen in Afrika zijn en de partijen die minstontwikkelde landen zijn.

Artikel 14

Coördinatie bij de totstandbrenging en uitvoering van actieprogramma's

1. De Partijen werken nauw samen, rechtstreeks en via de daarvoor in aanmerking komende intergouvernementele organisaties, bij de totstandbrenging en uitvoering van actieprogramma's.

2. De Partijen ontwikkelen operationele mechanismen, in het bijzonder op nationaal en veldniveau, om te zorgen voor zo volledig mogelijke coördinatie tussen de Partijen die ontwikkelde landen zijn, de Partijen die ontwikkelingslanden zijn en daarvoor in aanmerking komende intergouvernementele en niet-gouvernementele organisaties, teneinde het verrichten van dubbel werk te vermijden, de wijzen van ingrijpen en aanpak te harmoniseren en het effect van de hulp te optimaliseren. In de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn, zal prioriteit worden gegeven aan coördinerende activiteiten met betrekking tot internationale samenwerking, teneinde te komen tot een zo efficiënt mogelijk gebruik van de middelen, te zorgen voor op behoeften inspelande hulp en de uitvoering van nationale actieprogramma's en prioriteiten ingevolge dit Verdrag te vergemakkelijken.

Article 15

Annexes concernant la mise en œuvre au niveau régional

Les éléments à incorporer dans les programmes d'action sont choisis et adaptés en fonction des caractéristiques socio-économiques, géographiques et climatiques des pays Parties ou régions touchés, ainsi que de leur niveau de développement. Des directives pour l'élaboration des programmes d'action, précisant l'orientation et le contenu de ces derniers pour les différentes sous-régions et régions, sont formulées dans les annexes concernant la mise en œuvre au niveau régional.

SECTION 2 — Coopération scientifique et technique

Article 16

Collecte, analyse et échange d'informations

Les Parties conviennent, selon leurs capacités respectives, d'intégrer et de coordonner la collecte, l'analyse et l'échange de données et d'informations pertinentes portant sur des périodes de courte et de longue durée pour assurer l'observation systématique de la dégradation des terres dans les zones touchées et mieux comprendre et évaluer les phénomènes et les effets de la sécheresse et de la désertification. Cela contribuerait notamment à la mise sur pied d'un système d'alerte précoce et de planification préalable pour les périodes de variations climatiques défavorables sous une forme se prêtant à une application pratique par les utilisateurs à tous les niveaux, notamment par les populations locales. A cet effet, les Parties, selon qu'il convient :

a) facilitent et renforcent le fonctionnement du réseau mondial d'institutions et d'installations pour la collecte, l'analyse et l'échange d'informations ainsi que l'observation systématique à tous les niveaux, ledit réseau devant

- (i) chercher à utiliser des normes et des systèmes compatibles,
- (ii) inclure les données et stations appropriées, y compris dans les zones reculées,
- (iii) utiliser et diffuser les technologies modernes de collecte, de transmission et dévaluation des données sur la dégradation des terres, et
- (iv) resserrer les liens entre les centres de dons et d'information nationaux, sous-régionaux et régionaux et les sources d'information mondiales;

b) s'assurent que les activités de collecte, d'analyse et d'échange d'informations répondent aux besoins des collectivités locales et à ceux des décideurs, en vue de résoudre des problèmes spécifiques, et veillent à ce que les collectivités locales y participent;

b) appuient et développent les programmes et projets bilatéraux et multilatéraux visant à définir, entreprendre, évaluer et financer la collecte, l'analyse l'échange de données et d'informations, y compris, entre autres, de séries intégrées d'indicateurs physiques, biologiques, sociaux et économiques;

d) mettent pleinement à profit le savoir-faire des organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes, en particulier pour diffuser les informations et les résultats d'expériences pertinents auprès de groupes cibles dans différentes régions;

e) accordent toute l'importance voulue à la collecte, l'analyse et l'échange de données socio-économiques, ainsi qu'à leur intégration aux données physiques et biologiques;

f) échangent et communiquent ouvertement et promptement l'intégralité des informations émanant de toutes les sources publiques qui concernent : la lutte contre la désertification et l'atténuation des effets de la sécheresse; et

g) sous réserve des dispositions de leur législation et/ou de leurs politiques nationales, échangent des informations sur les connaissances traditionnelles et locales en veillant à en assurer dûment la protection et en faisant profiter de manière appropriée les populations locales concernées des avantages qui en découlent, de façon équitable et selon des modalités arrêtées d'un commun accord.

Article 17

Recherche, développement

1. Les Parties s'engagent selon leurs capacités respectives, à favoriser la coopération technique et scientifique dans les domaines de la lutte contre la désertification et de l'atténuation des effets de la sécheresse

Artikel 15

Bijlagen inzake regionale uitvoering

Elementen die in actieprogramma's moeten worden opgenomen, dienen te worden gekozen op grond van en aangepast aan de sociaal-economische, geografische en klimatologische factoren die gelden voor de Partijen die getroffen landen zijn of op regio's, alsmede aan hun ontwikkelingsniveau. Richtlijnen voor het opstellen van actieprogramma's en de exacte richtpunten en inhoud daarvan voor afzonderlijke subregio's en regio's zijn uiteengezet in de bijlagen inzake regionale uitvoering.

TITEL 2. — Wetenschappelijke en technische samenwerking

Artikel 16

Vergaren, analyseren en uitwisselen van informatie

De Partijen komen overeen, overeenkomstig hun onderscheiden mogelijkheden, het vergaren, analyseren en uitwisselen van relevante gegevens en informatie voor de korte en lange termijn te integreren en coördineren, teneinde te zorgen voor systematische waarneming van de aantasting van het land in getroffen gebieden en om de verdrogings- en woestijnvormingsprocessen en de gevolgen daarvan beter te kunnen begrijpen en beoordelen. Hiermee zou men kunnen komen tot, onder andere, vroegtijdige waarschuwing en voorafgaande planning voor perioden van ongunstige klimaatschommelingen in een vorm die geschikt is voor praktische toepassing door gebruikers op alle niveaus, onder wie met name plaatselijke bevolkingsgroepen. Hiertoe dienen zij, waar mogelijk :

a) het functioneren te vergemakkelijken en verbeteren van het mondiale netwerk van instellingen en voorzieningen voor het vergaren, analyseren en uitwisselen van informatie, alsmede voor systematische waarneming op alle niveaus, die, onder andere :

- (i) zijn gericht op het gebruik van compatibele normen en systemen;
- (ii) relevante gegevens en stations omvatten, ook in afgelegen gebieden;
- (iii) moderne technologie toepassen en verspreiden voor het vergaren, doorgeven en beoordelen van gegevens inzake aantasting van het land; en
- (iv) nationale, subregionale en regionale gegevens- en informatiecentra nauwer verbinden met mondiale informatiebronnen;

b) ervoor te zorgen dat bij het vergaren, analyseren en uitwisselen van informatie wordt ingespeeld op de behoeften van plaatselijke gemeenschappen en beleidmakers, met het oog op het oplossen van specifieke problemen, en dat de plaatselijke gemeenschappen bij deze activiteiten worden betrokken;

c) bilaterale en multilaterale programma's en projecten te ondersteunen en verder te ontwikkelen die zijn gericht op de definiëring, uitvoering, beoordeling en financiering van het vergaren, analyseren en uitwisselen van gegevens en informatie, met inbegrip van, onder andere, geïntegreerde verzamelingen fysische, biologische, sociale en economische indicatoren;

d) ten volle gebruik te maken van de deskundigheid van bevoegde intergouvernementele en niet-gouvernementele organisaties, met name ter verspreiding van relevante informatie en ervaring onder de doelgroepen in verschillende regio's;

e) het volle gewicht toe te kennen aan het vergaren, analyseren en uitwisselen van sociaal-economische gegevens en het integreren daarvan met fysische en biologische gegevens;

f) informatie uit alle algemeen toegankelijke bronnen die van belang is voor het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging, uit te wisselen en volledig, open en onmiddellijk beschikbaar te stellen; en

g) met inachtneming van hun onderscheiden nationale wetgeving en/of beleid, informatie over plaatselijke en traditionele kennis uit te wisselen, daarbij zorg dragend voor voldoende bescherming van de informatie en een passende vergoeding biedend uit de daaruit verkregen baten, op een billijke grondslag en op onderling overeengekomen voorwaarden, aan de betrokken plaatselijke bevolkingsgroepen.

Artikel 17

Onderzoek & ontwikkeling

1. De Partijen verplichten zich ertoe, overeenkomstig hun onderscheiden mogelijkheden, de technische en wetenschappelijke samenwerking op het gebied van het bestrijden van woestijnvorming en het

par l'intermédiaire des institutions compétentes aux niveaux national, sous-régional, régional et international. A cet effet, elles appuient les activités de recherche qui :

a) aident à mieux comprendre les processus qui aboutissent à la désertification et à la sécheresse aussi bien que l'impact et le rôle respectif des facteurs naturels et humains qui en sont la cause, en vue de lutter contre la désertification et d'atténuer les effets de la sécheresse et de parvenir à une meilleure productivité ainsi qu'à une utilisation et une gestion durables des ressources;

b) répondent à des objectifs bien définis, visent à satisfaire les besoins spécifiques des populations locales et permettent de trouver et d'appliquer des solutions de nature à améliorer les conditions de vie des populations des zones touchées;

c) sauvegardent, intègrent et valorisent les connaissances, savoir-faire et pratiques locaux et traditionnels et en confirment la validité en s'assurant, conformément à leur législation et/ou à leurs politiques nationales respectives, que les détenteurs de ces connaissances tirent directement profit, de façon équitable et selon des modalités arrêtées d'un commun accord, de toute exploitation commerciale qui pourrait en être faite ou de tout progrès technologique qui pourrait en découler;

d) développent et renforcent les capacités de recherche nationales, sous-régionales et régionales dans les pays en développement touchés Parties, particulièrement en Afrique, y compris le développement des compétences locales et le renforcement des capacités appropriées, surtout dans les pays où l'infrastructure de la recherche est faible, en accordant une attention particulière à la recherche socio-économique pluridisciplinaire et participative;

e) tiennent compte, lorsqu'il y a lieu, des rapports entre la pauvreté, les migrations dues à des facteurs écologiques et la désertification;

f) favorisent la mise en oeuvre de programmes de recherche menés conjointement par des organismes de recherche nationaux, sous-régionaux, régionaux et internationaux, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, pour mettre au point, grâce à la participation effective des populations et des collectivités locales, des technologies meilleures, peu onéreuses et accessibles aux fins d'un développement durable; et

g) permettent d'accroître les ressources en eau disponibles dans les zones touchées, au moyen, notamment, de l'ensemencement des nuages.

2. Les priorités en matière de recherche pour les différentes régions et sous-régions, qui varient en fonction de la situation locale, devraient être indiquées dans les programmes d'action. La Conférence des Parties réexamine périodiquement ces priorités, en se fondant sur les avis du Comité de la science et de la technologie.

Article 18

Transfert, acquisition, adaptation et mise au point de technologies

1. Les Parties s'engagent, ainsi qu'elles en sont convenues d'un commun accord et conformément à leur législation et/ou leurs politiques nationales, à promouvoir, financer et/ou faciliter le financement du transfert, de l'acquisition, de l'adaptation et de la mise au point de technologies écologiquement rationnelles, économiquement viables et socialement acceptables pour lutter contre la désertification et/ou atténuer les effets de la sécheresse, en vue de contribuer à l'instauration d'un développement durable dans les zones touchées. Cette coopération est menée à l'échelon bilatéral ou multilatéral, selon qu'il convient, les Parties mettant pleinement à profit le savoir-faire des organisations intergouvernementales et non gouvernementales. En particulier, les Parties :

a) utilisent pleinement les systèmes et les centres d'information appropriés qui existent aux niveaux national, sous-régional, régional et international pour la diffusion d'informations sur les technologies disponibles, leurs sources, les risques qu'elles présentent pour l'environnement et les conditions générales dans lesquelles elles peuvent être acquises;

b) facilitent l'accès, en particulier des pays en développement touchés Parties, à des conditions favorables, notamment à des conditions confessionnelles et préférentielles, ainsi qu'elles en sont convenues d'un commun accord, compte tenu de la nécessité de protéger les droits de propriété intellectuelle, aux technologies qui se prêtent le mieux à une application pratique répondant aux besoins spécifiques des populations locales, en accordant une attention particulière aux répercussions sociales, culturelles et économiques de ces technologies et à leur impact sur l'environnement;

inperken van de gevolgen van verdroging te bevorderen door middel van daarvoor in aanmerking komende nationale, subregionale, regionale en internationale instellingen. Hiertoe steunen zij onderzoeksactiviteiten die :

a) bijdragen tot grotere kennis van de processen die leiden tot woestijnvorming en verdroging alsook het effect van, en het onderscheid tussen factoren die deze veroorzaken, zowel natuurlijke als menselijke factoren, ten behoeve van het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging, alsmede van verbeterde productiviteit alsook duurzaam gebruik en beheer van hulpbronnen;

b) beantwoorden aan welomschreven doelstellingen, inspelen op de specifieke behoeften van plaatselijke bevolkingsgroepen en leiden tot het vinden en uitvoeren van oplossingen die de levensstandaard van mensen in getroffen gebieden verbeteren;

c) traditionele en plaatselijke kennis, know-how en werkwijzen beschermen, integreren, uitbreiden en erkennen, daarbij garanderend, met inachtneming van hun onderscheiden nationale wetgeving en/of beleid, voor het feit dat de bezitters van die kennis rechtstreeks profiteren, op een billijke grondslag en op onderling overeengekomen voorwaarden, van eventueel commercieel gebruik daarvan of van een eventuele aan die kennis ontleende technologische ontwikkeling;

d) nationale, subregionale en regionale onderzoeksmogelijkheden ontwikkelen en verbeteren in de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn, in het bijzonder in Afrika, waaronder het ontwikkelen van plaatselijke vaardigheden en het vergroten van daarvoor in aanmerking komende capaciteiten, met name in landen met een zwakke onderzoeksbasis, daarbij bijzondere aandacht bestedend aan multidisciplinair en op participatie gebaseerd sociaal-economisch onderzoek;

e) rekening houden, waar nodig, met het verband tussen armoede, migratie vanwege het milieu, en woestijnvorming;

f) de uitvoering bevorderen van gezamenlijke onderzoeksprogramma's van nationale, subregionale, regionale en internationale onderzoeksorganisaties, zowel in de openbare als in de particuliere sector, ter ontwikkeling van verbeterde, betaalbare en toegankelijke technologieën voor duurzame ontwikkeling via effectieve participatie van plaatselijke bevolkingsgroepen en gemeenschappen; en

g) de beschikbaarheid van watervoorraden in getroffen gebieden uitbreiden door middel van, onder andere, wolkenbezaaiing;

2. Er dienen onderzoeksprioriteiten voor afzonderlijke regio, en subregio's, waarin de uiteenlopende plaatselijke omstandigheden tot uitdrukking komen, in actieprogramma's te worden opgenomen. De Conferentie van de Partijen toetst de onderzoeksprioriteiten periodiek op basis van het advies van de Commissie voor Wetenschap en Techniek.

Artikel 18

Overdracht, verwerving, aanpassing en ontwikkeling van technologie

1. De Partijen verplichten zich, zoals onderling overeengekomen en in overeenstemming met hun onderscheiden nationale wetgeving en/of beleid, tot het bevorderen, financieren en/of vergemakkelijken van de financiering van de overdracht, verwerving, aanpassing en ontwikkeling van milieuverantwoorde, economisch haalbare en maatschappelijk aanvaardbare technologieën die van belang zijn voor het bestrijden van woestijnvorming en/of het inperken van de gevolgen van verdroging, teneinde bij te dragen tot de verwezenlijking van duurzame ontwikkeling in getroffen gebieden. Deze samenwerking dient bilateraal of, waar mogelijk, multilateraal te geschieden, daarbij ten volle gebruik makend van de deskundigheid van intergouvernementele en niet-gouvernementele organisaties. De Partijen dienen in het bijzonder :

a) ten volle gebruik te maken van daarvoor in aanmerking komende bestaande nationale, subregionale, regionale en internationale informatiesystemen en coördinatiecentra voor de verspreiding van informatie over beschikbare technologieën en de bronnen en milieusico's daarvan, alsmede de algemene voorwaarden waarop deze kunnen worden verkregen;

b) de toegang te vergemakkelijken, in het bijzonder van de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn, op gunstige voorwaarden, waaronder concessionele en preferentiële voorwaarden, zoals onderling overeengekomen, rekening houdend met de noodzaak van bescherming van de intellectuele eigendom, tot technologieën die het meest geschikt zijn voor praktische toepassing met het oog op specifieke behoeften van plaatselijke bevolkingsgroepen, daarbij bijzondere aandacht bestedend aan de sociale, culturele, economische weerslag en milieu-effecten van die technologie;

c) facilitent la coopération technologique entre les pays touchés Parties grâce à une assistance financière ou par d'autres moyens appropriés;

d) élargissent la coopération technologique avec les pays en développement touchés Parties, y compris, lorsqu'il y a lieu, sous forme de coentreprises, notamment dans les secteurs qui contribuent à offrir de nouveaux moyens d'existence; et

e) prennent les dispositions voulues pour instaurer sur les marchés nationaux des conditions et des mesures d'incitation, fiscales ou autres, de nature à favoriser la mise au point, le transfert, l'acquisition et l'adaptation de technologies, connaissances, savoir-faire et pratiques appropriés, y compris des dispositions pour assurer une protection adéquate et effective des droits de propriété intellectuelle.

2. Les Parties, selon leurs capacités respectives et conformément à leur législation et/ou leurs politiques nationales, protègent, s'emploient à promouvoir et utilisent en particulier les technologies, connaissances, savoir-faire et pratiques traditionnels et locaux. A cet effet, elles s'engagent à :

a) répertorier ces technologies, connaissances, savoir-faire et pratiques ainsi que leurs utilisations potentielles, avec la participation des populations locales, et à diffuser les informations correspondantes, selon qu'il convient, en coopération avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes;

b) assurer que ces technologies, connaissances, savoir-faire et pratiques sont convenablement protégés et que les populations locales profitent directement, de façon équitable et comme convenu d'un commun accord, de toute exploitation commerciale qui pourrait en être faite ou de tout développement technologique qui pourrait en découler;

c) encourager et à appuyer activement l'amélioration et la diffusion de ces technologies, connaissances, savoir-faire et pratiques ou la mise au point, à partir de ces derniers, de nouvelles technologies; et

d) faciliter, selon qu'il convient, l'adaptation de ces technologies, connaissances, savoir-faire et pratiques, de façon qu'ils puissent être largement utilisés, et à les intégrer, au besoin, aux technologies modernes.

SECTION 3 — Mesures d'appui

Article 19

Renforcement des capacités, éducation et sensibilisation du public

1. Les Parties reconnaissent l'importance du renforcement des capacités — c'est-à-dire du renforcement des institutions, de la formation et du développement des capacités locales et nationales pertinentes — pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse. Elles s'emploient à promouvoir, selon qu'il convient, le renforcement des capacités :

a) grâce à la pleine participation de la population locale à tous les niveaux, en particulier au niveau local, tout spécialement des femmes et des jeunes, avec la coopération d'organisations non gouvernementales et locales;

b) en renforçant les capacités de formation et de recherche au niveau national dans le domaine de la désertification et de la sécheresse;

c) en créant des services d'appui et de vulgarisation, et/ou en les renforçant, pour une diffusion plus efficace des technologies et des méthodes pertinentes, et en formant des vulgarisateurs et des membres des organisations rurales aux méthodes participatives de conservation et d'utilisation durable des ressources naturelles;

d) en encourageant : l'utilisation et la diffusion des connaissances, savoir-faire et pratiques des populations locales dans le cadre des programmes de coopération technique, chaque fois que cela est possible;

e) en adaptant, si nécessaire, les technologies écologiquement rationnelles et les méthodes traditionnelles d'agriculture et de pastoralisme pertinentes aux conditions socio-économiques modernes;

f) en dispensant : une formation-appropriée relative à l'utilisation des sources d'énergie de substitution, en particulier des sources d'énergie renouvelables, et en fournissant les technologies voulues afin, notamment, de réduire la dépendance à l'égard du bois de feu;

g) grâce à la coopération, ainsi qu'elles en sont convenues d'un commun accord, en vue de renforcer la capacité des pays en développement touchés Parties de mettre au point et d'exécuter des programmes dans le domaine de la collecte, de l'analyse et de l'échange d'informations, en application de l'article 16;

c) de samenwerking met betrekking tot technologie tussen de Partijen die getroffen landen zijn te vergemakkelijken door middel van financiële hulp of op andere passende wijzen;

d) de samenwerking met betrekking tot technologie met de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn uit te breiden, waar nodig mede in de vorm van joint ventures, met name tot sectoren die gelegenheid bieden voor alternatieve middelen van bestaan; en

e) passende maatregelen te treffen om voorwaarden te scheppen op de binnenlandse markt en fiscale of andere voordelen te bieden die bevorderlijk zijn voor de ontwikkeling, overdracht, verwerving en aanpassing van geschikte technologie, kennis, know-how en werkwijzen, met inbegrip van maatregelen om te zorgen voor voldoende en doeltreffende bescherming van de intellectuele eigendom.

2. De Partijen dienen, overeenkomstig hun onderscheiden mogelijkheden en met inachtneming van hun onderscheiden nationale wetgeving en/of beleid, in het bijzonder daarvoor in aanmerking komende traditionele en plaatselijke technologie, kennis, know-how en werkwijzen te beschermen, te bevorderen en toe te passen, en met het oog hierop verplichten zij zich ertoe :

a) deze technologie, kennis, know-how en werkwijzen en de toepassingsmogelijkheden daarvan te inventariseren met participatie van plaatselijke bevolkingsgroepen, en deze informatie, waar mogelijk, te verspreiden in samenwerking met de daarvoor in aanmerking komende intergouvernementele en niet-gouvernementele organisaties;

b) ervoor te zorgen dat deze technologie, kennis, know-how en werkwijzen voldoende worden beschermd en dat de plaatselijke bevolkingsgroepen rechtstreeks profiteren, op een billijke grondslag en zoals onderling overeengekomen, van eventueel commercieel gebruik daarvan en van een eventuele daaraan ontleende technologische ontwikkeling;

c) de verbetering en verspreiding van die technologie, kennis, know-how en werkwijzen of de ontwikkeling van daarop gebaseerde nieuwe technologie aan te moedigen en actief te steunen; en

d) waar mogelijk, de aanpassing van die technologie, kennis, know-how en werkwijzen aan toepassing op grote schaal te vergemakkelijken en deze, waar mogelijk, te integreren in moderne technologie.

TITEL 3. — Ondersteunende maatregelen

Artikel 19

Capaciteitsvergroting, educatie en bewustmaking

1. De Partijen erkennen het belang van capaciteitsvergroting — d.z.w. institutionele ontwikkeling, opleiding en uitbreiding van de daarvoor in aanmerking komende plaatselijke en nationale capaciteiten — bij inspanningen gericht op het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging. Zij dienen, waar mogelijk, capaciteitsvergroting te bevorderen :

a) door middel van volledige participatie op alle niveaus van de plaatselijke bevolking, met name op plaatselijk niveau, in het bijzonder vrouwen en jongeren, met medewerking van niet-gouvernementele en plaatselijke organisaties;

b) door de opleidings- en onderzoekscapaciteiten op nationaal niveau op het gebied van woestijnvorming en verdroging uit te breiden;

c) door ondersteunende en voorlichtingsdiensten op te zetten en/of uit te breiden teneinde technologische methoden en technieken doeltreffender te kunnen verspreiden, en door veldwerkers en leden van plattelandsorganisaties op participatie gebaseerde wijzen van aanpak voor behoud en duurzaam gebruik van natuurlijke hulpbronnen bij te brengen;

d) door de toepassing en verspreiding van de kennis, know-how en werkwijzen van de plaatselijke bevolking in programma's voor technische samenwerking waar mogelijk te stimuleren;

e) door, waar nodig, daarvoor in aanmerking komende milieuverantwoorde technologische en traditionele methoden voor de landbouw en veeteelt aan te passen aan moderne sociaal-economische omstandigheden;

f) door te zorgen voor passende opleiding en technologie bij de gebruikmaking van alternatieve bronnen van energie, met name stromingsenergie, in het bijzonder gericht op beperking van de afhankelijkheid van hout als brandstof;

g) door via samenwerking, zoals onderling overeengekomen, de capaciteiten van de Partij en die getroffen ontwikkelingslanden zijn uit te breiden en uitvoering met het oog op de ontwikkeling van programma's op het gebied van het vergaren, analyseren en uitwisselen van informatie overeenkomstig artikel 16;

h) grâce à des formules novatrices pour promouvoir de nouveaux moyens d'existence, y compris la formation en vue de l'acquisition de nouvelles qualifications;

i) en formant des décideurs, des gestionnaires ainsi que du personnel chargé de la collecte et de l'analyse des données, de la diffusion et de l'utilisation des informations sur la sécheresse fournies par les systèmes d'alerte précoce, et de la production alimentaire;

j) grâce à un meilleur fonctionnement des institutions et des cadres juridiques nationaux existants et, si nécessaire, à la création de nouvelles institutions et de nouveaux cadres ainsi qu'au renforcement de la planification des stratégies et de la gestion; et

k) au moyen de programmes d'échange de personnel afin de renforcer les capacités dans les pays touchés Parties grâce à un processus interactif d'apprentissage et d'étude sur le long terme.

2. Les pays en développement touchés Parties procèdent, en coopération avec les autres Parties et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes, selon qu'il convient, à un examen pluridisciplinaire des capacités et installations disponibles aux niveaux local et national, et des possibilités de les renforcer.

3. Les Parties coopèrent les unes avec les autres et par l'intermédiaire des organisations intergouvernementales compétentes, ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales, pour entreprendre et appuyer des programmes de sensibilisation et d'éducation du public dans les pays touchés Parties et, lorsqu'il y a lieu, dans les pays non touchés Parties afin de faire mieux comprendre quels sont les causes et les effets de la désertification et de la sécheresse et combien il importe d'atteindre les objectifs de la présente Convention. A cet effet, elles :

a) organisent des campagnes de sensibilisation destinées au grand public;

b) s'emploient à promouvoir, de façon permanente, l'accès du public aux informations pertinentes, ainsi qu'une large participation de ce dernier aux activités d'éducation et de sensibilisation;

c) encouragent la création d'associations qui contribuent à sensibiliser le public;

d) mettent au point et échangent du matériel éducatif et de sensibilisation du public, si possible dans les langues locales, échangent et détachent des experts pour former le personnel des pays en développement touchés Parties à la mise en œuvre de programmes d'éducation et de sensibilisation, et mettent pleinement à profit le matériel éducatif disponible dans les organismes internationaux compétents;

e) évaluent les besoins en matière d'éducation dans les zones touchées, élaborent de programmes scolaires appropriés et développent, selon que de besoin, les programmes éducatifs et d'alphabétisation des adultes et les possibilités offertes à tous, en particulier aux filles et aux femmes, en vue de l'identification, de la conservation ainsi que de l'utilisation et de la gestion durables des ressources naturelles des zones touchées; et

f) mettent au point des programmes participatifs pluridisciplinaires qui intègrent la sensibilisation aux problèmes de désertification et de sécheresse dans les systèmes d'éducation et dans les programmes d'enseignement extrascolaire, d'éducation des adultes, de télé-enseignement et d'enseignement pratique.

4. La Conférence des Parties constitue et/ou renforce des réseaux de centres régionaux d'éducation et de formation pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse. Ces réseaux sont coordonnés par une institution créée ou désignée à cet effet afin de former du personnel scientifique, technique et de gestion et de renforcer les institutions chargées de l'éducation et de la formation dans les pays touchés Parties, lorsqu'il y a lieu, en vue de l'harmonisation des programmes et de l'organisation d'échangés d'expériences entre ces institutions. Ces réseaux coopèrent étroitement avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes pour éviter les doubles emplois.

Article 20

Ressources financières

1. Les moyens de financement étant d'une importance fondamentale pour atteindre l'objectif de la Convention, les Parties ne ménagent aucun effort ; dans la mesure de leurs capacités, pour faire en sorte que des ressources financières adéquates soient dégagées en faveur de programme de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse.

h) door middel van innoverende wijzen van stimulering van alternatieve middelen van bestaan, waaronder het aanleren van nieuwe vaardigheden;

i) door beleidmakers, leidinggevend en personeel dat is belast met het vergaren en analyseren van gegevens opleidingen te geven op het gebied van de verspreiding en gebruikmaking van informatie betreffende vroegtijdige waarschuwing voor droogte, alsmede op het gebied van voedselproductie;

j) door middel van een doelmatiger functioneren van bestaande nationale instellingen en wettelijke kaders en, waar nodig, het opzetten van nieuwe, naast verbetering van de strategische planning en het beheer; en

k) door middel van uitwisselingsprogramma's ter verbetering van de capaciteitsvergroting in de Partijen die getroffen landen zijn, via een langlopend interactief leerproces en studie.

2. De Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn voeren, in samenwerking met andere Partijen en bevoegde intergouvernementele en niet-gouvernementele organisaties, waar mogelijk, een interdisciplinaire toetsing uit van de beschikbare capaciteiten en faciliteiten op plaatselijk en nationaal niveau, alsmede van de mogelijkheid om deze te verbeteren.

3. De Partijen werken met elkaar en via bevoegde intergouvernementele alsmede niet-gouvernementele organisaties samen bij het opzetten en ondersteunen van bewustmakings- en educatieprogramma's en zowel de Partijen die getroffen landen zijn als, waar relevant, in de Partijen die niet- getroffen landen zijn, ter bevordering van het inzicht in de oorzaken en gevolgen van woestijnvorming en verdroging en het belang van het nastreven van de doelstelling van dit Verdrag. Hiertoe dienen zij :

a) algemene bewustmakingscampagnes te organiseren;

b) permanent de toegang van het publiek tot relevante informatie en brede participatie aan educatie- en bewustmakingsactiviteiten te bevorderen;

c) de oprichting van verenigingen die bijdragen tot bewustmaking aan te moedigen;

d) educatie- en bewustmakingsmateriaal, waar mogelijk in plaatselijke talen, te ontwikkelen en uit te wisselen, en deskundigen uit te wisselen en te detacheren om personeel in de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn te bekwalen in de uitvoering van relevante educatie- en bewustmakingsprogramma's, en ten volle gebruik te maken van relevant educatiemateriaal dat beschikbaar is bij bevoegde internationale organen;

e) de educatiebehoefte in de getroffen gebieden te inventariseren, passende onderwijsprogramma's op te stellen en, waar nodig, educatieve alfabetiseringsprogramma's voor volwassenen uit te breiden en de kansen voor iedereen te vergroten, met name voor meisjes en vrouwen, met betrekking tot het in kaart brengen, het behoud en duurzaam gebruik en beheer van natuurlijke rijkdommen in de getroffen gebieden; en

f) op participatie gebaseerde interdisciplinaire programma's te ontwikkelen, waarmee bewustmaking met betrekking tot woestijnvorming en verdroging wordt geïntegreerd in educatiesystemen en in niet-formele programma's voor volwasseneneducatie, afstandsonderwijs en praktijkopleidingen.

4. De Conferentie van de Partijen zet netwerken van regionale educatie- en opleidingscentra op voor het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging, en/of verbetert die netwerken. Deze netwerken dienen te worden gecoördineerd door een daartoe opgerichte of aangewezen instelling teneinde wetenschappelijk, technisch en leidinggevend personeel op te leiden en de bestaande instellingen die zijn belast met educatie en opleiding in de Partijen die getroffen landen zijn, waar mogelijk, te verbeteren, met het oog op harmonisering van programma's en het organiseren van onderlinge uitwisselingen van ervaringen. Deze netwerken dienen nauw samen te werken met daarvoor in aanmerking komende intergouvernementele en niet-gouvernementele organisaties teneinde het verrichten van dubbel werk te vermijden.

Artikel 20

Financiële middelen

1. Gezien het doorslaggevende belang van financiering voor de verwezenlijking van de doelstelling van het Verdrag, stellen de Partijen, rekening houdend met hun mogelijkheden alles in het werk om ervoor te zorgen dat er voldoende financiële middelen beschikbaar zijn voor programma's gericht op het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging.

2. A cet égard, les pays développés Parties, tout en donnant la priorité aux pays africains touchés Parties et sans négliger pour autant les pays en développement touchés Parties dans d'autres régions, conformément à l'article 7, s'engagent à :

a) mobiliser d'importantes ressources financières, y compris sous forme de dons et de prêts à des conditions concessionnelles, pour appuyer la mise en œuvre de programmes visant à lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse;

b) promouvoir la mobilisation de ressources financières adéquates, prévisibles et en temps voulu, y compris de fonds nouveaux et additionnels fournis par le Fonds pour l'environnement : mondial pour financer les coûts supplémentaires convenus des activités se rapportant à la désertification qui relèvent de ses quatre principaux domaines d'avion, conformément aux dispositions pertinentes de l'instrument portant création dudit Fonds;

c) faciliter, grâce à la coopération internationale, le transfert de technologie, de connaissances et de savoir-faire; et

d) étudier, en coopération avec les pays en développement touchés Parties, des méthodes novatrices et des incitations possibles pour mobiliser et acheminer des ressources, y compris celles de fondations, d'organisations non gouvernementales et d'autres entités du secteur privé, en particulier les conversions de créances et d'autres moyens novateurs qui permettent d'accroître le financement en réduisant la charge de la dette extérieure des pays en développement touchés Parties, en particulier de ceux qui se trouvent en Afrique.

3. Les pays en développement touchés Parties, compte tenu de leurs moyens, s'engagent à mobiliser des ressources financières adéquates pour mettre en œuvre leurs programmes d'action nationaux.

4. Lorsqu'elles mobilisent des ressources financières, les Parties s'efforcent d'utiliser pleinement et de continuer à améliorer qualitativement tous les mécanismes et sources de financement nationaux, bilatéraux et multilatéraux en recourant à des consortiums, à des programmes communs et à des financements parallèles, et recherchent la participation des mécanismes et sources de financement du secteur privé, notamment ceux des organisations non gouvernementales. A cette fin, les Parties utilisent pleinement les mécanismes opérationnels mis au point en application de l'article 14.

5. Afin de mobiliser les ressources financières dont les pays en développement touchés Parties ont besoin pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse, les Parties :

a) rationalisent et renforcent la gestion des ressources déjà allouées à la lutte contre la désertification et à l'atténuation des effets de la sécheresse en les utilisant de manière plus efficace et efficiente, en évaluant leurs succès et leurs échecs, en supprimant les entraves à leur emploi efficace et, là où c'est nécessaire, en réorientant les programmes à la lumière de l'approche intégrée à long terme adoptée en vertu de la présente Convention;

b) accordent la priorité et l'attention voulues, au sein des organes dirigeants des institutions financières, dispositifs et fonds multilatéraux, y compris les banques et les fonds régionaux de développement, à l'appui aux pays en développement touchés Parties, en particulier ceux qui se trouvent en Afrique, pour des activités qui font progresser la mise en œuvre de la Convention, notamment des programmes d'action qu'elles entreprennent dans le cadre des annexes concernant la mise en œuvre au niveau régional; et

c) examinent les moyens par lesquels la coopération régionale et sous-régionale peut être renforcée pour appuyer les efforts faits au niveau national.

6. Les autres Parties sont encouragées à fournir, à titre volontaire, les connaissances, le savoir-faire et les techniques concernant la désertification et/ou des ressources financières aux pays en développement touchés Parties.

7. En remplissant les obligations qui leur incombent selon la Convention, y compris en particulier celles se rapportant aux ressources financières et au transfert de technologie, les pays développés Parties aideront de façon significative les pays en développement touchés Parties, particulièrement ceux d'Afrique, à s'acquitter pleinement de leurs obligations selon la Convention. En remplissant leurs obligations, les pays développés Parties devraient prendre pleinement en compte le fait que le développement économique et social et l'élimination de la pauvreté sont les premières priorités des pays en développement touchés Parties, particulièrement ceux d'Afrique.

2. In dit verband verplichten de Partijen die ontwikkelde landen zijn, daarbij prioriteit gevend aan de Partijen die getroffen landen in Afrika zijn, zonder de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn in andere regio's te verwaarlozen, in overeenstemming met artikel 7, zich ertoe :

a) aanzienlijke financiële middelen, waaronder giften en zachte leningen, beschikbaar te (doen) stellen ter ondersteuning van de uitvoering van programma's gericht op het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging;

b) voldoende, tijdig beschikbare en voorspelbare financiële middelen beschikbaar te (doen) stellen, waaronder nieuwe en aanvullende financiering vanuit de Global Environment Facility van de overeengekomen meerkoeten van de activiteiten betreffende woestijnvorming die betrekking hebben op de vier concentratiegebieden daarvan, in overeenstemming met de desbetreffende bepalingen van de Akte tot oprichting van de Global Environment Facility;

c) de overdracht van technologie, kennis en know-how te vergemakkelijken door middel van internationale samenwerking; en

d) in samenwerking met de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn innoverende methoden en stimulansen te onderzoeken voor het beschikbaar (doen) stellen en sluisen van middelen, met inbegrip van die van stichtingen, niet-gouvernementele organisaties en andere lichamen in de particuliere sector, in het bijzonder schulden swaps en andere innoverende wijzen die de financiering doen toenemen door middel van beperking van de buitenlandse schuldenlast van de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn, in het bijzonder die in Afrika).

3. De Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn, rekening houdend met hun mogelijkheden, verplichten zich ertoe voldoende financiële middelen beschikbaar te (doen) stellen voor de uitvoering van hun nationale actieprogramma's.

4. Bij het beschikbaar (doen) stellen van financiële middelen streven de Partijen naar volledige gebruikmaking en constante kwalitatieve verbetering van alle nationale, bilaterale en multilaterale financieringsbronnen en -mechanismen, via consortia, gezamenlijke programma's en parallelle financiering, en streven zij ernaar financieringsbronnen en -mechanismen in de particuliere sector, waaronder die van niet-gouvernementele organisaties, daarbij te betrekken. Hiertoe maken de Partijen ten volle gebruik van de op grond van artikel 14 ontwikkelde operationele mechanismen.

5. Teneinde de financiële middelen beschikbaar te (doen) stellen die de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn nodig hebben voor het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging, dienen de Partijen :

a) het beheer van reeds toegewezen middelen voor het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging te rationaliseren en te verbeteren, door deze op meer doeltreffende en efficiënte wijze te gebruiken, na te gaan wat hun sterke en zwakke punten zijn, hinderpalen voor doeltreffend gebruik weg te nemen en, waar nodig, programma's te heroriënteren in het licht van de op grond van dit Verdrag aangenomen geïntegreerde aanpak voor de lange termijn;

b) binnen de bestuursorganen van multilaterale financiële instellingen, voorzieningen en fondsen, met inbegrip van regionale ontwikkelingsbanken en -fondsen, de juiste prioriteit te geven en aandacht te besteden aan ondersteuning van de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn, in het bijzonder die in Afrika, bij activiteiten die de uitvoering van dit Verdrag bevorderen, met name actieprogramma's waartoe zij overgaan in het kader van bijlagen inzake regionale uitvoering; en

c) te onderzoeken op welke wijzen regionale en subregionale samenwerking kan worden verbeterd ter ondersteuning van de inspanningen op nationaal niveau.

6. Andere landen die Partij zijn, worden aangemoedigd, op basis van vrijwilligheid, kennis, know-how en technieken met betrekking tot woestijnvorming en/of financiële middelen te verschaffen aan de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn.

7. De volledige nakoming door de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn, in het bijzonder die in Afrika, van hun verplichtingen ingevolge het Verdrag is er in hoge mate bij gebaat dat de Partijen die ontwikkelde landen zijn, voldoen aan hun verplichtingen ingevolge het Verdrag, waaronder in het bijzonder de verplichtingen betreffende financiële middelen en overdracht van technologie. Bij het voldoen aan hun verplichtingen behoren de Partijen die ontwikkelde landen zijn ten volle rekening te houden met het feit dat economische en sociale ontwikkeling en armoedebestrijding de hoogste prioriteiten zijn van de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn, in het bijzonder die in Afrika.

Article 21

Mécanismes financiers

1. La Conférence des Parties favorise la disponibilité de mécanismes financiers et encourage ces mécanismes à s'efforcer de veiller à ce que les pays en développement touchés Parties, en particulier ceux qui se trouvent en Afrique, disposent du maximum de fonds pour mettre en œuvre la Convention. A cette fin, la Conférence des Parties envisage, entre autres, en vue de leur adoption, des méthodes et des politiques pour :

a) faciliter la mise à disponibilité des fonds nécessaires aux niveaux national, sous-régional, régional ou mondial pour les activités menées conformément aux dispositions pertinentes de la Convention;

b) favoriser les approches, mécanismes et accords fondés sur plusieurs sources de financement ainsi que leur évaluation, conformément à l'article 20;

c) fournir régulièrement aux Parties intéressées et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes, afin de faciliter la coordination entre elles, des renseignements sur les sources de financement disponibles et sur les modes de financement;

d) faciliter, selon qu'il convient, la création de mécanismes tels que des fonds nationaux relatifs à la désertification, y compris ceux qui font appel à la participation d'organisations non gouvernementales, pour acheminer rapidement et efficacement les ressources financières au niveau local dans les pays en développement touchés Parties; et

e) renforcer les fonds et mécanismes financiers existants aux niveaux sous-régional et régional, en particulier en Afrique, pour appuyer plus efficacement la mise en œuvre de la Convention.

2. La Conférence des Parties encourage aussi l'apport, par l'intermédiaire des divers mécanismes du système des Nations Unies et des institutions financières multilatérales, d'un appui aux niveaux national, sous-régional et régional pour les activités qui permettent aux pays en développement Parties de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention.

3. Les pays en développement touchés Parties utilisent et, si nécessaire, établissent et/ou renforcent des mécanismes nationaux de coordination intégrés dans les programmes nationaux de développement et à même d'assurer l'emploi rationnel de toutes les ressources financières disponibles. Ils ont aussi recours à des processus fondés sur la participation, qui font appel aux organisations non gouvernementales, aux groupes locaux et au secteur privé, pour élaborer et mettre en œuvre des programmes et assurer l'accès des groupes au niveau local aux financements. Ces actions peuvent être rehaussées par une coordination améliorée et une programmation souple de la part de ceux qui fournissent une aide.

4. Afin d'accroître l'efficacité et l'efficience des mécanismes financiers existants, un mécanisme mondial chargé d'encourager les actions conduisant à la mobilisation et à l'acheminement, au profit des pays en développement touchés Parties, de ressources financières importantes, notamment pour le transfert de technologie, sous forme de dons et/ou à des conditions de faveur ou à d'autres conditions, est établi par la présente Convention. Ce Mécanisme mondial fonctionne sous l'autorité et la conduite de la Conférence des Parties et est responsable devant elle.

5. La Conférence des Parties identifie, à sa première session, une organisation pour y installer le Mécanisme mondial. La Conférence des Parties et l'organisation qu'elle a identifiée conviennent de modalités relatives à ce Mécanisme mondial afin de veiller notamment à ce qu'il :

a) identifie les programmes de coopération bilatéraux et multilatéraux pertinents qui sont disponibles pour mettre en œuvre la Convention et en dresse l'inventaire;

b) fournisse, aux Parties qui le demandent, des avis sur les méthodes novatrices de financement et les sources d'assistance financière, ainsi que sur l'amélioration de la coordination des activités de coopération au niveau national;

c) fournisse aux Parties intéressées et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes les informations sur les sources de financement disponibles et sur les modes de financement afin de faciliter la coordination entre elles; et

d) fasse rapport à la Conférence des Parties sur ses activités à partir de la deuxième session ordinaire de celle-ci.

Artikel 21

Financiële mechanismen

1. De Conferentie van de Partijen bevordert de beschikbaarheid van financiële mechanismen en moedigt die mechanismen aan te streven naar maximale beschikbaarheid van financieringsmogelijkheden voor de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn, in het bijzonder die in Afrika, om uitvoering te geven aan het Verdrag. Hiertoe bestudeert de Conferentie van de Partijen, met het oog op aanneming, onder andere wijzen van aanpak en beleidslijnen die :

a) het verschaffen van de noodzakelijke financiering op nationaal, subregionaal, regionaal en mondiaal niveau ten behoeve van activiteiten overeenkomstig de desbetreffende bepalingen van het Verdrag vergemakkelijken;

b) benaderingen, mechanismen en regelingen voor financiering uit meerdere bronnen en de beoordeling daarvan, overeenkomstig artikel 20, bevorderen;

c) aan belanghebbende Partijen en daarvoor in aanmerking komende intergouvernementele en niet-gouvernementele organisaties regelmatig informatie verstrekken over beschikbare geldbronnen en over financieringsvormen teneinde de onderlinge afstemming te vergemakkelijken;

d) waar nodig het opzetten van mechanismen vergemakkelijken, zoals nationale woestijnvormingsfondsen, met inbegrip van fondsen die de deelneming van niet-gouvernementele organisaties impliceren, om de financiële middelen snel en efficiënt terecht te doen komen op het plaatselijke niveau in de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn; en

e) bestaande fondsen en financiële mechanismen op subregionaal en regionaal niveau, in het bijzonder in Afrika, verbeteren om de uitvoering van het Verdrag doeltreffender te ondersteunen.

2. De Conferentie van de Partijen stimuleert tevens, via diverse mechanismen binnen het stelsel van de Verenigde Naties en via multilaterale financiële instellingen, het bieden van ondersteuning op nationaal, subregionaal en regionaal niveau aan activiteiten die de Partijen die ontwikkelingslanden zijn in staat stellen om aan hun verplichtingen ingevolge het Verdrag te voldoen.

3. De Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn, dienen gebruik te maken van nationale coördinerende mechanismen en, indien nodig, deze op te zetten en/of te verbeteren, geïntegreerd in nationale ontwikkelingsprogramma's, die zouden kunnen zorgen voor een efficiënt gebruik van alle beschikbare financiële middelen. Zij dienen tevens gebruik te maken van op participatie gebaseerde processen waarbij niet-gouvernementele organisaties, plaatselijke groepen en de particuliere sector zijn betrokken, bij het werven van fondsen, bij het tot stand brengen en uitvoeren van programma's en bij het garanderen van toegang tot financieringsmogelijkheden voor groepen op plaatselijk niveau. Deze maatregelen kan kracht worden bijgezet door middel van betere coördinatie en flexibele planning van de kant van hen die hulp bieden.

4. Teneinde de doeltreffendheid en efficiëntie van bestaande financiële mechanismen te verbeteren, wordt hierbij een Mondiaal Mechanisme ingesteld ter bevordering van maatregelen die zijn gericht op het beschikbaar (doen) stellen en sluisen van financiële middelen, mede voor de overdracht van technologie, bij wijze van giften en/of op concessionele of andere voorwaarden, naar de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn. Dit Mondiale Mechanisme werkt in opdracht onder leiding van de Conferentie van de Partijen en is daaraan verantwoording verschuldigd.

5. De Conferentie van de Partijen zoekt op haar eerste gewone zitting een organisatie waarbij het Mondiale Mechanisme wordt ondergebracht. De Conferentie van de Partijen en de door haar bereid gevonden organisatie komen de modaliteiten voor dit Mondiale Mechanisme overeen om ervoor te zorgen dat dit Mechanisme, onder andere :

a) de daarvoor in aanmerking komende bilaterale en multilaterale samenwerkingsprogramma's inventariseert die beschikbaar zijn om het Verdrag uit te voeren;

b) desgewenst advies geeft aan Partijen over innoverende financieringsmethoden en bronnen van financiële hulp en over het verbeteren van de coördinatie van samenwerkingsactiviteiten op nationaal niveau;

c) belanghebbende Partijen en daarvoor in aanmerking komende intergouvernementele en niet-gouvernementele organisaties informatie verstrekt over beschikbare geldbronnen en financieringsvormen teneinde de onderlinge coördinatie te vergemakkelijken; en

d) over zijn activiteiten verslag uitbrengt aan de Conferentie van de Partijen, zulks vanaf haar tweede gewone zitting.

6. La Conférence des Parties prend, à sa première session, avec l'organisation qu'elle a identifiée pour y installer le Mécanisme mondial, des dispositions appropriées pour les opérations administratives de ce dernier, en faisant appel, dans la mesure du possible, aux ressources budgétaires et humaines existantes.

7. La Conférence des Parties examine à sa troisième session ordinaire les politiques, modalités de fonctionnement et activités du Mécanisme mondial lequel est responsable envers elle en vertu du paragraphe 4, en tenant compte des dispositions de l'article 7. Sur la base de cet examen, elle envisage et prend les mesures appropriées.

QUATRIEME PARTIE

Institutions

Article 22

Conférence des Parties

1. Il est créé une Conférence des Parties.

2. La Conférence des Parties est l'organe suprême de la Convention. Elle prend, dans les limites de son mandat, les décisions nécessaires pour en promouvoir la mise en œuvre effective. En particulier, elle :

a) fait régulièrement le point sur la mise en œuvre de la Convention et le fonctionnement des arrangements institutionnels à la lumière de l'expérience acquise aux niveaux national, sous-régional, régional et international et en tenant : compte de l'évolution des connaissances scientifiques et technologiques;

b) s'emploie à promouvoir et facilite l'échange d'informations sur les mesures adoptées par les Parties, et arrête le mode de présentation des informations à soumettre en vertu de l'article 26, fixe le calendrier suivant lequel elles doivent être communiquées, examine les rapports et formule des recommandations à leur sujet;

c) crée les organes subsidiaires jugés nécessaires aux fins de la mise en œuvre de la Convention;

d) examine les rapports qui lui sont soumis par ses organes subsidiaires, auxquels elle donne des directives;

e) arrête et adapte, par consensus, son règlement intérieur et ses règles de gestion financière ainsi que ceux de ses organes subsidiaires;

f) adopte les amendements à la Convention en vertu des articles 30 et 31;

g) approuve son programme d'activités et son budget, y compris ceux de ses organes subsidiaires, et prend les mesures nécessaires pour leur financement;

h) sollicite, selon qu'il convient, le concours des organes et organismes compétents, qu'ils soient nationaux, internationaux, intergouvernementaux ou non gouvernementaux et utilise leurs services et les informations qu'ils fournissent;

i) s'emploie à promouvoir l'établissement de liens avec les autres conventions pertinentes et à les renforcer, tout en évitant les doubles emplois; et

j) exerce les autres fonctions qui peuvent être nécessaires pour atteindre l'objectif de la Convention.

3. A sa première session, la Conférence des Parties adopte, par consensus, son règlement intérieur, qui définit les procédures de prise de décisions applicables aux questions pour lesquelles la Convention n'en a pas déjà prévu. Des majorités particulières peuvent être requises pour l'adoption de certaines décisions.

4. La première session de la Conférence des Parties est convoquée par le Secrétariat provisoire visé à l'article 35 et se tient un an au plus tard après l'entrée en vigueur de la Convention. A moins que la Conférence des Parties n'en décide autrement, les deuxième, troisième et quatrième sessions ordinaires se tiennent annuellement, et les sessions ordinaires ultérieures tous les deux ans.

5. La Conférence des Parties se réunit en session extraordinaire à tout autre moment si elle en décide ainsi en session ordinaire ou si une Partie en fait la demande par écrit, à condition que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties, dans les trois mois qui suivent sa communication aux Parties par le Secrétariat permanent.

6. A chaque session ordinaire, la Conférence des Parties élit un bureau. La structure et les fonctions du Bureau sont définies dans le règlement intérieur. Pour désigner le Bureau, il est dûment tenu compte de la nécessité d'assurer une répartition géographique équitale et une représentation adéquate des pays touchés Parties, en particulier de ceux qui se trouvent en Afrique.

6. De Conferentie van de Partijen treft op haar eerste zitting passende regelingen met de door haar bereid gevonden organisatie, waarbij het Mondiale Mechanisme wordt ondergebracht, betreffende de administratieve werkzaamheden van dit Mechanisme, daarbij zo veel mogelijk gebruik makend van bestaande budgettaire en personele middelen.

7. De Conferentie van de Partijen toetst op haar derde gewone zitting het beleid, de operationele modaliteiten en activiteiten van het Mondiale Mechanisme dat aan haar verantwoording verschuldigd is op grond van het vierde lid, daarbij de bepalingen van artikel 7 in aanmerking nemend. Zij overweegt en onderneemt passende stappen op grond van deze toetsing.

DEEL IV

Instellingen

Artikel 22

Conferentie van de Partijen

1. Hierbij wordt een Conferentie van de Partijen ingesteld.

2. De Conferentie van de Partij is het hoogste orgaan van het Verdrag. Zij neemt, binnen haar mandaat, de besturen die nodig zijn om de doeltreffende uitvoering daarvan te bevorderen. In het bijzonder :

a) toetst zij regelmatig de uitvoering van het Verdrag en het functioneren van de institutionele regelingen ervan in het licht van de op nationaal, subregionaal, regionaal en internationaal niveau opgedane ervaring en op basis van de evolutie van de wetenschappelijke en technologische kennis;

b) bevordert en vergemakkelijkt zij de uitwisseling van informatie over door de Partijen genomen maatregelen en stelt zij de vorm en het tijdschema vast voor de toezending van de ingevolge artikel 26 te verstrekken informatie, en beziet zij de rapporten en doet aanbevelingen ter zake;

c) stelt zij de hulporganen in die zij noodzakelijk acht voor de uitvoering van het Verdrag;

d) beziet zij de door haar hulporganen ingediende rapporten en geeft zij hun richtsnoeren;

e) bereikt zij overeenstemming over een reglement van orde en een financieel reglement voor haarzelf en eventuele hulporganen, en neemt zij deze bij consensus aan;

f) neemt zij wijzigingen op het Verdrag ingevolge de artikelen 30 en 31 aan;

g) keurt zij een programma en een begroting goed voor haar activiteiten, met inbegrip van die van haar hulporganen, en treft zij de nodige regelingen voor de financiering daarvan;

h) streeft zij, waar mogelijk, naar samenwerking met, en maakt zij gebruik van de diensten van en informatie verstrekt door, nationale, internationale, intergouvernementele en niet-gouvernementele organisaties en instellingen;

i) bevordert en verbetert zij de betrekkingen met andere daarvoor in aanmerking komende verdragen, daarbij het verrichten van dubbel werk vermijdend; en

j) oefent zij de andere taken uit die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van de doelstelling van het Verdrag.

3. De Conferentie van de Partijen neemt op haar eerste zitting bij consensus haar reglement van orde aan, dat mede de procedures voor de besluitvorming omvat voor aangelegenheden die niet reeds onder de door het Verdrag geregelde procedures voor besluitvorming vallen. Deze procedures kunnen mede bijzondere meerderheden omvatten die vereist zijn voor het nemen van bepaalde besluiten.

4. De eerste zitting van de Conferentie van de Partijen wordt belegd door het in artikel 35 bedoelde tijdelijke secretariaat en vindt uiterlijk een jaar na de datum van inwerkingtreding van het Verdrag plaats. Tenzij de Conferentie van de Partijen anders beslist, vinden de tweede, de derde en de vierde gewone zitting jaarlijks plaats en worden de gewone zittingen daarna om de twee jaar gehouden.

5. Buitengewone zittingen van de Conferentie van de Partijen worden gehouden op elk ander door de Conferentie van de Partijen op een gewone zitting te beslissen tijdstip, dan wel op schriftelijk verzoek van een Partij, op voorwaarde dat dit verzoek binnen drie maanden nadat het door het permanente secretariaat aan de Partijen is medegedeeld, door ten minste een derde van de Partijen wordt gesteund.

6. Op elke gewone zitting kiest de Conferentie van de Partijen een bureau. De structuur en de taken van het bureau worden in het reglement van orde bepaald. Bij de aanstelling van het bureau dient rekening te worden gehouden met de noodzaak van een eerlijke geografische spreiding en voldoende vertegenwoordiging van de Partijen die getroffen landen zijn, in het bijzonder die in Afrika.

7. L'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées des Nations Unies ainsi que tout État membre d'une de ces organisations ou doté du statut d'observateur auprès d'une de ces organisations, qui n'est pas Partie à la Convention, peuvent être représentés aux sessions de la Conférence des Parties en qualité d'observateurs. Tout organe ou organisme, national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental, qui est compétent dans les domaines visés par la Convention et qui a fait savoir au Secrétariat permanent qu'il souhaitait être représenté à une session de la Conférence des Parties en qualité d'observateur, peut y être admis en cette qualité, à moins qu'un tiers au moins des Parties présentes n'y fasse objection. L'admission et la participation d'observateurs sont régies par le règlement intérieur adopté par la Conférence des Parties.

8. La Conférence des Parties peut demander aux organisations nationales et internationales compétentes qui possèdent les connaissances spécialisées pertinentes de lui donner des renseignements concernant le paragraphe *g*) de l'article 16, le paragraphe 1^{er}, *c*), de l'article 17, et le paragraphe 2, *b*), de l'article 18.

Article 23

Secrétariat permanent

1. Il est créé un Secrétariat permanent.

2. Les fonctions du Secrétariat permanent sont les suivantes :

a) organiser les sessions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires créés en vertu de la Convention et leur fournir les services voulus;

b) compiler et transmettre les rapports qu'il reçoit;

c) faciliter, à leur demande, l'octroi d'une aide aux pays en développement touchés Parties, en particulier à ceux qui se trouvent en Afrique, aux fins de la compilation et de la communication des informations requises en vertu de la Convention;

d) coordonner ses activités avec celles des secrétariats des autres organismes et conventions internationaux pertinents;

e) conclure, selon les directives de la Conférence des Parties, les arrangements administratifs et contractuels qui peuvent être nécessaires pour lui permettre de s'acquitter efficacement de ses fonctions;

f) établir des rapports dans lesquels il rend compte de la façon dont il s'acquitte des fonctions qui lui sont assignées par la présente Convention et les présenter à la Conférence des Parties; et

g) remplir les autres fonctions de secrétariat que la Conférence des Parties peut lui assigner.

3. A sa première session, la Conférence des Parties désigne un Secrétariat permanent et prend des dispositions pour en assurer le fonctionnement.

Article 24

Comité de la science et de la technologie

1. Il est créé un Comité de la science et de la technologie en tant qu'organe subsidiaire de la Conférence des Parties afin de fournir à celle-ci des informations et des avis sur des questions technologiques relatives à la lutte contre la désertification et à l'atténuation des effets de la sécheresse. Le Comité se réunit à l'occasion des sessions ordinaires de la Conférence des Parties. C'est un organe pluridisciplinaire ouvert à la participation de toutes les Parties. Il est composé de représentants des gouvernements faisant autorité dans leur domaine de compétence. La Conférence des Parties arrête le mandat du Comité à sa première session.

2. La Conférence des Parties établit et tient à jour un fichier d'experts indépendants possédant des connaissances spécialisées et une expérience dans les domaines concernés. Ce fichier est établi à partir des candidatures présentées par écrit par les Parties, compte tenu de la nécessité d'une approche pluridisciplinaire et d'une large représentation géographique.

3. La Conférence des Parties peut, selon que de besoin, nommer des groupes spéciaux pour donner des informations et des avis, par l'intermédiaire du Comité, sur des questions particulières concernant l'état des connaissances dans les domaines de la science et de la technologie ayant un rapport avec la lutte contre la désertification et l'atténuation des effets de la sécheresse. Ces groupes sont composés d'experts choisis parmi ceux dont le nom figure dans le fichier, compte

7. De Verenigde Naties, haar gespecialiseerde organisaties en alle lidstaten daarvan en waarnemers daarbij die geen Partij bij het Verdrag zijn, kunnen op zittingen van de Conferentie van de Partijen worden vertegenwoordigd als waarnemer. Elke instelling of organisatie, hetzij nationaal of internationaal, hetzij gouvernementeel of niet-gouvernementeel, die bevoegd is ter zake van aangelegenheden waarop dit Verdrag betrekking heeft, en die aan het permanente secretariaat haar wens te kennen heeft gegeven op een zitting van de Conferentie van de Partijen te worden vertegenwoordigd als waarnemer, kan als zodanig worden toegelaten, tenzij ten minste een derde van de Partijen hier tegen bezwaar maakt. De toelating en de participatie van waarnemers wordt geregeld in het door de Conferentie van de Partijen aangenomen reglement van orde.

8. De Conferentie van de Partijen kan bevoegde nationale en internationale organisaties die over relevante deskundigheid beschikken, verzoeken informatie te verstrekken die van belang is voor artikel 16, letter *g*), artikel 17, eerste lid, letter *c*), en artikel 18, tweede lid, letter *b*).

Artikel 23

Permanent secretariaat

1. Hierbij wordt een permanent secretariaat ingesteld.

2. Het permanente secretariaat heeft tot taak :

a) de zittingen van de Conferenties van de Partijen en haar krachtens het Verdrag ingestelde hulporganen te organiseren en hun de vereiste diensten te verlenen;

b) ingediende rapporten te verzamelen en door te zenden;

c) de Partijen die getroffen ontwikkelingslanden zijn, in het bijzonder die in Afrika, op verzoek bij te staan bij het verzamelen en toezenden van de ingevolge het Verdrag vereiste informatie;

d) zijn activiteiten te coördineren met de secretariaten van andere daarvoor in aanmerking komende internationale instellingen en verdragen;

e) ingevolge richtsnoeren van de Conferentie van de Partijen de administratieve en contractuele regelingen aan te gaan die nodig zijn voor een doelmatige taakverrichting;

f) rapporten over de verrichting van zijn taken, ingevolge dit Verdrag op te stellen en deze in te dienen bij de Conferentie van de Partijen; en

g) andere door de Conferentie van de Partijen bepaalde secretariaatswerkzaamheden te verrichten.

3. De Conferentie van de Partijen stelt op haar eerste zitting een permanent secretariaat aan en treft regelingen voor het functioneren daarvan.

Artikel 24

Commissie voor Wetenschap en Technologie

1. Hierbij wordt een Commissie voor Wetenschap en Technologie ingesteld als hulporgaan van de Conferentie van de Partijen, dat haar informatie en advies dient te geven over wetenschappelijke en technologische aangelegenheden die verband houden met het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging. De Commissie komt bijeen ten tijde van de gewone zittingen van de Conferentie van de Partijen, is multidisciplinair en staat open voor participant van alle Partijen. Zij wordt samengesteld uit regeringsvertegenwoordigers die bekwaam zijn op de desbetreffende vakgebieden. De Conferentie van de Partijen besluit op haar eerste zitting over de taken en bevoegdheden van de Commissie.

2. De Conferentie van de Partijen stelt een lijst van onafhankelijke deskundigen met kennis en ervaring op de desbetreffende vakgebieden op en houdt deze bij. De lijst dient te zijn gebaseerd op schriftelijke voordrachten van de Partijen, rekening houdend met de noodzaak van een multidisciplinaire benadering en een brede geografische vertegenwoordiging.

3. De Conferentie van de Partijen kan, indien noodzakelijk, werkgroepen ad hoc instellen, die haar, via de Commissie, informatie en advies geven over specifieke kwesties betreffende de stand van zaken op het gebied van wetenschap en technologie die van belang zijn voor het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging. Deze werkgroepen worden samengesteld uit deskundigen wier namen afkomstig zijn uit de lijst van voordrachten, rekening

tenu de la nécessité d'une approche pluridisciplinaire et d'une large représentation géographique. Ces experts ont une formation scientifique et une expérience pratique et seront nommés par la Conférence des Parties sur recommandation du Comité. La Conférence des Parties arrête le mandat et les modalités de fonctionnement de ces groupes.

Article 25

Constitution d'un réseau d'institutions, d'organismes et d'organes existants

1. Le Comité de la science et de la technologie prend, sous le contrôle de la Conférence des Parties, des dispositions pour que soient entrepris un recensement et une évaluation des réseaux, institutions, organismes et organes existants, disposés à constituer les unités d'un réseau. Ce réseau concourt à la mise en œuvre de la Convention.

2. En fonction des résultats des travaux de recensement et d'évaluation visés au paragraphe 1^{er}, le Comité de la science et de la technologie fait des recommandations à la Conférence des Parties sur les moyens de faciliter et de renforcer l'association des unités en réseau, notamment aux niveaux local et national, en vue de l'exécution des tâches énoncées aux articles 16 à 19.

3. Compte tenu de ces recommandations, la Conférence des Parties :

a) détermine quelles sont les unités nationales, sous-régionales et internationales qui se prêtent le mieux à une association en réseau et fait des recommandations au sujet de la marche à suivre et du calendrier des opérations; et

b) détermine quelles sont les unités le mieux placées pour faciliter et renforcer la constitution de ce réseau à tous les niveaux.

CINQUIEME PARTIE

Procédures

Article 26

Communication d'informations

1. Chaque Partie communique à la Conférence des Parties, par l'intermédiaire du Secrétariat permanent, pour examen lors de ses sessions ordinaires, des rapports sur les mesures qu'elle a prises aux fins de la mise en œuvre de la Convention. La Conférence des Parties fixe le calendrier suivant lequel ces rapports doivent être soumis et en arrête la présentation.

2. Les pays Parties touchés fournissent une description des stratégies qu'ils ont élaborées en vertu de l'article 5 de la Convention et communiquent toute information pertinente au sujet de leur mise en œuvre.

3. Les pays Parties touchés qui mettent en œuvre des programmes d'action en vertu des articles 9 à 15 fournissent une description détaillée de ces programmes ainsi que de leur mise en œuvre.

4. Tout groupe de pays touchés Parties peut faire une communication conjointe sur les mesures prises aux niveaux sous-régional et/ou régional dans le cadre des programmes d'action.

5. Les pays développés Parties rendent compte, des mesures qu'ils ont prises pour aider à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes d'action, et donnent notamment des informations sur les ressources financières qu'ils ont fournies, ou qu'ils fournissent, au titre de la Convention.

6. Les informations communiquées en vertu des paragraphes 1 à 4 sont transmises dans les meilleurs délais par le secrétariat permanent à la Conférence des Parties et à tout organe subsidiaire compétent.

7. La Conférence des Parties facilite la fourniture, à leur demande, aux pays en développement touchés Parties, en particulier en Afrique, d'un appui technique et financier pour compiler et communiquer les informations visées au présent article ainsi que pour déterminer les besoins techniques et financiers liés aux programmes d'action.

houdend met de noodzaak van een multidisciplinaire benadering en een brede geografische vertegenwoordiging. Deze deskundigen dienen een wetenschappelijke achtergrond en veldervaring te hebben en worden door de Conferentie van de Partijen benoemd op grond van een aanbeveling van de Commissie. De Conferentie van de Partijen beslist over de taken en bevoegdheden en de wijze van werken van deze werkgroepen.

Artikel 25

Vorming van netwerken van instellingen, organisaties en organen

1. De Commissie voor Wetenschap en Technologie gaat, onder toezicht van de Conferentie van de Partijen, over tot het verrichten van een onderzoek naar en een evaluatie van de daarvoor in aanmerking komende bestaande netwerken, instellingen, organisaties en organen die zich bij een netwerk willen aansluiten. Dat netwerk dient de uitvoering van het Verdrag te ondersteunen.

2. Op basis van de resultaten van het onderzoek en de evaluatie, bedoeld in het eerste lid, doet de Commissie voor Wetenschap en Technologie aanbevelingen aan de Conferentie van de Partijen over manieren en mogelijkheden om de vorming van netwerken op plaatselijk, nationaal en ander niveau te vergemakkelijken en te verbeteren, teneinde ervoor te zorgen dat in de in de artikelen 16 tot en met 19 genoemde thematische behoeften wordt voorzien.

3. Rekening houdend met deze aanbevelingen gaat de Conferentie van de Partijen na :

a) welke nationale, subregionale, regionale en internationale lichamen het meest in aanmerking komen voor de vorming van netwerken, en beveelt daarvoor werkwijzen en een tijdschema aan; en

b) welke lichamen het meest geschikt zijn voor het vergemakkelijken en verbeteren van de vorming van netwerken op alle niveaus.

DEEL V

Procedures

Artikel 26

Verstreking van informatie

1. Elke Partij verstrekt de Conferentie van de Partijen, via het permanente secretariaat, ter bestudering op haar gewone zittingen, rapporten betreffende de maatregelen die zij heeft genomen ter uitvoering van het Verdrag. De Conferentie van de Partijen stelt het tijdschema voor de indiening van de rapporten vast en bepaalt in welke vorm zulks dient te geschieden.

2. De Partijen die getroffen landen zijn, verstrekken een beschrijving van de op grond van artikel 5 bepaalde strategieën en alle relevante informatie over de uitvoering daarvan.

3. De Partijen die getroffen landen zijn die actieprogramma's ingevolge de artikelen 9 tot en met 15 uitvoeren, verstrekken een gedetailleerde beschrijving van de programma's en van de uitvoering daarvan.

4. Een groep Partijen die getroffen landen zijn, kan een gezamenlijke kennisgeving doen van de op subregionaal en/of regionaal niveau genomen maatregelen in het kader van actieprogramma's.

5. De Partijen die ontwikkelde landen zijn, brengen verslag uit over genomen maatregelen gericht op hulp bij het opstellen en uitvoeren van actieprogramma's, met inbegrip van informatie over de financiële middelen die zij ingevolge het Verdrag hebben verstrekt of verstrekken.

6. Ingevolge het eerste tot en met vierde lid verstrekte informatie wordt door het permanente secretariaat zo spoedig mogelijk doorgezonden naar de Conferentie van de Partijen en elk daarvoor in aanmerking komend hulporgaan.

7. De Conferentie van de Partijen vergemakkelijkt het bieden van technische en financiële steun aan getroffen ontwikkelingslanden, in het bijzonder die in Afrika, op hun verzoek, bij het verzamelen en verstrekken van informatie in overeenstemming met dit artikel, alsmede bij het inventariseren van de met actieprogramma's verband houdende technische en financiële behoeften.

Article 27

Mesures à prendre pour régler les questions concernant la mise en œuvre de la Convention

La Conférence des Parties examine et adopte des procédures et des mécanismes institutionnels pour résoudre les questions qui peuvent se poser au sujet de la mise en œuvre de la Convention.

Article 28

Règlement des différends

1. Les Parties règlent tout différend surgissant entre elles à propos de l'interprétation ou de la mise en œuvre de la Convention par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique de leur choix.

2. Lorsqu'elle ratifie, accepte ou approuve la Convention ou y adhère ou à tout autre moment par la suite, toute Partie qui n'est pas une organisation d'intégration économique régionale peut déclarer, dans un instrument écrit soumis au depositaire, que pour tout différend concernant l'interprétation ou la mise en œuvre de la Convention, elle reconnaît comme obligatoires, dans ses relations avec toute Partie acceptant la même obligation, l'un des deux ou les deux moyens de règlement des différends ci-après :

a) l'arbitrage conformément à la procédure adoptée, aussitôt que possible, par la Conférence des Parties, dans une annexe;

b) la soumission du différend à la Cour internationale de Justice.

3. Toute organisation d'intégration économique régionale Partie à la Convention peut faire une déclaration analogue concernant l'arbitrage, conformément à la procédure visée au paragraphe 2, a).

4. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe 2 demeure en vigueur jusqu'à l'expiration du délai stipulé dans cette déclaration ou jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du dépôt, auprès du depositaire, de la notification écrite de sa révocation.

5. L'expiration d'une déclaration, la notification de la révocation d'une déclaration ou le dépôt d'une nouvelle déclaration n'affecte en rien la procédure en cours devant un tribunal arbitral ou devant la Cour internationale de Justice, à moins que les Parties au différend n'en conviennent autrement.

6. Si les Parties à un différend n'ont pas accepté la même procédure ou n'ont accepté aucune des procédures visées au paragraphe 2, et si elles n'ont pu régler leur différend dans les 12 mois qui suivent la notification par une Partie à une autre Partie de l'existence d'un différend entre elles, celui-ci est soumis à la conciliation, à la demande de l'une quelconque des Parties au différend, conformément à la procédure adoptée, aussitôt que possible, par la Conférence des Parties, dans une annexe.

Article 29

Statut des annexes

1. Les annexes font partie intégrante de la Convention et, sauf disposition contraire expresse, toute référence à la présente Convention renvoie également à ses annexes.

2. Les Parties interprètent les dispositions des annexes d'une manière conforme aux droits et obligations qui leur incombent en vertu des articles de la présente Convention.

Article 30

Amendements à la Convention

1. Toute Partie peut proposer des amendements à la Convention.

2. Les amendements à la Convention sont adaptés à une session ordinaire de la Conférence des Parties. Le Secrétariat permanent communique aux Parties le texte de route proposition d'amendement au moins six mois avant la réunion à laquelle l'amendement est proposé pour adoption. Le Secrétariat permanent communique également les propositions d'amendement aux signataires de la Convention.

3. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un accord par consensus sur toute proposition d'amendement à la Convention. Si tous leurs efforts dans ce sens sont demeurés vains et si aucun accord ne s'est dégagé, l'amendement est : adopté, en dernier ressort, par un vote à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes. Une fois adopté, l'amendement est communiqué par le Secrétariat permanent au depositaire, qui le transmet à toutes les Parties pour ratification, acceptation, approbation ou adhésion.

Artikel 27

Maatregelen om vraagstukken betreffende de uitvoering op te lossen

De Conferentie van de Partijen bestudeert en hecht haar goedkeuring aan procedures en institutionele mechanismen voor het oplossen van vraagstukken die zich eventueel voordoen met betrekking tot de uitvoering van het Verdrag.

Artikel 28

Regeling van geschillen

1. De Partijen regelen een onderling geschil met betrekking tot de uitlegging of toepassing van het Verdrag door middel van onderhandelingen of op een andere vreedzame wijze van hun keuze.

2. Bij de bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van het Verdrag, of de toetreding hiertoe, dan wel op enig tijdstip daarna, kan een Partij die niet een regionale organisatie voor economische integratie is, in een schriftelijke akte, ingediend bij de Depositaris, verklaren dat zij ten aanzien van een geschil betreffende de uitlegging of toepassing van het Verdrag, één van beide of beide onderstaande wijzen van geschillenregeling als dwingend aanvaardt ten aanzien van elke Partij die dezelfde verplichting aanvaardt :

a) arbitrage in overeenstemming met een zo spoedig mogelijk in een bijlage door de Conferentie van de Partijen vast te leggen procedure;

b) voorlegging van het geschil aan het Internationale Gerechtshof.

3. Een Partij die een regionale organisatie voor economische integratie is, kan een verklaring van soortgelijke strekking afleggen ten aanzien van arbitrage in overeenstemming met de in het tweede lid, letter a), bedoelde procedure.

4. Een verklaring ingevolge het tweede lid blijft van kracht totdat zij vervalt overeenkomstig haar eigen bepalingen of tot drie maanden nadat een schriftelijke kennisgeving bij de Depositaris is nedergelegd, waarin zij wordt herroepen.

5. Het vervallen van een verklaring, een kennisgeving van herroeping of een nieuwe verklaring heeft geen enkel gevolg voor een procedure die aanhangig is voor het scheidsgerecht of het Internationale Gerechtshof, tenzij de Partijen bij het geschil anders overeenkomen.

6. Indien de Partijen bij het geschil niet dezelfde of geen enkele procedure ingevolge het tweede lid hebben aanvaard en zij er niet in zijn geslaagd hun geschil te regelen binnen twaalf maanden nadat de ene Partij de andere te kennen heeft gegeven dat tussen hen een geschil bestaat, wordt het geschil op verzoek van een Partij onderworpen aan conciliatie, in overeenstemming met een zo spoedig mogelijk door de Conferentie van de Partijen in een bijlage vast te leggen procedure.

Artikel 29

Status van de bijlagen

1. De bijlagen vormen een integrerend deel van het Verdrag en een verwijzing naar het Verdrag is tevens een verwijzing naar de bijlagen, tenzij uitdrukkelijk anders is bepaald.

2. De Partijen leggen de bepalingen van de bijlagen uit op een wijze die in overeenstemming is met hun rechten en verplichtingen ingevolge de artikelen van dit Verdrag.

Artikel 30

Wijzigingen op het Verdrag

1. Elke Partij kan wijzigingen op het Verdrag voorstellen.

2. Wijzigingen op het Verdrag worden aangenomen op een gewone zitting van de Conferentie van de Partijen. De tekst van een voorgestelde wijziging wordt door het permanente secretariaat aan de Partijen medegedeeld, zulks ten minste zes maanden voor de bijeenkomst waarop zij ter aanneming wordt voorgesteld. Het permanente secretariaat deelt voorgestelde wijzigingen ook mede aan de ondertekenaars van het Verdrag.

3. De Partijen stellen alles in het werk om over elke voorgestelde wijziging overeenstemming te bereiken door middel van consensus. Indien alle pogingen om tot consensus te komen zijn mislukt en geen overeenstemming wordt bereikt, wordt de wijziging in laatste instantie aangenomen met een meerderheid van tweederde van de aanwezige Partijen die op de bijeenkomst hun stem uitbrengen. De aangenomen wijziging wordt door het permanente secretariaat medegedeeld aan de Depositaris, die deze ter bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding doet toekomen aan alle Partijen.

4. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion concernant un amendement sont déposés auprès du dépositaire. Tout amendement adopté en vertu du paragraphe 3 entre en vigueur à l'égard des Parties qui l'ont accepté le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception par le dépositaire des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion des deux tiers au moins des Parties à la Convention qui étaient Parties au moment de l'adoption de l'amendement.

5. L'amendement entre en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt par cette Partie, auprès du dépositaire, de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion concernant ledit amendement.

6. Aux fins du présent article et de l'article 31, l'expression « Parties présentes et votantes » désigne les Parties présentes qui émettent un vote affirmatif ou négatif.

Article 31

Adoption et amendements d'annexes

1. Toute nouvelle annexe à la Convention et tout amendement à une annexe sont proposés et adoptés selon la procédure prévue à l'article 30 pour les amendements à la Convention, étant entendu toutefois que toute nouvelle annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional ou tout amendement à une annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional doit, pour être adopté, recueillir la majorité des deux tiers des voix des Parties de la région concernée présentes et votantes comme le prévoit cet article. L'adoption ou l'amendement d'une annexe est notifié à toutes les Parties par le dépositaire.

2. Toute annexe, autre qu'une nouvelle annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional, ou tout amendement à une annexe, autre qu'un amendement à une annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional, qui a été adopté conformément au paragraphe 1^{er}, entre en vigueur six mois après la date à laquelle le dépositaire en a notifié l'adoption aux Parties, à l'égard de toutes les Parties à la Convention, à l'exception de celles qui, dans l'intervalle, ont notifié par écrit au dépositaire qu'elles n'acceptaient pas ladite annexe ou ledit amendement. L'annexe ou l'amendement entre en vigueur, à l'égard des Parties qui retirent leur notification de non-acceptation, le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception par le dépositaire de la notification de ce retrait.

3. Toute nouvelle annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional ou tout amendement à une annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional adopté conformément au paragraphe 1^{er} entre en vigueur six mois après la date à laquelle le dépositaire en a notifié l'adoption à l'égard de toutes les Parties à la Convention, à l'exception de :

a) toute Partie qui, dans cet intervalle de six mois, a notifié par écrit au dépositaire qu'elle n'acceptait pas la nouvelle annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional ou l'amendement à l'annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional et, dans ces cas, cette annexe ou cet amendement entre en vigueur à l'égard des Parties qui retirent leur notification de non-acceptation le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception par le dépositaire de la notification de ce retrait; et

b) toute Partie qui, conformément au paragraphe 4 de l'article 34, a fait une déclaration relative aux nouvelles annexes concernant la mise en œuvre au niveau régional ou aux amendements aux annexes concernant la mise en œuvre au niveau régional et, dans ce cas, l'annexe ou l'amendement entre en vigueur à l'égard de cette Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle elle a déposé auprès du dépositaire son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de ladite annexe ou dudit amendement, ou son instrument d'adhésion.

4. Si l'adoption d'une annexe ou d'un amendement à une annexe implique l'adoption d'un amendement à la Convention, cette annexe ou cet amendement à une annexe n'entre en vigueur que lorsque l'amendement de la Convention entre lui-même en vigueur.

Article 32

Droit de vote

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, chaque Partie à la Convention dispose d'une voix.

4. De akten van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding met betrekking tot een wijziging worden nedergelegd bij de Depositaris. Een overeenkomstig het derde lid aangenomen wijziging wordt voor de Partijen die deze hebben aanvaard, van kracht op de negentigste dag na de datum van ontvangst door de Depositaris van een akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding van ten minste tweederde van de Partijen bij het Verdrag die Partij waren op het tijdstip van aanneming van de wijziging.

5. De wijziging wordt ten aanzien van elke andere Partij van kracht op de negentigste dag na de datum waarop die Partij haar akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van, dan wel toetreding tot, bedoelde wijziging nederlegt bij de Depositaris.

6. Voor de toepassing van dit artikel en artikel 31 wordt onder « aanwezige Partijen die hun stem uitbrengen » verstaan Partijen die aanwezig zijn en voor- of tegenstemmen.

Artikel 31

Aanneming en wijziging van bijlagen

1. Elke bijkomende bijlage bij het Verdrag en elke wijziging van een bijlage dient te worden voorgesteld en aangenomen in overeenstemming met de in artikel 30 vervatte procedure voor wijziging van het Verdrag, met dien verstande dat bij aanneming van een bijkomende bijlage inzake regionale uitvoering of een wijziging van een bijlage inzake regionale uitvoering, de in dat artikel genoemde meerderheid een meerderheid van tweederde dient te omvatten van de aanwezige Partijen uit de betrokken regio die hun stem uitbrengen. De aanneming of wijziging van een bijlage wordt door de Depositaris aan alle Partijen medegedeeld.

2. Een bijlage, niet zijnde een bijkomende bijlage inzake regionale uitvoering, of een wijziging van een bijlage, niet zijnde een wijziging van een bijlage inzake regionale uitvoering, die is aangenomen in overeenstemming met het eerste lid, treedt voor alle Partijen bij het Verdrag in werking dan wel wordt voor hen van kracht zes maanden na de datum waarop de Depositaris die de Partijen heeft medegedeeld dat die bijlage of wijziging is aangenomen, behalve voor de Partijen die de Depositaris binnen die termijn er schriftelijk van in kennis hebben gesteld dat zij de bijlage of de wijziging niet hebben aanvaard. Voor de Partijen die hun kennisgeving van niet-aanvaarding intrekken, treedt de bijlage in werking of wordt de wijziging van kracht op de negentigste dag na de datum waarop de intrekking van de kennisgeving door de Depositaris is ontvangen.

3. Een bijkomende bijlage inzake regionale uitvoering of een wijziging op een bijlage inzake regionale uitvoering die is aangenomen in overeenstemming met het eerste lid, treedt voor alle Partijen bij het Verdrag in werking dan wel wordt voor hen van kracht zes maanden na de datum waarop de Depositaris de aanneming van de bijlage of wijziging aan die Partijen heeft medegedeeld, behalve ten aanzien van :

a) een Partij die de Depositaris binnen die termijn van zes maanden er schriftelijk van in kennis heeft gesteld dat zij die bijkomende bijlage inzake regionale uitvoering of de wijziging van die bijkomende bijlage inzake regionale uitvoering niet heeft aanvaard, in welk geval de bijlage of wijziging voor de Partijen die hun kennisgeving van niet-aanvaarding intrekken in werking treedt dan wel van kracht wordt op de negentigste dag na de datum waarop de intrekking van de kennisgeving door de Depositaris is ontvangen; en

b) een Partij die een verklaring heeft afgelegd met betrekking tot bijkomende bijlagen inzake regionale uitvoering of wijzigingen op bijkomende bijlagen inzake regionale uitvoering in overeenstemming met artikel 34, vierde lid, in welk geval de bijlage of wijziging voor die Partij in werking treedt dan wel van kracht wordt op de negentigste dag na de datum van nederlegging bij de Depositaris van haar akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding met betrekking tot de bijlage of wijziging.

4. Indien de aanneming van een bijlage of een wijziging op een bijlage een wijziging op het Verdrag inhoudt, treedt de bijlage niet in werking dan wel wordt de wijziging op een bijlage niet van kracht voordat de wijziging op het Verdrag van kracht wordt.

Artikel 32

Stemrecht

1. Behoudens het in het tweede lid bepaalde, heeft elke Partij bij het Verdrag één stem.

2. Dans les domaines relevant de leur compétence, les organisations d'intégration économique régionale disposent, pour exercer leur droit de vote, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs États membres qui sont Parties à la Convention. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si l'un quelconque de leurs États membres exerce le sien, et inversement.

SIXIEME PARTIE

Dispositions finales

Article 33

Signature

La présente Convention est ouverte à la signature des États qui sont Membres de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une quelconque des institutions spécialisées des Nations Unies ou qui sont Parties au Statut de la Cour internationale de Justice, ainsi que des organisations d'intégration économique régionale à Paris, les 14 et 15 octobre 1994, puis au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, jusqu'au 13 octobre 1995.

Article 34

Ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. La Convention est soumise à la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion des États et des organisations d'intégration économique régionale. Elle est ouverte à l'adhésion le lendemain du jour où elle cesse d'être ouverte à la signature. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du dépositaire.

2. Toute organisation d'intégration économique régionale qui devient Partie à la Convention sans qu'aucun de ses États membres n'y soit Partie est liée par toutes les obligations qui découlent de la Convention. Si un ou plusieurs de ses États membres sont également Parties à la Convention, l'organisation et ses États membres conviennent de leurs responsabilités respectives aux fins de l'exécution des obligations que leur impose la Convention. En pareil cas, l'organisation et ses États membres ne sont pas habilités à exercer concurremment les droits qui découlent de la Convention.

3. Dans leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les organisations d'intégration économique régionale indiquent l'étendue de leur compétence à l'égard des questions régies par la Convention. En outre, ces organisations informent sans retard le dépositaire, qui en informe à son tour les Parties, de toute modification importante de l'étendue de leur compétence.

4. Dans son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, toute Partie peut indiquer qu'une nouvelle annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional ou un amendement à une nouvelle annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional n'effarera en vigueur à son égard qu'après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 35

Dispositions provisoires

Les fonctions de secrétariat visées à l'article 23 seront exercées, à titre provisoire, par le secrétariat créé par l'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution 47/188 du 22 décembre 1992, jusqu'à la fin de la première session de la Conférence des Parties.

Article 36

Entrée en vigueur

1. La Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de dépôt du cinquantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. A l'égard de chaque État ou organisation d'intégration économique régionale qui la ratifie, l'accepte, l'approuve ou y adhère après le dépôt du cinquantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt par cet État ou cette organisation d'intégration économique régionale, de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

3. Aux fins des paragraphes 1^{er} et 2, l'instrument déposé par une organisation d'intégration économique régionale ne s'ajoute pas à ceux qui sont déposés par les États membres de cette organisation.

2. Regionale organisaties voor economische integratie beschikken ter zake van binnen hun bevoegdheid vallende aangelegenheden over een aantal stemmen dat gelijk is aan het aantal lidstaten die Partij bij het Verdrag zijn. Zo'n organisatie oefent haar stemrecht niet uit indien één van haar lidstaten zijn stemrecht uitoefent, en omgekeerd.

DEEL IV

Slotbepalingen

Artikel 33

Ondertekening

Dit Verdrag staat open voor ondertekening te Parijs op 14 en 15 oktober 1994 door Staten die lid zijn van de Verenigde Naties of van één van haar gespecialiseerde organisaties dan wel partij zijn bij het Statuut van het Internationale Gerechtshof, alsmede door regionale organisaties voor economische integratie. Daarna blijft het voor onderrekening openstaan op de zetel van de Verenigde Naties te New York tot 13 oktober 1995.

Artikel 34

Bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring en toetreding

1. Het Verdrag behoeft bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding door Staten en regionale organisaties voor economische integratie. Het staat open voor toetreding vanaf de dag na de datum waarop het Verdrag is gesloten voor ondertekening. De akten van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding worden nedergelegd bij de Depositaris.

2. Een regionale organisatie voor economische integratie die Partij bij het Verdrag wordt zonder dat één van haar lidstaten Partij bij het Verdrag is, is gebonden aan alle verplichtingen ingevolge het Verdrag. Wanneer één of meer lidstaten van zo'n organisatie ook Partij bij het Verdrag zijn, besluiten de organisatie en haar lidstaten over hun onderscheiden verantwoordelijkheden met betrekking tot de nakoming van hun verplichtingen ingevolge het Verdrag. In dergelijke gevallen zijn de organisatie en de lidstaten niet gerechtigd de uit het Verdrag voortvloeiende rechten gelijktijdig uit te oefenen.

3. In hun akten van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding geven regionale organisaties voor economische integratie de omvang van hun bevoegdheid ter zake van de in het Verdrag geregelde aangelegenheden aan. Zij doen ook onverwijld kennisgeving van elke wezenlijke wijziging betreffende de omvang van hun bevoegdheid aan de Depositaris, die op zijn beurt de Partijen hierover inlicht.

4. In haar akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding kan een Partij verklaren dat een eventuele bijkomende bijlage inzake regionale uitvoering of een eventuele wijziging in een bijlage inzake regionale uitvoering ten aanzien van haar slechts in werking treedt c.q. van kracht wordt na de nederlegging van haar akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding met betrekking tot die bijlage of wijziging.

Artikel 35

Tijdelijke regelingen

De in artikel 23 bedoelde secretariaatswerkzaamheden worden tijdelijk verricht door het secretariaat dat door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties is ingesteld bij resolutie 47/188 van 22 december 1992, tot aan het einde van de eerste zitting van de Conferentie van de Partijen.

Artikel 36

Inwerkingtreding

1. Het Verdrag treedt in werking op de negentigste dag na de datum van nederlegging van de vijftigste akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

2. Voor elke Staat of regionale organisatie voor economische integratie die het Verdrag bekrachtigt, aanvaardt of goedkeurt, dan wel hiertoe toetreedt, na de nederlegging van de vijftigste akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, treedt het Verdrag in werking op de negentigste dag na de datum van nederlegging door die Staat of regionale organisatie voor economische integratie van zijn c.q. haar akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

3. Voor de toepassing van het eerste en tweede lid wordt een door een regionale organisatie voor economische integratie nedergelegde akte niet meegeteld naast de door de lidstaten van de organisatie nedergelegde akten.

Article 37

Réserves

La présente Convention n'admet aucune réserve.

Article 38

Dénonciation

1. A tout moment après l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date à laquelle la Convention est entrée en vigueur à l'égard d'une Partie, cette Partie peut dénoncer la Convention par voie de notification écrite adressée au dépositaire.

2. La dénonciation prend effet à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de réception de sa notification par le dépositaire ou à toute date ultérieure spécifiée dans la notification.

Article 39

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire de la Convention.

Article 40

Textes faisant foi

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 17 juin mil neuf cent quatre-vingt-quatorze.

Annexe I

Annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional pour l'Afrique

Article 1^{er}

Portée

La présente annexe s'applique à l'Afrique, à l'égard de chaque Partie et conformément à la Convention, en particulier à l'article 7, aux fins de la lutte contre la désertification et/ou de l'atténuation des effets de la sécheresse dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches de cette région.

Article 2

Objet

La présente annexe a pour objet, aux niveaux national, sous-régional et régional en Afrique, et compte tenu des particularités de cette région de :

a) définir les mesures et les dispositions à prendre, y compris la nature et les modalités de l'aide fournie par les pays développés Parties, conformément aux dispositions pertinentes de la Convention;

b) faire en sorte que la Convention soit bien appliquée, compte tenu des particularités de l'Afrique; et

c) promouvoir des mécanismes et des activités relatifs à la lutte contre la désertification et/ou à l'atténuation des effets de la sécheresse dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches de l'Afrique.

Article 3

Particularités de la région africaine

Pour s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention, les Parties, dans le cadre de la mise en œuvre de la présente annexe, adoptent une approche de base qui tient compte des particularités de l'Afrique, à savoir :

a) une forte proportion de zones arides, semi-arides et subhumides sèches;

b) un nombre élevé de pays et de populations souffrant de la désertification et du retour fréquent de périodes de grande sécheresse;

c) un grand nombre de pays touchés qui sont sans littoral;

Artikel 37

Voorbehouden

Ten aanzien van dit Verdrag kunnen geen voorbehouden worden gemaakt.

Artikel 38

Opzegging

1. Te allen tijde na drie jaar na de datum waarop het Verdrag voor een Partij in werking is getreden, kan die Partij het Verdrag opzeggen door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de Depositaris.

2. De opzegging wordt van kracht na het verstrijken van een jaar na de datum waarop de Depositaris de kennisgeving van opzegging heeft ontvangen, of op een eventuele latere in de kennisgeving van opzegging genoemde datum.

Artikel 39

Depositaris

De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties is Depositaris van het Verdrag.

Artikel 40

Authentieke teksten

Het origineel van dit Verdrag, waarvan de Arabische, de Chinese, de Engelse, de Franse, de Russische en de Spaanse versies gelijkelijk authentiek zijn, wordt nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend.

Gedaan te Parijs op 17 juni negentienhonderd viereennegentig.

Bijlage I

Bijlage inzake regionale uitvoering voor Afrika

Artikel 1

Werkings sfeer

Deze Bijlage is van toepassing op Afrika, met betrekking tot elke Partij en in overeenstemming met het Verdrag, in het bijzonder artikel 7 daarvan, met het oog op het bestrijden van woestijnvorming en/of het inperken van de gevolgen van verdroging in aride, semi-aride en droge subhumide gebieden in Afrika.

Artikel 2

Doel

Deze Bijlage heeft tot doel op nationaal, subregionaal en regionaal niveau in Afrika en gelet op de bijzondere omstandigheden van Afrika :

a) maatregelen en regelingen vast te stellen, met inbegrip van de aard en processen van de hulp geboden door de Partijen die ontwikkelde landen zijn, in overeenstemming met de desbetreffende bepalingen van het Verdrag;

b) te voorzien in de doeltreffende en praktische toepassing van het Verdrag, gericht op het aanpakken van omstandigheden die eigen zijn aan Afrika, en

c) processen en activiteiten te bevorderen met betrekking tot het bestrijden van woestijnvorming en/of het inperken van de gevolgen van verdroging in aride, semi-aride en droge subhumide gebieden in Afrika.

Artikel 3

Bijzondere omstandigheden van de Afrikaanse regio

Bij de nakoming van hun verplichtingen ingevolge dit Verdrag nemen de Partijen, ter uitvoering van deze bijlage, een fundamentele aanpak aan, waarbij de volgende bijzondere omstandigheden van Afrika in aanmerking worden genomen :

a) de in verhouding grote omvang van de aride, semi-aride en droge subhumide gebieden ;

b) het aanzienlijke aantal landen en bevolkingsgroepen die nadelige gevolgen ondervinden van woestijnvorming en het regelmatig voorkomen van ernstige droogte;

c) het grote aantal getroffen landen die geen zeekust hebben;

d) une pauvreté largement répandue dans la plupart des pays touchés dont beaucoup figurent parmi les moins avancés, et la nécessité d'une aide extérieure importante, sous forme de dons et de prêts à des conditions confessionnelles, pour poursuivre leurs objectifs de développement;

e) des difficultés socio-économiques exacerbées par la détérioration et la fluctuation des termes de l'échange, l'endettement extérieur et l'instabilité politique, qui entraînent des migrations internes, régionales et internationales;

f) des populations qui, pour assurer leur subsistance, sont lourdement tributaires des ressources naturelles, ce qui, aggravé par les effets des tendances et des faneurs démographiques, la faiblesse de la base technologique et les pratiques de production non durables, contribue à une inquiétante dégradation des ressources;

g) les lacunes du cadre institutionnel et du cadre juridique, la faiblesse des infrastructures et l'insuffisance des moyens scientifiques, techniques et éducatifs et, partant, le besoin considérable de renforcement des capacités des pays de la région; et

h) le rôle primordial des actions de lutte contre la désertification et/ou d'atténuation des effets de la sécheresse parmi les priorités nationales de développement des pays africains touchés.

Article 4

Engagements et obligations des pays africains Parties

1. Selon leurs capacités respectives, les pays africains Parties s'engagent à :

a) faire de la lutte contre la désertification et/ou de l'atténuation des effets de la sécheresse le volet essentiel d'une stratégie d'élimination de la pauvreté;

b) promouvoir la coopération et l'intégration régionale, dans un esprit de solidarité et de partenariat fondés sur l'intérêt commun, dans les programmes et les activités visant à lutter contre la désertification et/ou à atténuer les effets de la sécheresse;

c) rationaliser et renforcer les institutions concernées par la désertification et la sécheresse et faire appel à d'autres institutions existantes, selon qu'il convient, afin d'en accroître l'efficacité et d'assurer une utilisation plus rationnelle des ressources;

d) promouvoir l'échange d'informations entre eux sur les technologies, connaissances, savoir-faire et pratiques appropriés; et

e) mettre au point des plans d'urgence pour atténuer les effets de la sécheresse dans les zones dégradées par la désertification et/ou la sécheresse.

2. Conformément aux obligations générales et particulières énoncées aux articles 4 et 5 de la Convention, les pays africains touchés Parties s'efforcent :

a) d'allouer les crédits budgétaires voulus, en fonction de la situation et des moyens du pays et compte tenu de la nouvelle priorité que l'Afrique a accordée au phénomène de la désertification et/ou de la sécheresse;

b) de poursuivre et d'intensifier les réformes engagées en matière de décentralisation et d'amélioration du régime d'exploitation des ressources, et de renforcer la participation des populations et des collectivités locales; et

c) d'identifier et de mobiliser des ressources financières nationales nouvelles et supplémentaires et de développer, en priorité, les moyens et mécanismes disponibles au niveau national pour mobiliser des ressources financières internes.

Article 5

Engagements et obligations des pays développés Parties

1. Pour s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu des articles 4, 6 et 7 de la Convention, les pays développés Parties donnent la priorité aux pays africains touchés Parties et, dans ce contexte

a) les aident à lutter la désertification et/ou à atténuer les effets de la sécheresse, entre autres, en leur fournissant des ressources financières et/ou autres, et/ou en leur facilitant l'accès à ces ressources, ainsi qu'en favorisant et en finançant le transfert, l'adaptation et l'accès aux technologies et aux savoir-faire écologiquement appropriés et/ou en facilitant le financement, tel que décidé d'un commun accord et conformément à leurs politiques nationales, en tenant compte de leur adoption de l'élimination de la pauvreté comme stratégie centrale;

d) de alom heersende armoede in de meeste getroffen landen, het grote aantal minstontwikkelde landen daaronder en hun behoefte aan aanzienlijke bedragen aan buitenlandse hulp in de vorm van giften en zachte leningen, teneinde hun ontwikkelingsdoelstellingen na te streven;

e) de moeilijke sociaal-economische omstandigheden, verergerd door een verslechterende en schommelende ruilvoet, de buitenlandse schuldenlast en politieke instabiliteit, hetgeen leidt tot binnenlandse, regionale en internationale migratie;

f) de grote afhankelijkheid van bevolkingsgroepen van natuurlijke rijkdommen voor hun middelen van bestaan die, gecompliceerd door de effecten van demografische tendensen en factoren, een zwakke technologische basis en niet-duurzame produktiewijzen, bijdraagt tot een ernstige achteruitgang van de hulpbronnen;

g) de ontoereikende institutionele en wettelijke kaders, de zwakke infrastructurele basis en de ontoereikende wetenschappelijke, technische en onderwijscapaciteit, hetgeen wezenlijke behoeften qua capaciteitsvergroting met zich brengt; en

h) de centrale rol van maatregelen gericht op het bestrijden van woestijnvorming en/of het inperken van de gevolgen van verdroging in de nationale ontwikkelingsprioriteiten van getroffen landen in Afrika.

Artikel 4

Verplichtingen van de Partijen die landen in Afrika zijn

1. Overeenkomstig hun onderscheiden mogelijkheden, verplichten de Partijen die landen in Afrika zijn zich ertoe :

a) het bestrijden van woestijnvorming en/of het inperken van de gevolgen van verdroging te kiezen als centrale strategie in hun inspanningen gericht op armoedebestrijding;

b) regionale samenwerking en integratie, in een geest van solidariteit en partnerschap gebaseerd op wederzijds belang, in programma's en activiteiten gericht op het bestrijden van woestijnvorming en/of het inperken van de gevolgen van verdroging, te bevorderen;

c) de bestaande instellingen die zich met woestijnvorming en verdroging bezighouden, te rationaliseren en te versterken en andere bestaande instellingen, voor zover van toepassing, daarbij te betrekken, teneinde deze doeltreffender te maken en te zorgen voor een efficiënt gebruik van de middelen;

d) de onderlinge uitwisseling van informatie over geschikte technologie, kennis, know-how en werkwijzen te bevorderen; en

e) rampenplannen tot stand te brengen, gericht op het inperken van de gevolgen van verdroging in gebieden die zijn aangetast door woestijnvorming en/of verdroging.

2. Overeenkomstig de algemene en specifieke verplichtingen genoemd in de artikelen 4 en 5 van het Verdrag, streven de Partijen die landen in Afrika zijn ernaar :

a) de nodige financiën uit hun nationale begrotingen te reserveren, overeenkomstig de nationale omstandigheden en mogelijkheden waaruit de nieuwe prioriteit blijkt die Afrika heeft toegekend aan het verschijnsel woestijnvorming en/of verdroging;

b) gaande zijnde hervormingen in de richting van verdergaande decentralisatie en beschikkingsrecht m.b.t. middelen te steunen en te stimuleren, alsmede de participatie van plaatselijke bevolkingsgroepen en gemeenschappen te versterken; en

c) nieuwe en aanvullende nationale financiële middelen te zoeken en beschikbaar te (doen) stellen en, als prioriteit, bestaande nationale mogelijkheden en faciliteiten om binnenlandse financiële middelen beschikbaar te (doen) stellen uit te breiden.

Artikel 5

Verplichtingen van de Partijen die ontwikkelde landen zijn

1. Bij de nakoming van hun verplichtingen ingevolge de artikelen 4, 6 en 7 van het Verdrag, geven de Partijen die ontwikkelde landen zijn prioriteit aan de Partijen die getroffen landen in Afrika zijn en in dit verband zullen zij :

a) hen bijstaan bij het bestrijden van woestijnvorming en/of het inperken van de gevolgen van verdroging door, onder meer, toegang te bieden tot financiële en/of andere middelen, en/of de toegang daartoe te vergemakkelijken, en de overdracht, aanpassing van en toegang tot geschikte milieu-technologieën en know-how te bevorderen, te financieren en/of de financiering daarvan te vergemakkelijken, zulks zoals onderling overeengekomen en in overeenstemming met het nationale beleid, daarbij in aanmerking nemend dat zij armoedebestrijding als centrale strategie hebben gekozen;

b) continuent d'allouer des ressources importantes et/ou accroissent les ressources pour lutter contre la désertification et/ou atténuer les effets de la sécheresse; et

c) les aident à renforcer leurs capacités pour leur permettre d'améliorer leur cadre institutionnel, ainsi que leurs moyens scientifiques et techniques, la collecte et l'analyse de l'information et la recherche-développement afin de lutter contre la désertification et/ou d'atténuer les effets de la sécheresse.

2. Les autres pays Parties peuvent fournir, à titre volontaire, des technologies, des connaissances et des savoir-faire relatifs à la désertification et/ou des ressources financières aux pays africains touchés Parties. Le transfert de ces technologies, connaissances et savoir-faire est facilité par la coopération internationale.

Article 6

Cadre de planification stratégique pour un développement durable

1. Les programmes d'action nationaux s'inscrivent dans le cadre d'un processus plus vaste d'élaboration de politiques nationales pour le développement durable des pays africains touchés Parties et en constituent un élément essentiel.

2. Un processus consultatif et participatif est engagé avec la participation des pouvoirs publics aux échelons appropriés, des populations locales, des collectivités et des organisations non gouvernementales, dans le but de donner des indications quant à la stratégie à appliquer, selon une planification souple permettant une participation optimale des populations locales et des collectivités. Des organismes d'aide bilatéraux et multilatéraux peuvent être associés, selon qu'il convient, à ce processus à la demande d'un pays africain touché Partie.

Article 7

Calendrier prévu pour l'élaboration des programmes d'action

En attendant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les pays africains Parties, en coopération avec d'autres membres de la communauté internationale, selon qu'il convient, appliquent, dans la mesure du possible, provisoirement les dispositions relatives à l'élaboration des programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux.

Article 8

Contenu des programmes d'action nationaux

1. Dans le respect des dispositions de l'article 10 de la Convention, la stratégie générale des programmes d'action nationaux consiste à privilégier, pour les zones touchées, des programmes intégrés de développement local reposant sur des mécanismes participatifs et sur l'intégration d'élimination de la pauvreté dans l'action menée pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse. Les programmes visent à renforcer la capacité des autorités locales et à assurer la participation active des populations des collectivités et des groupes locaux, l'accent étant : mis sur l'éducation et la formation, la mobilisation des organisations non gouvernementales qui ont fait la preuve de leur savoir-faire et le renforcement de structures étatiques décentralisées.

2. Les programmes d'action nationaux présentent, selon qu'il convient, les caractéristiques générales suivantes :

a) l'exploitation, dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'action régionaux, des expériences passées pour lutter contre la désertification et/ou atténuer les effets de la sécheresse, en tenant compte des conditions sociales, économiques et écologiques;

b) l'identification des facteurs qui contribuent à la désertification et/ou à la sécheresse, des ressources et capacités disponibles et nécessaires ainsi que l'élaboration des politiques à suivre et des solutions et mesures institutionnelles et autres nécessaires pour lutter contre ces phénomènes et/ou en atténuer les effets; et

c) l'accroissement de la participation des populations et des collectivités locales, y compris des femmes des cultivateurs et des pasteurs, et la délégation de pouvoirs importants à ces groupes en matière de gestion.

b) aanzienlijke middelen zullen blijven reserveren en/of meer middelen zullen toewijzen voor het bestrijden van woestijnvorming en/of het inperken van de gevolgen van verdroging; en

c) hen te helpen hun capaciteit te vergroten teneinde hen in staat te stellen hun institutionele kaders, alsmede hun wetenschappelijke en technische mogelijkheden, het vergaren en het analyseren van gegevens en onderzoek & ontwikkeling te verbeteren ten behoeve van het bestrijden van woestijnvorming en/of het inperken van de gevolgen van verdroging.

2. Andere landen die Partij zijn, kunnen ten titel van vrijwilligheid technologie, kennis en know-how met betrekking tot woestijnvorming en/of financiële middelen beschikbaar stellen aan de Partijen die getroffen landen in Afrika zijn. De overdracht van deze kennis, know-how en technieken wordt vergemakkelijkt door internationale samenwerking.

Artikel 6

Kader voor strategische planning ten behoeve van duurzame ontwikkeling

1. Nationale actieprogramma's dienen een centraal en integrerend deel uit te maken van een meer omvattend proces ter formulering van nationale beleidslijnen voor de duurzame ontwikkeling van de Partijen die getroffen landen in Afrika zijn.

2. Er dient een op overleg en participatie gebaseerd proces, waarbij overheden op het juiste niveau, plaatselijke bevolkingsgroepen, gemeenschappen en niet-gouvernementele organisaties zijn betrokken, op gang te worden gebracht om te voorzien in sturing voor een strategie met een flexibele planning teneinde voor een zo groot mogelijke participatie van plaatselijke bevolkingsgroepen en gemeenschappen te zorgen. Zo nodig kunnen instellingen voor bilaterale en multilaterale hulp bij dit proces worden betrokken op verzoek van een Partij die een getroffen land in Afrika is.

Artikel 7

Tijdschema voor de opstelling van actieprogramma's

In afwachting van de inwerkingtreding van dit Verdrag passen de Partijen die landen in Afrika zijn, in samenwerking met andere leden van de internationale gemeenschap, naar gelang het geval, voorlopig de bepalingen van het Verdrag toe, voor zover mogelijk, die betrekking hebben op het opstellen van nationale, subregionale en regionale actieprogramma's.

Artikel 8

Inhoud van nationale actieprogramma's

1. Overeenkomstig artikel 10 van het Verdrag dient in de algemene strategie van nationale actieprogramma's de nadruk te worden gelegd op geïntegreerde plaatselijke ontwikkelingsprogramma's voor getroffen gebieden, gebaseerd op participatiemechanismen en op het integreren van strategieën voor armoedebestrijding in inspanningen gericht op het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging. De programma's dienen gericht te zijn op vergroting van de capaciteit van plaatselijke autoriteiten en te zorgen voor actieve betrokkenheid van plaatselijke bevolkingsgroepen, gemeenschappen en groeperingen, waarbij de nadruk ligt op onderwijs en opleiding, inschakeling van niet-gouvernementele organisaties met erkende deskundigheid en het verstrekken van gedecentraliseerde overheidsstructuren.

2. Nationale actieprogramma's dienen, waar mogelijk, de volgende algemene onderdelen te omvatten :

a) gebruikmaking, bij de opstelling en uitvoering van nationale actieprogramma's, van in het verleden opgedane ervaring bij het bestrijden van woestijnvorming en/of het inperken van de gevolgen van verdroging, rekening houdend met sociale, economische en ecologische omstandigheden;

b) inventarisatie van factoren die bijdragen tot woestijnvorming en/of verdroging en van beschikbare en benodigde middelen en capaciteiten, en totstandbrenging van passende beleidslijnen en institutionele en andere vormen van optreden en maatregelen die noodzakelijk zijn om deze verschijnselen te bestrijden en/of de gevolgen daarvan in te perken; en

c) vergroting van de participatie van plaatselijke bevolkingsgroepen en gemeenschappen, onder wie vrouwen, landbouwers en veehouders, en delegatie aan hen van meer verantwoordelijkheid met betrekking tot beheer.

3. Les programmes d'action nationaux prévoient également, selon qu'il convient :

a) des mesures pour améliorer l'environnement économique aux fins de l'élimination de la pauvreté et consistant à :

(i) accroître les revenus et créer des emplois, surtout pour les plus pauvres, en :

- développant des marchés pour les produits agricoles et d'élevage,
- mettant en place des instruments financiers adaptés aux besoins locaux
- encourageant la diversification dans l'agriculture et la constitution d'entreprises agricoles, et
- développant des activités économiques de type para-agricole ou non agricole;

(ii) améliorer les perspectives à long terme des économies rurales en :

- instituant des mesures de soutien à l'investissement productif et en assurant l'accès aux moyens de production, et
- instaurant une politique des prix et une politique fiscale ainsi que des pratiques commerciales favorisant la croissance;

(iii) définir et appliquer des politiques en matière de population et de migrations propres à réduire la pression démographique sur les terres;

(iv) promouvoir le recours à des cultures résistant à la sécheresse et l'utilisation de systèmes intégrés d'arido-culture afin d'assurer la sécurité alimentaire;

b) des mesures pour conserver les ressources naturelles et consistant à :

(i) assurer une gestion intégrée et durable des ressources naturelles, y compris :

- des terres agricoles et pastorales,
- de la couverture végétale et de la faune,
- des forêts,
- des ressources en eau, et
- de la diversité biologique;

(ii) intensifier les campagnes de sensibilisation du public et d'éducation écologique et prévoir une formation dans ce domaine, et diffuser les connaissances concernant les techniques relatives à la gestion durable des ressources naturelles;

(iii) assurer la mise en valeur et l'utilisation rationnelle de diverses sources d'énergie et promouvoir des sources d'énergie alternatives, en particulier l'énergie solaire, l'énergie éolienne et le biogaz, et prévoir des arrangements particuliers pour le transfert, l'acquisition et l'adaptation de technologies pertinentes, pouvant permettre d'atténuer les pressions exercées sur les ressources naturelles fragiles;

c) des mesures pour améliorer l'organisation institutionnelle et consistant à :

(i) définir les fonctions et les responsabilités respectives de l'administration centrale et des autorités locales dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire,

(ii) encourager une politique de décentralisation active ayant pour objet de transférer aux autorités locales la responsabilité de la gestion et de la prise de décisions, d'inciter les collectivités locales à prendre des initiatives et à assumer des responsabilités, et de favoriser la mise en place de structures locales, et

(iii) adapter, selon qu'il convient, le cadre institutionnel et réglementaire dans lequel s'inscrit la gestion des ressources naturelles afin que les populations locales bénéficient de la garantie d'Occupation des terres;

d) des mesures pour améliorer la connaissance du phénomène de la désertification et consistant à :

(i) promouvoir la recherche ainsi que la collecte, le traitement et l'échange d'informations sur les aspects scientifiques, techniques et socio-économiques de la désertification,

(ii) améliorer les moyens nationaux de recherche ainsi que la collecte, le traitement, l'échange et l'analyse d'informations, afin de mieux comprendre le phénomène et de mettre en pratique les résultats des analyses, et

3. Nationale actieprogramma's dienen, waar mogelijk, tevens het volgende te omvatten :

a) maatregelen ter verbetering van het economisch klimaat met het oog op armoedebestrijding :

(i) het vergroten van de kansen op inkomsten en werk, met name voor de armste leden van de gemeenschap, door :

- markten te ontwikkelen voor landbouw- en veeteeltproducten;
- financiële instrumenten te creëren die aansluiten op de plaatselijke behoeften;
- diversificatie in de landbouw en het opzetten van landbouwbedrijven te stimuleren; en
- economische bedrijvigheid te ontwikkelen van para-agrarische en niet-agrarische aard;

(ii) het verbeteren van de economische vooruitzichten van het platteland op de lange termijn door middel van de invoering van :

- impulsen voor renderende investeringen en toegang tot produktmiddelen; en
- een prijsbeleid, belastingpolitiek en handelsgebruiken die groei bevorderen;

(iii) het vaststellen en toepassen van een bevolkings- en migratiepolitiek om de bevolkingsdruk op het land te verminderen; en

(iv) het bevorderen van het gebruik van droogtebestendige gewassen en de toepassing van geïntegreerde landbouwsystemen voor droge gebieden ten behoeve van de veiligstelling van de voedselvoorziening;

b) maatregelen tot behoud van de natuurlijke rijkdommen :

(i) het zorgen voor geïntegreerd en duurzaam beheer van natuurlijke rijkdommen, met inbegrip van :

- akkerbouw- en weidegronden;
- flora en fauna;
- bossen;
- watervoorraden; en
- biologische diversiteit;

(ii) het verzorgen van opleidingen met betrekking tot en het stimuleren van bewustmakings- en milieu-educatieprogramma's en het verspreiden van kennis van technieken met betrekking tot duurzaam beheer van natuurlijke rijkdommen; en

(iii) het zorgen voor de ontwikkeling en het efficiënte gebruik van verschillende energiebronnen, het propageren van alternatieve bronnen van energie, met name zonne-energie, windenergie en biogas, en specifieke regelingen voor de overdracht, verwerving en aanpassing van daarvoor in aanmerking komende technologie om de druk op kwetsbare natuurlijke rijkdommen te verlichten;

c) maatregelen om de institutionele organisatie te verbeteren :

(i) het bepalen van de taken en verantwoordelijkheden van de centrale overheid en de plaatselijke overheden in het kader van een landinrichtingsbeleid;

(ii) het stimuleren van een beleid inzake actieve decentralisatie, het overhevelen van de verantwoordelijkheid m.b.t. het beheer en de besluitvorming naar de plaatselijke overheden, en het aanmoedigen van initiatieven en het op zich nemen van de verantwoordelijkheid door plaatselijke gemeenschappen en het opzetten van plaatselijke structuren; en

(iii) het bijstellen, waar mogelijk, van het institutioneel en regelgevend kader voor het beheer van natuurlijke rijkdommen teneinde plaatselijke bevolkingsgroepen zekerheid te bieden wat betreft het beschikkingsrecht met betrekking tot land;

d) maatregelen om de kennis op het gebied van woestijnvorming te verbeteren :

(i) het bevorderen van onderzoek en het vergaren, verwerken en uitwisselen van gegevens betreffende de wetenschappelijke, technische en sociaal-economische aspecten van woestijnvorming;

(ii) het verbeteren van nationale mogelijkheden wat betreft onderzoek en het vergaren, verwerken, uitwisselen en analyseren van gegevens, teneinde het inzicht te vergroten en de resultaten van de analyse te vertalen in operationele termen; en

(iii) encourager l'étude à moyen et long terme de :
 — l'évolution socio-économique et culturelle dans les zones touchées,
 — l'évolution des ressources naturelles des points de vue qualitatif et quantitatif, et
 — l'interaction entre le climat et la désertification; et

e) des mesures pour surveiller et évaluer les effets de la sécheresse et consistant à :

(i) définir des stratégies pour évaluer les incidences de la variabilité naturelle du climat sur la sécheresse et la désertification au niveau régional et/ou pour utiliser les prévisions concernant la variabilité saisonnière et interannuelle du climat afin de tenter d'atténuer les effets de la sécheresse;

(ii) renforcer les capacités d'alerte précoce et d'intervention, instaurer une gestion plus rationnelle des secours d'urgence et de l'aide alimentaire, améliorer les systèmes de stockages et de distribution de denrées alimentaires, les systèmes de protection du bétail et les infrastructures publiques, et promouvoir de nouveaux moyens d'existence dans les zones sujettes à la sécheresse, et

(iii) surveiller et évaluer la dégradation écologique pour fournir, en temps voulu, des renseignements fiables sur le processus de dégradation des ressources et la dynamique de ce phénomène afin d'être à même de concevoir de meilleurs politiques et mesures de lutte.

Article 9

Elaboration des programmes d'action nationaux
 et mise au point de critères d'évaluation et de mise en œuvre

Chaque pays africain touché Partie désigne un organe approprié de coordination pour jouer le rôle de catalyseur dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de son programme d'action national. Compte tenu de l'article 3, cet organe de coordination, selon qu'il convient :

a) entreprend d'identifier et d'étudier les actions, en engageant d'abord un processus de consultation au niveau local, avec la participation des populations et des collectivités locales et avec la coopération de l'administration locale, des pays développés Parties et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, sur la base de consultations initiales avec les intéressés au niveau national;

b) identifie et analyse les contraintes, les besoins et les lacunes qui compromettent le développement et l'utilisation durable des terres, recommande des mesures concrètes pour éviter les doubles emplois en tirant pleinement parti des efforts en cours et encourage la mise en œuvre des résultats;

c) facilite, conçoit et met au point des projets d'activités basés sur des approches interactives souples en vue d'assurer une participation active des populations des zones touchées, de réduire les effets négatifs de telles activités, et de déterminer et de classer par ordre de priorité les besoins en matière d'assistance financière et de coopération technique;

d) établit des critères pertinents, quantifiables et facilement vérifiables, pour assurer l'analyse et l'évaluation des programmes d'action nationaux, comprenant des mesures à court, moyen et long terme, et de leur mise en œuvre; et

e) élabore des rapports circonstanciés sur l'état d'avancement des programmes d'action nationaux.

Article 10

Cadre organisationnel des programmes d'action sous-régionaux

1. En application de l'article 4 de la Convention, les pays africains Parties coopèrent à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes d'action sous-régionaux pour l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est, l'Afrique du Nord, l'Afrique australe et l'Afrique de l'Ouest et, à cet égard, ils peuvent déléguer aux organisations intergouvernementales sous-régionales compétentes les responsabilités suivantes :

a) assumer les fonctions de centres de liaison pour les activités préparatoires et coordonner la mise en œuvre des programmes d'action sous-régionaux;

b) aider à élaborer et à exécuter les programmes d'action nationaux;

(iii) het stimuleren van middellange- en lange-termijnstudies naar :
 — sociaal-economische en culturele tendensen in getroffen gebieden;
 — kwalitatieve en kwantitatieve trends m.b.t. natuurlijke rijkdommen; en

— de wisselwerking tussen klimaat en woestijnvorming; en

e) maatregelen om de gevolgen van verdroging te meten en te evalueren :

(i) het ontwikkelen van strategieën betreffende het evalueren van de effecten van natuurlijke klimaatschommelingen op verdroging en woestijnvorming in de regio en/of de gebruikmaking van voorspellingen van klimaatschommelingen over perioden van een seizoen tot meerdere jaren bij inspanningen gericht op het inperken van de gevolgen van verdroging;

(ii) het verbeteren van de capaciteit voor vroegtijdig waarschuwen en optreden, het efficiënt beheren van de nood- en voedselhulp en het verbeteren van de opslag- en distributiesystemen voor voedsel, beschermingsregelingen voor vee, en openbare werken en alternatieve middelen van bestaan in gebieden die vatbaar zijn voor verdroging; en

(iii) het meten en evalueren van de aantasting van het milieu om betrouwbare en tijdig beschikbare informatie te kunnen verschaffen over het proces en de dynamiek van de aantasting van hulpbronnen, teneinde betere beleidsvorming en optreden te vergemakkelijken.

Artikel 9

Opstelling van nationale actieprogramma's en indicatoren
 voor de uitvoering en evaluatie

Elke Partij die een getroffen land in Afrika is wijst een daarvoor in aanmerking komend nationaal coördinerend lichaam aan dat als katalysator fungeert bij de opstelling, uitvoering en evaluatie van haar nationale actieprogramma. Dit coördinerend lichaam zal in het licht van artikel 3 en waar mogelijk :

a) overgaan tot een inventarisatie en toetsing van ondernomen stappen, te beginnen met op plaatselijk niveau aangestuurd overleg, waarbij plaatselijke bevolkingsgroepen en gemeenschappen zijn betrokken en met medewerking van plaatselijke overheden, Partijen die ontwikkelde landen zijn en intergouvernementele en niet-gouvernementele organisaties, op basis van eerder overleg tussen de betrokkenen op nationaal niveau;

b) de beperkingen, behoeften en lacunes met betrekking tot ontwikkeling en duurzaam grondgebruik inventariseren en analyseren en praktische maatregelen aanbevelen teneinde het verrichten van dubbel werk te vermijden door optimaal gebruik te maken van daarvoor in aanmerking komende lopende activiteiten en het in praktijk brengen van de resultaten te bevorderen;

c) op interactieve flexibele benaderingen gebaseerde projectactiviteiten vergemakkelijken, opzetten en formuleren, teneinde te zorgen voor actieve deelneming van de bevolking in getroffen gebieden, de negatieve effecten van dergelijke activiteiten tot een minimum te beperken en de behoeften aan financiële hulp en technische samenwerking te inventariseren en prioriteren;

d) ter zake dienende, kwantificeerbare en gemakkelijk verifieerbare indicatoren bepalen ten behoeve van de beoordeling en evaluatie van nationale actieprogramma's, die stappen op de korte, middellange en lange termijn behelzen, en van de uitvoering van die programma's; en

e) voortgangsrapporten inzake de uitvoering van de nationale actieprogramma's opstellen.

Artikel 10

Organisatorisch kader van subregionale actieprogramma's

1. Op grond van artikel 4 van het Verdrag werken de Partijen die landen in Afrika zijn samen bij de opstelling en uitvoering van subregionale actieprogramma's voor Centraal-, Oost-, Noord-, Zuid- en West-Afrika en kunnen zij in verband hiermee de volgende taken delegeren aan de desbetreffende subregionale intergouvernementele organisaties :

a) optreden als steunpunt bij de opstelling van subregionale programma's en de coördinatie van de uitvoering daarvan;

b) helpen bij de opstelling en uitvoering van nationale actieprogramma's;

c) faciliter l'échange d'informations, d'expériences et de savoir-faire et donner des conseils sur l'étude des législations nationales; et

d) toute autre responsabilité liée à la mise en œuvre des programmes d'action sous-régionaux.

2. Les institutions spécialisées sous-régionales peuvent, sur demande, fournir un appui et/ou être chargées de coordonner les activités relevant de leur domaine de compétence respectif.

Article 11

Contenu et élaboration des programmes d'action sous-régionaux

Les programmes d'action sous-régionaux sont centrées sur les questions qui sont mieux traitées au niveau sous-régional. Les programmes d'action sous-régionaux créent, lorsqu'il y a lieu, des mécanismes pour la gestion des ressources naturelles partagées. De tels mécanismes permettent de régler efficacement les problèmes transfrontaliers liés à la désertification et/ou à la sécheresse et apportent un appui à la mise en œuvre harmonieuse des programmes d'action nationaux. Les programmes d'action sous-régionaux sont axés, selon qu'il convient, sur les domaines prioritaires suivants :

a) programmes conjoints pour assurer une gestion durable des ressources naturelles transfrontalières, au moyen de mécanismes bilatéraux et multilatéraux, selon qu'il convient;

b) coordination des programmes de mise en valeur de sources d'énergie de substitution;

c) coopération dans la gestion et la maîtrise de la lutte contre les ravageurs ainsi que contre les maladies des plantes et des animaux;

d) activités de renforcement des capacités, d'éducation et de sensibilisation du public qui sont mieux menées ou appuyées au niveau sous-régional;

e) coopération scientifique et technique, en particulier dans les domaines climatologique, météorologique et hydrologique, y compris la constitution de réseaux pour la collecte et l'évaluation de données, la mise en commun d'informations et la surveillance des projets, la coordination des activités de recherche-développement et l'établissement d'un ordre de priorité dans ce domaine;

f) systèmes d'alerte précoce et planification conjointe pour l'atténuation des effets de la sécheresse, y compris des mesures pour faire face aux problèmes consécutifs aux migrations dues à des facteurs écologiques;

g) recherche de moyens permettant de partager les expériences, en particulier au sujet de la participation des populations et des collectivités locales, et création d'un environnement favorable à une meilleure gestion des terres et à l'utilisation de technologies appropriées;

h) renforcement de la capacité des organisations sous-régionales à coordonner et à fournir des services techniques, ainsi que création, réorientation et renforcement de centres et d'institutions sous-régionaux; et

i) élaboration de politiques dans des domaines qui, tel le commerce, ont des incidences sur les zones et les populations touchées, et notamment de politiques de coordination des régimes de commercialisation régionaux et de mise en place d'infrastructures communes.

Article 12

Cadre organisationnel du programme d'action régional

1. En application de l'article 11 de la Convention, les pays africains Parties arrêtent conjointement les procédures à suivre pour élaborer et exécuter le programme d'action régional.

2. Les Parties peuvent : fournir un appui approprié aux institutions et organisations régionales africaines compétentes pour leur permettre d'aider les pays africains Parties à s'acquitter des responsabilités que leur impose la Convention.

Article 13

Contenu du programme d'action régional

Le programme d'action régional comprend des mesures relatives à la lutte contre la désertification et/ou à l'atténuation des effets de la sécheresse dans les domaines prioritaires suivants :

a) développement de la coopération régionale et coordination des programmes d'action sous-régionaux pour parvenir à un consensus régional sur les principaux domaines d'action, notamment par le biais de consultations régulières avec les organisations sous-régionales;

c) faciliter l'échange d'informations, d'expériences et de savoir-faire et donner des conseils sur l'étude des législations nationales; et

d) toute autre responsabilité liée à la mise en œuvre des programmes d'action sous-régionaux.

2. Les institutions spécialisées sous-régionales peuvent, sur demande, fournir un appui et/ou être chargées de coordonner les activités relevant de leur domaine de compétence respectif.

Artikel 11

Inhoud en opstelling van subregionale actieprogramma's

Subregionale actieprogramma's dienen te zijn gericht op zaken die beter op subregionaal niveau kunnen worden aangepakt. In die programma's dienen, waar nodig, mechanismen te worden ingesteld voor het beheer van gemeenschappelijke natuurlijke rijkdommen. Deze mechanismen dienen doeltreffende oplossingen te zoeken voor grensoverschrijdende problemen die verband houden met woestijnvorming en/of verdroging en te zorgen voor ondersteuning ten behoeve van de harmonieuze uitvoering van nationale actieprogramma's. In subregionale actieprogramma's dient prioriteit te worden gegeven aan, naargelang het geval :

a) gezamenlijke programma's voor duurzaam beheer van grensoverschrijdende natuurlijke rijkdommen via bilaterale en multilaterale mechanismen, naargelang het geval;

b) coördinering van programma's gericht op het ontwikkelen van alternatieve energiebronnen;

c) samenwerking bij het beheer en de bestrijding van ziekten en plagen bij plant en dier;

d) activiteiten gericht op capaciteitsvergroting, educatie en bewustmaking die beter op subregionaal niveau kunnen worden uitgevoerd of ondersteund;

e) wetenschappelijke en technische samenwerking, in het bijzonder op klimatologisch, meteorologisch en hydrologisch gebied, waaronder de vorming van netwerken voor het vergaren en beoordelen van gegevens, het uitwisselen van informatie en projectbewaking, alsmede het coördineren en prioriteren van onderzoeks- en ontwikkelingsactiviteiten;

f) waarschuwingssystemen en gezamenlijke planning gericht op het inperken van de gevolgen van verdroging, waaronder maatregelen gericht op het aanpakken van de problemen ten gevolge van migratie uit milieu-overwegingen;

g) het onderzoeken van manieren om ervaringen te delen, in het bijzonder met betrekking tot participatie van plaatselijke bevolkingsgroepen en gemeenschappen, en het scheppen van een gunstig klimaat voor een beter beleid inzake het grondgebruik en voor de toepassing van geschikte technologieën;

h) vergroting van de capaciteit van subregionale organisaties om te coördineren en technische diensten te verlenen, alsmede het instellen, heroriënteren en versterken van subregionale centra en instellingen; en

i) het uitstippelen van beleidslijnen op terreinen, zoals de Handel, die van invloed zijn op getroffen gebieden en bevolkingsgroepen, waaronder beleid inzake de coördinering van regionale afzetregelingen en inzake een gemeenschappelijke infrastructuur.

Artikel 12

Organisatorisch kader van het regionale actieprogramma

1. Op grond van artikel 11 van het Verdrag stellen de Partijen die landen in Afrika zijn gezamenlijk de procedures vast voor het opstellen en uitvoeren van het regionale actieprogramma.

2. De Partijen kunnen de benodigde ondersteuning bieden aan de daarvoor in aanmerking komende Afrikaanse regionale instellingen en organisaties om deze in staat te stellen de Partijen die landen in Afrika zijn te helpen hun verplichtingen ingevolge het Verdrag na te komen.

Artikel 13

Inhoud van het regionale actieprogramma

Het regionale actieprogramma omvat maatregelen met betrekking tot het bestrijden van woestijnvorming en/of het inperken van de gevolgen van verdroging op de volgende prioriteitsterreinen, naargelang het geval :

a) de totstandbrenging van regionale samenwerking en coördinering van subregionale actieprogramma's om te komen tot regionale consensus op belangrijke beleidsterreinen, onder meer via regelmatig overleg met subregionale organisaties;

b) promotion du renforcement des capacités, dans le cadre des activités qu'il est préférable de mener au niveau régional;

c) recherche, avec la communauté internationale, de solutions aux problèmes économiques et sociaux mondiaux qui ont des incidences sur les zones touchées, compte tenu du paragraphe 2 b) de l'article 4 de la Convention;

d) promotion de l'échange d'informations et de techniques appropriées, de savoir-faire technique et d'expériences pertinentes entre les pays Parties et sous-régions touchés d'Afrique ainsi que avec d'autres régions touchées;

promotion de la coopération scientifique et technique, notamment dans les domaines climatologique, météorologique, hydrologique, de la mise en valeur des ressources en eau et des sources d'énergie alternatives;

coordination des activités de recherche sous-régionales et régionales; et détermination des priorités régionales pour la recherche-développement;

e) coordination des réseaux d'observation et d'évaluation systématiques et d'échange d'informations, ainsi que leur intégration dans les réseaux mondiaux; et

f) coordination et renforcement des systèmes sous-régionaux et régionaux d'alerte précoce et des plans d'urgence en cas de sécheresse.

Article 14

Ressources financières

1. En application de l'article 20 de la Convention et du paragraphe 2 de l'article 4, les pays africains touchés Parties s'efforcent d'assurer un cadre macro-économique propre à faciliter la mobilisation de ressources financières et conçoivent des politiques et mettent en place des procédures permettant d'affecter les ressources de manière plus efficace aux programmes de développement local, y compris par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales, selon qu'il convient.

2. En application des paragraphes 4 et 5 de l'article 21 de la Convention, les Parties conviennent de dresser un inventaire des sources de financement aux niveaux national, sous-régional, régional et international pour assurer l'utilisation rationnelle des ressources existantes et déterminer les lacunes à combler afin de faciliter la mise en œuvre des programmes d'action. Cet inventaire est régulièrement étudié et mis à jour.

3. Dans le respect des dispositions de l'article 7 de la Convention, les pays développés Parties continuent d'allouer des ressources importantes et/ou des ressources accrues aux pays africains touchés Parties ainsi que d'autres formes d'aide sur la base des accords et des mécanismes de partenariat visés à l'article 18, en prêtant dûment attention notamment aux questions relatives à l'endettement, aux échanges internationaux et aux arrangements de commercialisation, conformément au paragraphe 2, b), de l'article 4 de la Convention.

Article 15

Mécanismes financiers

1. Dans le respect des dispositions de l'article 7 de la Convention qui souligne que priorité doit être accordée en particulier aux pays africains touchés Parties, et compte tenu de la situation particulière que connaît cette région, les Parties s'attachent spécialement à appliquer en Afrique les dispositions des paragraphes 1^{er}, d), et 1^{er}, e), de l'article 21 de la Convention, notamment :

a) en facilitant la création de mécanismes, tels que des fonds nationaux pour la lutte contre la désertification, pour acheminer les ressources financières au niveau local; et

b) en renforçant les fonds et les mécanismes financiers existants aux niveaux sous-régional et régional.

2. Dans le respect des dispositions des articles 20 et 21 de la Convention, les Parties qui sont également membres des organes dirigeants des institutions financières régionales et sous-régionales pertinentes, y compris de la Banque africaine de développement et du Fonds africain de développement, encouragent les efforts visant à accorder le degré de priorité et d'attention qui convient aux activités de celles d'entre ces institutions qui font progresser la mise en œuvre de la présente annexe.

3. Les Parties rationalisent, autant que faire se peut, les modalités d'acheminement des fonds aux pays africains touchés Parties.

b) het bevorderen van capaciteitsvergroting m.b.t. activiteiten die beter op regionaal niveau kunnen worden verricht;

c) het zoeken van oplossingen met de internationale gemeenschap voor mondiale economische en sociale vraagstukken die van invloed zijn op getroffen gebieden, daarbij rekening houdend met artikel 4, tweede lid, letter b), van het Verdrag;

d) het bevorderen, onder de Partijen die getroffen landen zijn in Afrika en de subregio's daarvan, alsmede met andere getroffen regio's, van uitwisseling van informatie en geschikte technieken, technische know-how en relevante ervaring;

het bevorderen van wetenschappelijke en technologische samenwerking, in het bijzonder op het gebied van klimatologie, meteorologie, hydrologie, waterhuishoudkundige inrichting en alternatieve energiebronnen;

het coördineren van subregionale en regionale onderzoeksactiviteiten en het stellen van regionale prioriteiten voor onderzoek en ontwikkeling;

e) het coördineren van netwerken voor systematische waarneming en beoordeling en uitwisseling van informatie, alsmede integratie daarvan in wereldwijde netwerken; en

f) het coördineren en uitbreiden van subregionale en regionale waarschuwingssystemen en droogte-rampenplannen.

Artikel 14

Financiële middelen

1. Op grond van artikel 20 van het Verdrag en artikel 4, tweede lid, streven de Partijen die getroffen landen in Afrika zijn ernaar een macro-economisch kader te scheppen dat bevorderlijk is voor het beschikbaar (doen) stellen van financiële middelen, en ontwikkelen zij beleid en stellen zij procedures vast om middelen doelmatiger te doen toekomen aan plaatselijke ontwikkelingsprogramma's, onder meer via niet-gouvernementele organisaties, naargelang het geval.

2. Op grond van artikel 21, vierde en vijfde lid, van het Verdrag komen de Partijen overeen een lijst op te stellen van bronnen van financiering op nationaal, subregionaal, regionaal en internationaal niveau teneinde te zorgen voor een rationeel gebruik van bestaande middelen en tekortkomingen in de toewijzing van middelen aan het licht te brengen, ter vergemakkelijking van de uitvoering van de actieprogramma's. De lijst wordt regelmatig opnieuw bezien en bijgewerkt.

3. Overeenkomstig artikel 7 van het Verdrag blijven de Partijen die ontwikkelde landen zijn aanzienlijke middelen en/of meer middelen en andere vormen van hulp toekennen aan de Partijen die getroffen landen in Afrika zijn, zulks op basis van de in artikel 18 bedoelde partnerschapsakkoorden en -regelingen, daarbij, onder andere, de nodige aandacht schenkend aan aangelegenheden verband houdende met schulden, internationale Handel en afzetregelingen in overeenstemming met artikel 4, tweede lid, letter b), van het Verdrag.

Artikel 15

Financiële mechanismen

1. Overeenkomstig artikel 7 van het Verdrag en de in deze regio heersende bijzondere omstandigheden in aanmerking nemend, schenken de Partijen bijzondere aandacht aan de uitvoering in Afrika van de bepalingen van artikel 21, eerste lid, letters d en e, van het Verdrag, met name door :

a) de instelling van mechanismen, zoals nationale woestijnvormingsfondsen, te vergemakkelijken om financiële middelen op het plaatselijke niveau terecht te doen komen; en

b) bestaande fondsen en financiële mechanismen op subregionaal en regionaal niveau te versterken.

2. Overeenkomstig de artikelen 20 en 21 van het Verdrag stimuleren de Partijen die tevens lid zijn van de bestuursorganen van daarvoor in aanmerking komende regionale en subregionale financiële instellingen, waaronder de Afrikaanse Ontwikkelingsbank en het Afrikaanse Ontwikkelingsfonds, inspanningen om passende prioriteit en aandacht te geven aan de activiteiten van die instellingen die de uitvoering van deze Bijlage bevorderen.

3. De Partijen stroomlijnen, voor zover mogelijk, de procedures om gelden te doen toekomen aan de Partijen die getroffen landen in Afrika zijn.

Article 16

Assistance technique et coopération

Les Parties s'engagent, en fonction de leurs capacités respectives, à rationaliser l'assistance technique fournie aux pays africains Parties et la coopération menée avec ces derniers, afin d'accroître l'efficacité des projets et des programmes, en veillant entre autres :

- a) à limiter les dépenses d'appui et de soutien, surtout les frais généraux; en tout état de cause, ces dépenses ne représentent qu'un faible pourcentage du coût total du projet pour en optimiser les effets;
- b) à faire appel de préférence aux services d'experts nationaux compétents ou, si nécessaire, d'experts compétents de la sous-région et/ou de la région, pour la conception, l'élaboration et la mise en œuvre des projets et à former des experts locaux lorsqu'il n'y en a pas; et
- c) à ce que l'assistance technique à être apportée soit bien gérée et coordonnée, et utilisée avec efficacité.

Article 17

Transfert, acquisition et adaptation de technologies écologiquement rationnelles et accès à ces technologies

Dans le cadre de l'application de l'article 18 de la Convention, relatif au transfert, à l'acquisition, à l'adaptation et à la mise au point de technologies, les Parties s'engagent à donner la priorité aux pays africains Parties et, si nécessaire, à développer avec eux de nouveaux modèles de partenariat et de coopération en vue d'accroître le renforcement des capacités dans les domaines de la recherche et du développement scientifiques ainsi que de la collecte et de la diffusion de l'information pour leur permettre de mettre en œuvre leurs stratégies visant à lutter contre la désertification et à atténuer les effets de la sécheresse.

Article 18

Coordination et accords de partenariat

1. Les pays africains Parties coordonnent l'élaboration, la négociation et la mise en œuvre des programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux. Ils peuvent, selon qu'il convient, associer d'autres Parties et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes à ce processus.

2. Cette coordination a pour objectifs de faire en sorte que la coopération technique et financière soit menée conformément à la Convention et d'assurer la continuité nécessaire dans l'utilisation et la gestion des ressources.

3. Les pays africains Parties organisent des processus consultatifs aux niveaux national, sous-régional et régional. Ces processus consultatifs peuvent, entre autres :

- a) servir de cadre à la négociation et à la conclusion d'accords de partenariat fondés sur des programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux; et
- b) permettre de préciser les contributions des pays africains Parties et des autres membres des groupes consultatifs aux programmes, et de définir les priorités et d'identifier les accords concernant la mise en œuvre et les critères d'évaluation, ainsi que les mécanismes de financement en vue de la mise en œuvre.

4. Le Secrétariat permanent peut, à la demande des pays africains Parties et en vertu de l'article 23 de la Convention, faciliter la convocation de tels processus consultatifs en :

- a) donnant des conseils sur l'organisation d'arrangements consultatifs efficaces, en tirant parti des enseignements d'autres arrangements de ce type;
- b) informant les agences bilatérales et multilatérales compétentes sur les réunions ou processus de consultation et en les encourageant à y participer activement; et
- c) fournissant d'autres informations pouvant être utiles pour établir ou améliorer les arrangements consultatifs.

5. Les organes de coordination sous-régionaux et régionaux, entre autres :

- a) font des recommandations au sujet des aménagements qu'il convient d'apporter aux accords de partenariat;

Artikel 16

Technische bijstand en samenwerking

De Partijen verplichten zich ertoe, in overeenstemming met hun onderscheiden mogelijkheden, de technische bijstand aan en de samenwerking met de Partijen die landen in Afrika zijn te rationaliseren teneinde de doeltreffendheid van projecten en programma's te vergroten, onder andere door :

- a) de kosten van ondersteunende maatregelen en backstopping, met name overheidskosten, te beperken, zodat deze kosten in elk geval slechts een passend laag percentage uitmaken van de totale kosten van het project, opdat maximale efficiency wordt bereikt;
- b) de voorkeur te geven aan het inschakelen van bekwame nationale deskundigen of, indien nodig, bekwame deskundigen uit de subregio en/of regio bij het voorbereiden, opzetten en uitvoeren van projecten, en aan het opbouwen van plaatselijke deskundigheid waar deze ontbreekt; en
- c) de te verlenen technische bijstand doelmatig te beheren en te coördineren en daarvan efficiënt gebruik te maken.

Artikel 17

Overdracht, verwerving en aanpassing van en toegang tot milieuverantwoorde technologie

Bij de toepassing van artikel 18 van het Verdrag met betrekking tot de overdracht, verwerving, aanpassing en ontwikkeling van technologie verplichten de Partijen zich ertoe prioriteit te geven aan de Partijen die landen in Afrika zijn en, indien nodig, met hen nieuwe modellen voor partnerschap en samenwerking te ontwikkelen teneinde de capaciteitsvergroting op het gebied van wetenschappelijk onderzoek en ontwikkeling en de vergaring en verspreiding van informatie te versterken om hen in staat te stellen uitvoering te geven aan hun strategieën gericht op het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van droogte.

Artikel 18

Coördinatie en partnerschapsakkoorden

1. De Partijen die landen in Afrika zijn, coördineren de opstelling van, het onderhandelen over en het uitvoeren van nationale, subregionale en regionale actieprogramma's. Zij kunnen, in voorkomend geval, andere Partijen en daarvoor in aanmerking komende intergouvernementele en niet-gouvernementele organisaties daarbij betrekken.

2. Deze coördinatie heeft tot doel te garanderen dat de financiële en technische samenwerking geschiedt in overeenstemming met het Verdrag, en te zorgen voor de nodige continuïteit bij de aanwending en het beheer van de middelen.

3. De Partijen die landen in Afrika zijn, organiseren overleg op nationaal, subregionaal en regionaal niveau. Dit overleg kan :

- a) dienen als forum voor het voeren van onderhandelingen over en het sluiten van partnerschapsakkoorden op basis van nationale, subregionale en regionale actieprogramma's; en
- b) de bijdrage aangeven van de Partijen die landen in Afrika zijn en andere leden van de overleggroepen aan de programma's, en prioriteiten en overeenkomsten inzake de uitvoering en indicatoren voor evaluatie bepalen, alsmede financieringsregelingen ten behoeve van de uitvoering.

4. Het permanente secretariaat kan, op verzoek van de Partijen die landen in Afrika zijn, overeenkomstig artikel 23 van het Verdrag het beleggen van bedoeld overleg vergemakkelijken door :

- a) advies te geven over het opzetten van effectieve overlegregelingen, gebruik makend van de ervaring opgedaan met andere regelingen ter zake;
- b) informatie te verstrekken aan de desbetreffende bilaterale en multilaterale organen met betrekking tot overleg, en te stimuleren dat deze daarbij actief worden betrokken; en
- c) andere informatie te verstrekken die van belang kan zijn bij het opzetten of verbeteren van overlegregelingen.

5. De subregionale en regionale coördinerende lichamen dienen, onder andere :

- a) de vereiste aanpassingen van partnerschapsakkoorden aan te bevelen;

b) surveillent : et évaluent la mise en œuvre des programmes sous-régionaux et régionaux agréés, et font rapport à ce sujet; et

c) s'efforcent : d'assurer que les pays africains Parties communiquent et coopèrent efficacement entre eux.

6. La participation aux groupes consultatifs est, selon qu'il convient, ouverte aux gouvernements, aux groupes et aux donateurs intéressés, aux organes, fonds et programmes pertinents du système des Nations Unies, aux organisations sous-régionales et régionales compétentes et aux représentants des organisations non gouvernementales compétentes. Les modalités de gestion et de fonctionnement de chaque groupe consultatif sont arrêtées par ses participants.

7. En application de l'article 14 de la Convention, les pays développés Parties sont encouragés à instaurer entre eux, de leur propre initiative, un processus informel de consultation et de coordination aux niveaux national, sous-régional et régional et à participer, à la demande d'un pays africain touché Partie ou de l'organisation sous-régionale ou régionale compétente, à un processus consultatif national, sous-régional ou régional ayant pour but d'évaluer les besoins d'aide et d'y répondre afin de faciliter la mise en œuvre du programme d'action.

Article 19

Dispositions relatives au suivi

Les pays africains Parties donnent suite à la présente annexe, conformément à la Convention, au moyen :

a) au niveau national, d'un mécanisme dont la composition devrait être arrêtée par chaque pays africain touché Partie et qui comprend des représentants des collectivités locales et relève de l'organe national de coordination visé à l'article 9;

b) au niveau sous-régional, d'un comité consultatif scientifique et technique pluridisciplinaire, dont la composition et les modalités de fonctionnement sont arrêtées par la sous-région concernée; et

c) au niveau régional, de mécanismes définis conformément aux dispositions pertinentes du Traité instituant la Communauté économique africaine et d'un comité consultatif scientifique et technique africain.

Annexe II

Annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional pour l'Asie

Article premier

Objet

La présente annexe a pour objet de donner des lignes directrices et d'indiquer les dispositions à prendre en vue d'une mise en œuvre efficace de la Convention dans les pays touchés Parties dans la région de l'Asie compte tenu des particularités de cette dernière.

Article 2

Particularités de la région asiatique

Pour s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention, les Parties prennent en considération, selon qu'il convient, les particularités suivantes qui s'appliquent à des degrés divers aux pays touchés Parties de la région :

a) la forte proportion de zones touchées, ou susceptibles d'être touchées, sur le territoire de ces pays, et la grande diversité de ces zones en ce qui concerne le climat, la topographie, l'utilisation des sols et les systèmes socio-économiques;

b) une lourde pression sur les ressources naturelles pour assurer la subsistance;

c) l'existence de systèmes de production directement liés à une pauvreté généralisée, qui entraînent une dégradation des terres et épuisent les maigres ressources en eau;

d) les conséquences importantes de la situation de l'économie mondiale et de problèmes sociaux tels que la pauvreté, les mauvaises conditions de santé et de nutrition, l'absence de sécurité alimentaire, les migrations, les personnes déplacées et la dynamique démographique;

e) la capacité croissante mais encore insuffisante de ces pays de faire face aux problèmes de désertification et de sécheresse au niveau national, ainsi que du cadre institutionnel dont ils disposent; et

b) toe te zien op de uitvoering van de overeengekomen subregionale en regionale programma's, deze te beoordelen en daarover verslag uit te brengen; en

c) te streven naar efficiënte communicatie en samenwerking tussen de Partijen die landen in Afrika zijn.

6. Participatie aan de overleggroepen staat, naargelang het geval, open voor Regeringen, belanghebbende groepen en donoren, de desbetreffende organen, fondsen en programma's van het stelsel der Verenigde Naties, de desbetreffende subregionale en regionale organisaties en vertegenwoordigers van de desbetreffende niet-gouvernementele organisaties. De deelnemers van elke groep stellen de wijze van beheer en functioneren van de groep vast.

7. Overeenkomstig artikel 14 van het Verdrag worden de Partijen die ontwikkelde landen zijn aangemoedigd om op eigen initiatief onderling een informeel proces van overleg en coördinatie tot stand te brengen op nationaal, subregionaal en regionaal niveau en om, op verzoek van een Partij die getroffen land in Afrika is of van een daarvoor in aanmerking komende subregionale of regionale organisatie, deel te nemen aan nationaal, subregionaal of regionaal overleg dat behoeften aan bijstand evalueert en daarin voorziet, teneinde de uitvoering te vergemakkelijken.

Artikel 19

Follow-up-regelingen

De follow-up van deze Bijlage wordt uitgevoerd door de Partijen die landen in Afrika zijn, zulks in overeenstemming met het Verdrag en als volgt :

a) op nationaal niveau, door een mechanisme waarvan de samenstelling dient te worden vastgesteld door elke Partij die getroffen land in Afrika is en dat vertegenwoordigers van plaatselijke gemeenschappen omvat en werkt onder toezicht van het in artikel 9 bedoelde nationale coördinerende lichaam;

b) op subregionaal niveau, door een multidisciplinaire wetenschappelijke en technische commissie van overleg, waarvan de samenstelling en de werkwijze worden vastgesteld door de Partijen die landen in de betrokken subregio in Afrika zijn; en

c) op regionaal niveau, door mechanismen vastgesteld in overeenstemming met de desbetreffende bepalingen van het Verdrag tot oprichting van de Afrikaanse Economische Gemeenschap en een Afrikaanse Wetenschappelijke en Technische Adviescommissie.

Bijlage II

Bijlage inzake regionale uitvoering voor Azië

Artikel 1

Doel

Deze bijlage heeft tot doel te voorzien in richtlijnen en regelingen voor een doeltreffende uitvoering van het Verdrag in de Partijen die getroffen landen in de Aziatische regio zijn, gelet op de bijzondere omstandigheden van die regio.

Artikel 2

Bijzondere omstandigheden van de Aziatische regio

Bij de nakoming van hun verplichtingen ingevolge het Verdrag nemen de Partijen, in voorkomend geval, de volgende bijzondere omstandigheden in aanmerking die in uiteenlopende mate van toepassing zijn op de Partijen die getroffen landen in deze regio zijn :

a) de in verhouding grote omvang van de gebieden op hun grondgebieden die zijn getroffen door of kwetsbaar zijn voor woestijnvorming en verdroging en de grote verscheidenheid van deze gebieden wat betreft klimaat, topografische situatie, grondgebruik en sociaal-economische stelsels;

b) de zware druk op natuurlijke rijkdommen ten behoeve van de middelen van bestaan;

c) het bestaan van produktiestelsels, rechtstreeks verband houdend met de alom heersende armoede, die leiden tot aantasting van de grond en druk op de schaarse watervoorraden;

d) de ingrijpende gevolgen van de situatie van de wereldeconomie en sociale problemen zoals armoede, slechte gezondheid en ondervoeding, het niet kunnen veiligstellen van de voedselvoorziening, migratie, ontheemden en bevolkingsdynamiek;

e) hun groeiende, doch nog altijd ontoereikende, capaciteit en institutionele kaders om nationale problemen m.b.t. woestijnvorming en verdroging te kunnen aanpakken; en

f) la nécessité pour eux d'une coopération internationale pour pouvoir poursuivre des objectifs de développement durable en rapport avec la lutte contre la désertification et l'atténuation des effets de la sécheresse.

Article 3

Cadre des programmes d'action nationaux

1. Les programmes d'action nationaux s'inscrivent : dans le cadre plus large des politiques nationales de développement durable élaborées dans les pays touchés Parties de la région.

2. Les pays touchés Parties élaborent, selon qu'il convient, des programmes d'action nationaux en vertu des articles 9 à 11 de la Convention, en accordant une attention spéciale au paragraphe 2, *f)*, l'article 10. S'il y a lieu, des organismes de coopération bilatéraux et multilatéraux peuvent être associés à ce processus à la demande du pays touché Partie concerné.

Article 4

Programmes d'action nationaux

1. Pour élaborer et mettre en œuvre des programmes d'action nationaux, les pays touchés Parties de la région peuvent, entre autres, selon qu'il convient et en fonction de leur propre situation et de leurs propres politiques :

a) désigner des organes appropriés chargés d'élaborer de coordonner et d'exécuter leurs programmes d'action;

b) associer les populations touchées, y compris les collectivités locales, à l'élaboration, à la coordination et à la mise en œuvre de leurs programmes d'action grâce à un processus de consultation mené localement, avec la coopération des autorités locales et d'organisations nationales et non gouvernementales compétentes;

c) étudier l'état de l'environnement dans les zones touchées afin d'analyser les causes et les conséquences de la désertification et de déterminer les domaines d'action prioritaires;

d) évaluer avec la participation des populations touchées les programmes antérieurs et en cours visant à lutter contre la désertification et à atténuer les effets de la sécheresse afin de concevoir une stratégie et de préciser les activités à prévoir dans leurs programmes d'action;

e) élaborer des programmes techniques et financiers à partir des informations obtenues grâce aux activités visées aux alinéas *a)* à *d)*;

f) mettre au point et appliquer des procédures et des critères pour évaluer la mise en œuvre de leurs programmes d'action;

g) promouvoir la gestion intégrée des bassins hydrographiques, la protection des ressources pédologiques ainsi que l'accroissement et l'usage rationnel des ressources en eau;

h) renforcer et/ou établir des systèmes d'information, d'évaluation, de suivi et d'alerte précoce dans les régions sujettes à la désertification et à la sécheresse, en tenant compte des facteurs climatologiques, météorologiques, hydrologiques, biologiques et des autres facteurs pertinents; et

i) mettre au point des mécanismes appropriés pour appuyer leurs programmes d'action, dans un esprit de partenariat, lorsqu'une coopération internationale, incluant des ressources financières et techniques, est en jeu.

2. Dans le respect des dispositions de l'article 10 de la Convention, la stratégie générale à appliquer dans le cadre des programmes d'action nationaux fait une large place aux programmes intégrés de développement local pour les zones touchées reposant sur des mécanismes participatifs et sur l'intégration de stratégies d'élimination de la pauvreté dans les efforts visant à lutter contre la désertification et à atténuer les effets de la sécheresse. Les mesures sectorielles prévues dans les programmes d'action sont classées par domaines prioritaires en tenant compte de la grande diversité des zones touchées de la région don : il est question au paragraphe *a)* de l'article 2.

f) hun behoefte aan internationale samenwerking om doelstellingen van duurzame ontwikkeling na te streven die verband houden met het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging.

Artikel 3

Kader voor nationale actieprogramma's

1. Nationale actieprogramma's dienen een integrerend deel uit te maken van een meer omvattend nationaal beleid inzake duurzame ontwikkeling van de Partijen die getroffen landen in de regio zijn.

2. De Partijen die getroffen landen zijn, ontwikkelen, waar nodig, nationale actieprogramma's in overeenstemming met de artikelen 9 tot en met 11 van het Verdrag, daarbij bijzondere aandacht bestedend aan artikel 10, tweede lid, letter *f)*. Zo nodig kunnen instellingen voor bilaterale en multilaterale samenwerking hierbij worden betrokken op verzoek van het betrokken getroffen land dat Partij is.

Artikel 4

Nationale actieprogramma's

1. Bij de opstelling en uitvoering van nationale actieprogramma's kunnen de Partijen die getroffen landen in de regio zijn, overeenkomstig hun omstandigheden omstandigheden en beleid, onder andere, naar gelang het geval :

a) daarvoor in aanmerking komende organen aanwijzen die zijn belast met de opstelling, coördinatie en uitvoering van hun actieprogramma's;

b) getroffen bevolkingsgroepen, met inbegrip van plaatselijke gemeenschappen, betrekken bij de uitwerking, coördinatie en uitvoering van hun actieprogramma's door middel van op plaatselijk niveau aangestuurd overleg, met medewerking van de plaatselijke overheden en de desbetreffende nationale en niet-gouvernementele organisaties;

c) de toestand van het milieu en getroffen gebieden opnemen om de oorzaken en gevolgen van woestijnvorming vast te stellen en prioriteitsterreinen voor het optreden te bepalen;

d) met participatie van getroffen bevolkingsgroepen afgeronde en lopende programma's voor het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging evalueren teneinde een strategie uit te stippelen en activiteiten uit te werken in hun actieprogramma's;

e) technische en financiële programma's opstellen op basis van de informatie ontleend aan de in de letters *a)* tot en met *d)* bedoelde activiteiten;

f) procedures en referentiepunten ontwikkelen en gebruiken ter evaluatie van de uitvoering van hun actieprogramma's;

g) een geïntegreerd beheer van stroomgebieden, het behoud van bodemrijkdommen en de uitbreiding en het efficiënte gebruik van watervoorraden te bevorderen;

h) informatie, evaluatie, follow-up en waarschuwingssystemen in regio's die vatbaar zijn voor woestijnvorming en verdroging verbeteren en/of tot stand brengen, daarbij klimatologische, meteorologische, hydrologische, biologische en andere relevante factoren in aanmerking nemend; en

i) waar het internationale samenwerking, met inbegrip van financiële en technische middelen betreft, in een geest van partnerschap passende regelingen formuleren ter ondersteuning van hun actieprogramma's.

2. Overeenkomstig artikel 10 van het Verdrag dient in de algemene strategie van nationale actieprogramma's de nadruk te worden gelegd op geïntegreerde plaatselijke ontwikkelingsprogramma's voor getroffen gebieden, gebaseerd op participatiemechanismen en op het integreren van strategieën voor armoedebestrijding in inspanningen gericht op het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging. Sectoriële maatregelen in actieprogramma's dienen te worden gebundeld op prioriteitsterreinen die rekening houden met de grote verscheidenheid aan getroffen gebieden in de in artikel 2, letter *a)*, bedoelde regio.

Article 5

Programmes d'action sous- régionaux et communs

1. En application de l'article 11 de la Convention, pays touchés d'Asie Parties peuvent convenir d'un commun accord de tenir des consultations et de coopérer avec d'autres Parties, selon qu'il convient, pour élaborer et exécuter des programmes d'action sous-régionaux ou communs, selon qu'il conviendrait, afin de compléter les programmes d'action nationaux et rendre plus efficace leur mise en œuvre. Dans chacun des cas, les Parties concernées peuvent convenir conjointement de confier à des organisations sous-régionales, y compris bilatérales ou nationales, des responsabilités concernant l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre des programmes. Ces organisations ou institutions peuvent aussi jouer un rôle de liaison en étant chargées de la promotion et de la coordination des activités à mener en application des articles 16 à 18 de la Convention.

2. Pour élaborer et exécuter des programmes d'action sous-régionaux ou communs, les pays touchés Parties de la région doivent, entre autres, selon qu'il convient :

a) définir, en coopération avec des institutions nationales, les priorités en matière de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse que l'on serait mieux à même d'atteindre avec ces programmes, ainsi que les activités pertinentes que ceux-ci permettraient de mener à bien de manière efficace;

b) évaluer les moyens d'action et les activités opérationnelles des institutions régionales, sous-régionales et nationales compétentes;

c) analyser les programmes existants qui se rapportent à la désertification et à la sécheresse et qui associent tous les pays de la région ou de la sous-région ou quelques-uns d'entre eux ainsi que leurs rapports avec les programmes d'action nationaux; et

d) mettre au point, dans un esprit de partenariat, lorsqu'une coopération internationale, y compris des ressources financières et techniques, est en jeu, des mécanismes bilatéraux et/ou multilatéraux appropriés pour appuyer les programmes.

3. Parmi les programmes d'action sous-régionaux ou communs peuvent figurer des programmes communs arrêtés pour gérer durablement les ressources naturelles transfrontières ayant un rapport avec la désertification, des priorités concernant la coordination et d'autres activités dans le domaine du renforcement des capacités, de la coopération scientifique et technique, en particulier des systèmes d'alerte précoce de sécheresse et des mécanismes de mise en commun de l'information, ainsi que des moyens de renforcer les organisations ou institutions sous-régionales et autres.

Article 6

Activités régionales

Dans le cadre des activités régionales visant à consolider les programmes d'action sous-régionaux ou communs, peuvent être prévues, entre autres, des mesures propres à renforcer les institutions et les mécanismes de coordination et de coopération aux niveaux national, sous-régional et régional et à favoriser la mise en œuvre des articles 16 à 19 de la Convention. Ces activités peuvent aussi consister à :

a) promouvoir et renforcer les réseaux de coopération technique;

b) établir des inventaires des technologies, connaissances, savoir-faire et pratiques ainsi que des technologies et savoir-faire traditionnels et locaux et à encourager leur diffusion et utilisation;

c) évaluer les besoins en ce qui concerne le transfert de technologie et promouvoir l'adaptation et l'utilisation de cette dernière; et

d) encourager les programmes de sensibilisation du public et promouvoir le renforcement des capacités à tous les niveaux en intensifiant les activités de formation et de recherche-développement et en restaurant des systèmes propres à mettre en valeur les ressources humaines.

Artikel 5

Subregionale en gezamenlijke actieprogramma's

1. Op grond van artikel 11 van het Verdrag kunnen de Partijen die getroffen landen in Azië zijn onderling overeenkomen, waar mogelijk, overleg te plegen en samen te werken met andere Partijen om subregionale of gezamenlijke actieprogramma's op te stellen en uit te voeren, naar gelang het geval, ter aanvulling van nationale actieprogramma's en ter vergroting van de doelmatigheid van de uitvoering daarvan. In beide gevallen kunnen de betrokken Partijen gezamenlijk besluiten subregionale organisaties, met inbegrip van bilaterale of nationale organisaties, of gespecialiseerde instellingen te belasten met taken die verband houden met de opstelling, coördinatie en uitvoering van programma's. Deze organisaties of instellingen kunnen ook fungeren als steunpunt ter stimulering en coördinering van maatregelen ingevolge de artikelen 16 en 18 van het Verdrag.

2. Bij de opstelling en uitvoering van subregionale of gezamenlijke actieprogramma's zullen de Partijen die getroffen landen in de regio zijn, onder andere, waar mogelijk :

a) in samenwerking met nationale instellingen nagaan aan welke prioriteiten met betrekking tot het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging beter kan worden gewerkt via dergelijke programma's en welke hiermee verband houdende activiteiten doelmatiger via dergelijke programma's zouden kunnen worden verricht;

b) de operationele capaciteiten en activiteiten van daarvoor in aanmerking komende regionale, subregionale en nationale instellingen evalueren;

c) tussen alle of enkele Partijen in de regio of subregio bestaande programma's met betrekking tot woestijnvorming en verdroging beoordelen alsook het verband tussen die programma's en nationale actieprogramma's; en

d) wanneer het internationale samenwerking, met inbegrip van financiële en technische middelen, betreft, in een geest van partnerschap passende bilaterale en/of multilaterale regelingen formuleren ter ondersteuning van de programma's.

3. Subregionale of gezamenlijke actieprogramma's kunnen mede omvatten : overeengekomen gezamenlijke programma's voor duurzaam beheer van grensoverschrijdende natuurlijke rijkdommen die verband houden met woestijnvorming, prioriteiten voor coördinatie en andere activiteiten op het gebied van capaciteitsvergroting, wetenschappelijke en technische samenwerking, met name waarschuwingssystemen voor verdroging en uitwisseling van informatie, en middelen om de desbetreffende subregionale en andere organisaties of instellingen te versterken.

Artikel 6

Regionale activiteiten

Regionale activiteiten om subregionale of gezamenlijke actieprogramma's kracht bij te zetten kunnen, onder andere, omvatten : maatregelen gericht op versterking van instellingen en mechanismen voor coördinatie en samenwerking op nationaal, subregionaal en regionaal niveau, en op het bevorderen van de toepassing van de artikelen 16 tot en met 19 van het Verdrag. Deze activiteiten kunnen tevens behelzen :

a) het bevorderen en verbeteren van netwerken voor technische samenwerking;

b) het inventariseren van technologieën, kennis, know-how en werkwijzen, alsmede traditionele en plaatselijke technologieën en know-how, en het bevorderen van de verspreiding en de gebruikmaking daarvan;

c) het evalueren van de behoeften aan technologie-overdracht en het bevorderen van de aanpassing en de toepassing van die technologieën; en

e) het stimuleren van bewustmakingprogramma's en het bevorderen van capaciteitsvergroting op alle niveaus, het versterken van opleiding, onderzoek & ontwikkeling en het opzetten van systemen voor vorming van arbeidskrachten.

Article 7

Ressources et mécanismes financiers

1. Les Parties, au vu de l'importance que revêtent la lutte contre la désertification et l'atténuation des effets de la sécheresse dans la région asiatique, favorisent la mobilisation de ressources financières substantielles et la disponibilité de mécanismes financiers, conformément aux articles 20 et 21 de la Convention.

2. Conformément à la Convention et sur la base du mécanisme de coordination prévu à l'article 8 et en conformité avec leurs politiques nationales de développement, les pays touchés Parties de la région, agissant : individuellement ou collectivement :

a) adoptent les mesures voulues pour rationaliser et renforcer les mécanismes de financement faisant appel à des investissements publics et privés en vue de parvenir à des résultats concrets dans les actions de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse;

b) déterminent les besoins dans le domaine de la coopération internationale, particulièrement en matière financière, technique et technologique, pour appuyer les efforts déployés à l'échelon national; et

c) favorisent la participation des institutions de coopération financières bilatérales et/ou multilatérales afin d'assurer la mise en œuvre de la Convention.

3. Les Parties rationalisent, dans la mesure du possible, les procédures pour l'acheminement des fonds touchés Parties de la région.

Article 8

Mécanismes de coopération et de coordination

1. Les pays touchés Parties, agissant par l'intermédiaire des organes appropriés désignés en vertu du paragraphe 1^{er}, a), de l'article 4, et les autres Parties de la région, peuvent, selon qu'il convient, créer un mécanisme dont les fins seraient, entre autres, les suivantes :

a) échange d'informations, d'expériences, de connaissances et de savoir-faire;

b) coopération et coordination des actions, y compris des accords bilatéraux et multilatéraux, aux niveaux sous-régional et régional;

c) promotion de la coopération scientifique, technique, technologique et financière conformément aux articles 5 à 7;

d) détermination des besoins de coopération extérieure; et

e) suivi et évaluation de la mise en œuvre des programmes d'action.

2. Les pays touchés Parties, agissant par l'intermédiaire des organes appropriés désignés en vertu du paragraphe 1^{er}, a), de l'article 4 et les autres Parties de la région peuvent aussi, selon qu'il convient, tenir des consultations et assurer une coordination concernant les programmes d'action nationaux, sous-régionaux et communs. Ils peuvent associer à ce processus, selon qu'il convient, d'autres Parties et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes. Cette coordination vise, entre autres, à parvenir à la conclusion d'un accord sur les possibilités de coopération internationale conformément aux articles 20 et 21 de la Convention, à renforcer la coopération technique et à affecter les ressources de manière qu'elles soient utilisées efficacement.

3. Les pays touchés Parties de la région organisent périodiquement des réunions de coordination et le Secrétariat permanent peut, à leur demande, en vertu de l'article 23 de la Convention, faciliter la convocation de telles réunions de coordination en :

a) donnant des conseils sur l'organisation d'arrangements de coordination efficaces, en tirant parti pour ce faire des enseignements d'autres arrangements de ce type;

b) informant les agences bilatérales et multilatérales compétentes sur les réunions de coordination et en les encourageant à y participer activement; et

c) fournissant d'autres informations pouvant être utiles pour établir ou améliorer les processus de coordination.

Artikel 7

Financiële middelen en mechanismen

1. De Partijen bevorderen, gezien het belang van het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging in de Aziatische regio, het beschikbaar (doen) stellen van aanzienlijke financiële middelen en de beschikbaarheid van financiële mechanismen, zulks overeenkomstig de artikelen 20 en 21 van het Verdrag.

2. In overeenstemming met het Verdrag en op basis van de in artikel 8 bedoelde coördinerende mechanismen en overeenkomstig hun nationale ontwikkelingsbeleid zullen de Partijen die getroffen landen in de regio zijn, afzonderlijk of gezamenlijk :

a) maatregelen treffen ter rationalisering en versterking van mechanismen om gelden te verschaffen via overheidsinvesteringen en particuliere investeringen, reïnde duidelijk omschreven resultaten te bereiken in het optreden gericht op het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging;

b) behoeften aan internationale samenwerking ter ondersteuning van nationale inspanningen inventariseren, met name financiële, technische en technologische; en

c) de participatie bevorderen van instellingen voor bilaterale en/of multilaterale financiële samenwerking teneinde zorg te dragen voor de uitvoering van het Verdrag.

3. De Partijen stroomlijnen, voor zover mogelijk, de procedures om gelden te sluisen naar de Partijen die getroffen landen in de regio zijn.

Artikel 8

Mechanismen voor samenwerking en coördinatie

1. Via de ingevolge artikel 4, eerste lid, letter a, aangewezen daarvoor in aanmerking komende lichamen kunnen de Partijen die getroffen landen zijn en andere Partijen in de regio, waar mogelijk, mechanismen opzetten, onder andere voor de volgende doeleinden :

a) het uitwisselen van informatie, ervaring, kennis en know-how;

b) de samenwerking en de coördinatie van maatregelen, met inbegrip van bilaterale en multilaterale regelingen, op subregionaal en regionaal niveau;

c) het bevorderen van wetenschappelijke, technische, technologische en financiële samenwerking ingevolge de artikelen 5 tot en met 7;

d) het inventariseren van behoeften aan samenwerking met het buitenland; en

e) de follow-up en evaluatie van de uitvoering van actieprogramma's.

2. Via de ingevolge artikel 4, eerste lid, letter a, aangewezen daarvoor in aanmerking komende lichamen kunnen de Partijen die getroffen landen zijn en andere Partijen in de regio, waar mogelijk, tevens overleg plegen en zorgen voor coördinatie met betrekking tot nationale, subregionale en gezamenlijke actieprogramma's. Zij kunnen, waar mogelijk, andere Partijen en de desbetreffende intergouvernementele en niet-gouvernementele organisaties daarbij betrekken. Deze coördinatie dient, onder andere, te streven naar overeenstemming over mogelijkheden voor internationale samenwerking in overeenstemming met de artikelen 20 en 21 van het Verdrag, de technische samenwerking uit te breiden en middelen te sluisen, opdat deze daadwerkelijk worden gebruikt.

3. De Partijen die getroffen landen in de regio zijn, houden periodieke coördinatiebijeenkomsten en het permanente secretariaat kan, op hun verzoek, overeenkomstig artikel 23 van het Verdrag, het beleggen van deze coördinatiebijeenkomsten vergemakkelijken door :

a) advies te geven over het opzetten van effectieve coördinatie-regelingen, gebruik makend van de ervaring opgedaan met andere regelingen ter zake;

b) informatie te verstrekken aan de desbetreffende bilaterale en multilaterale organen met betrekking tot coördinatiebijeenkomsten, en te stimuleren dat deze daarbij actief worden betrokken; en

c) andere informatie te verstrekken die van belang kan zijn bij het tot stand brengen of verbeteren van de coördinatie.

Annexe III

Annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Article premier

Objet

La présente annexe a pour objet de donner des orientations générales pour la mise en œuvre de la Convention dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes compte tenu des particularités de cette dernière.

Article 2

Particularités de la région d'Amérique latine et des Caraïbes

Les Parties, conformément aux dispositions de la Convention, prennent en considération les particularités suivantes de la région :

a) l'existence de vastes étendues vulnérables et gravement touchées par la désertification et/ou la sécheresse qui présentent des caractéristiques hétérogènes dépendant de l'endroit où se produisent ces phénomènes; ce processus cumulatif de plus en plus marqué à des effets sociaux, culturels, économiques et environnementaux négatifs qui sont d'autant plus graves que, du point de vue de la diversité biologique, les ressources de la région comptent parmi les plus importantes du monde;

b) le recours fréquent dans les zones touchées à des pratiques incompatibles avec un développement durable du fait des interactions complexes entre les facteurs physiques, biologiques, politiques, sociaux, culturels et économiques, y compris des facteurs économiques internationaux tels que l'endettement extérieur, la détérioration des termes de l'échange et les pratiques commerciales qui ont des répercussions sur les marchés des produits de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture; et

c) une très nette réduction de la productivité des écosystèmes qui est la principale conséquence de la désertification et de la sécheresse et qui se traduit par une baisse de rendement dans l'agriculture, l'élevage et la sylviculture, ainsi que par la diminution de la diversité biologique; du point de vue social, il en résulte des phénomènes d'appauvrissement, des migrations, des déplacements de populations internes et une détérioration de la qualité de la vie; la région devra, en conséquence, aborder de manière intégrée les problèmes de la désertification et de la sécheresse en encourageant des modes de développement durable conformes à la réalité environnementale, économique et sociale de chaque pays.

Article 3

Programmes d'action

1. Conformément à la Convention, en particulier à ses articles 9 à 11, et à leur politique nationale de développement, les pays touchés Parties de la région élaborent et exécutent, selon qu'il convient, des programmes d'action nationaux destinés à lutter contre la désertification et à atténuer les effets de la sécheresse qui font partie intégrante de leur politique de développement durable. Des programmes sous-régionaux et régionaux peuvent être élaborés et exécutés en fonction des besoins de la région.

2. Lors de l'élaboration de leurs programmes d'action nationaux, les pays touchés Parties de la région accordent une attention particulière au paragraphe 2, f), de l'article 10 de la Convention.

Article 4

Contenu des programmes d'action nationaux

Selon leur situation respective, les pays touchés Parties de la région peuvent, entre autres, envisager dans le cadre de l'élaboration de leur stratégie nationale de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse en application de l'article 5 de la Convention, les domaines d'activités suivants :

a) l'accroissement des capacités, l'éducation et la sensibilisation du public, la coopération technique, scientifique et technologique, ainsi que les ressources et les mécanismes financiers;

b) l'élimination de la pauvreté et l'amélioration de la qualité de la vie humaine;

c) la réalisation de la sécurité alimentaire et d'un développement et d'une gestion durables des activités agricoles, de l'élevage et de la sylviculture, ainsi que des activités intersectorielles;

Bijlage III

Bijlage inzake regionale uitvoering voor Latijns-Amerika en het Caraïbisch gebied

Artikel 1

Doel

Deze bijlage heeft tot doel algemene richtlijnen te geven voor de uitvoering van het Verdrag in de Latijns-Amerikaanse en Caraïbische regio, gelet op de bijzondere omstandigheden van die regio.

Artikel 2

Bijzondere omstandigheden van de Latijns-Amerikaanse en Caraïbische regio

De Partijen nemen, overeenkomstig de bepalingen van het Verdrag, de volgende bijzondere omstandigheden van de regio in aanmerking :

a) het bestaan van uitgestrekte gebieden die kwetsbaar zijn voor en ernstig zijn getroffen door woestijnvorming en/of verdroging en waarin uiteenlopende kenmerken kunnen worden waargenomen, afhankelijk van waar zij liggen; dit cumulatieve en intensiverende proces heeft negatieve sociale, culturele, economische en ecologische gevolgen, die des te ernstiger zijn, daar de regio één van de grootste soorten rijkdommen ter wereld kent;

b) het veelvuldige gebruik van niet-duurzame ontwikkelingswijzen in gebieden die getroffen zijn ten gevolge van de complexe wisselwerking tussen fysische, biologische, politieke, sociale, culturele en economische factoren, waaronder internationale economische factoren, zoals de buitenlandse schuldenlast, een verslechterende ruilvoet en handelspraktijken die de markt voor landbouw-, visserij- en bosbouwproducten beïnvloeden; en

c) een forse daling van de produktiviteit van ecosystemen, als voornaamste gevolg van woestijnvorming en verdroging, in de vorm van een teruglopend rendement van landbouw, veeteelt en bosbouw en een verlies aan biologische diversiteit; vanuit sociaal oogpunt zijn de gevolgen : verpaupering, migratie, binnenlandse bevolkingsbewegingen en voeren zij deze uit, als integrerend deel van hun nationale beleid inzake duurzame ontwikkeling. Er kunnen subregionale en regionale programma's worden opgesteld en uitgevoerd overeenkomstig de behoeften van de regio.

Artikel 3

Actieprogramma's

1. In overeenstemming met het Verdrag, in het bijzonder de artikelen 9 tot en met 11 daarvan, en overeenkomstig hun nationale ontwikkelingsbeleid stellen de Partijen die getroffen landen in de regio zijn, waar mogelijk, nationale actieprogramma's op gericht op het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging, en voeren zij deze uit, als integrerend deel van hun nationale beleid inzake duurzame ontwikkeling. Er kunnen subregionale en regionale programma's worden opgesteld en uitgevoerd overeenkomstig de behoeften van de regio.

2. Bij het opstellen van hun nationale actieprogramma's schenken de Partijen die getroffen landen in de regio zijn bijzondere aandacht aan artikel 10, tweede lid, letter f, van het Verdrag.

Artikel 4

Inhoud van nationale actieprogramma's

Gelet op hun onderscheiden omstandigheden, kunnen de Partijen die getroffen landen in de regio zijn, onder andere, de volgende thema's in aanmerking nemen bij het ontwikkelen van hun nationale strategieën gericht op het bestrijden van woestijnvorming en/of het inperken van de gevolgen van verdroging, zulks overeenkomstig artikel 5 van het Verdrag :

a) uitbreiding van capaciteiten, educatie en bewustmaking, technische, wetenschappelijke en technologische samenwerking en financiële middelen en mechanismen;

b) armoedebestrijding en verbetering van de kwaliteit van het leven;

c) veiligstelling van de voedselvoorziening en verwezenlijking van duurzame ontwikkeling en duurzaam beheer van landbouw, veereelt en bosbouw en overige activiteiten;

d) la gestion durable des ressources naturelles, en particulier l'exploitation rationnelle des bassins hydrographiques;

e) la gestion durable des ressources naturelles dans les zones de haute altitude;

f) la gestion et la conservation rationnelles des ressources en terres, et l'exploitation et l'utilisation efficaces des ressources en eau;

g) l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'urgence pour atténuer les effets de la sécheresse;

h) le renforcement et/ou la mise en place dans les régions sujettes à la désertification et à la sécheresse de systèmes d'information, d'évaluation et de suivi ainsi que d'alerte précoce compte tenu des facteurs climatologiques, météorologiques, hydrologiques, biologiques, pédologiques, économiques et sociaux;

i) le développement, la mise en valeur et l'utilisation rationnelle des diverses sources d'énergie, y compris la promotion d'énergies de substitution;

j) la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, conformément aux dispositions de la Convention sur la diversité biologique;

k) la prise en compte des aspects démographiques en rapport avec la désertification et la sécheresse; et

l) la mise en place ou le renforcement des cadres institutionnels et juridiques permettant d'appliquer la Convention et visant, entre autres, à décentraliser les structures et les fonctions administratives liées à la désertification et à la sécheresse, avec la participation des communautés touchées et de la société en général.

Article 5

Coopération technique, scientifique et technologique

Conformément à la Convention, en particulier à ses articles 16 à 18, et dans le cadre du mécanisme de coordination prévu à l'article 7 de la présente annexe, les pays touchés Parties de la région, agissant individuellement ou collectivement :

a) favorisent le renforcement de réseaux de coopération technique et de systèmes d'information nationaux, sous-régionaux et ainsi que leur intégration, selon qu'il convient, dans des sources mondiales d'information;

b) dressent un inventaire des technologies et des connaissances disponibles et favorisent leur diffusion et leur utilisation;

c) encouragent l'utilisation des technologies, connaissances, savoir-faire et pratiques traditionnels, en application du paragraphe 2, b), de l'article 18 de la Convention;

d) déterminent les besoins en matière de transfert de technologie; et

e) œuvrent en faveur de la mise au point, de l'adaptation, de l'adoption et du transfert de technologies nouvelles écologiquement rationnelles.

Article 6

Ressources et mécanismes financiers

Conformément à la Convention, en particulier à ses articles 20 et 21, dans le cadre du mécanisme de coordination prévu à l'article 7 et en conformité avec leurs politiques de développement national, les pays touchés Parties de la région, agissant individuellement ou collectivement :

a) adoptent les mesures pour rationaliser et renforcer les mécanismes de financement faisant appel à des investissements publics et privés en vue de parvenir à des résultats concrets dans l'action menée pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse;

b) déterminent les besoins dans le domaine de la coopération internationale pour appuyer les efforts déployés à l'échelon national; et

c) favorisent la participation d'organismes de coopération financière bilatérale et/ou multilatérale en vue d'assurer la mise en œuvre de la Convention.

Article 7

Cadre institutionnel

1. Afin de donner effet à la présente annexe, les pays touchés Parties de la région :

a) créent et/ou renforcent au niveau national des centres de liaison chargés de coordonner les actions menées pour lutter contre la désertification et/ou atténuer les effets de la sécheresse; et

d) duurzaam beheer van natuurlijke rijkdommen, met name rationeel beheer van stroomgebieden;

e) duurzaam beheer van natuurlijke rijkdommen in hooggelegen gebieden;

f) rationeel beheer en behoud van bodemrijdommen en exploitatie en efficiënt gebruik van watervoorraden;

g) formulering en toepassing van rampenplannen voor het inperken van de gevolgen van verdroging;

h) verbetering en/of totstandkoming van informatie, evaluatie en follow-up en waarschuwingssystemen in gebieden die vatbaar zijn voor woestijnvorming en verdroging, daarbij klimatologische, meteorologische, hydrologische, biologische, met de bodem verband houdende, economische en sociale factoren in aanmerking nemend;

i) ontwikkeling, beheer, en efficiënt gebruik van verschillende bronnen van energie, waaronder het propageren van alternatieve bronnen;

j) behoud en duurzaam gebruik van de biodiversiteit in overeenstemming met de bepalingen van het Verdrag inzake biologische diversiteit;

k) bestudering van demografische aspecten verband houdende met woestijnvorming en verdroging; en

l) vorming of versteviging van institutionele en wettelijke kaders ten behoeve van de toepassing van het Verdrag en gericht op, onder andere, decentralisatie van overheidsstructuren en -taken met betrekking tot woestijnvorming en droogte, met participatie van getroffen gemeenschappen en de samenleving in het algemeen.

Artikel 5

Technische, wetenschappelijke en technologische samenwerking

In overeenstemming met het Verdrag, in het bijzonder de artikelen 16 tot en met 18 daarvan, en op basis van het in artikel 7 bedoelde coördinerende mechanisme, zullen de Partijen die getroffen landen in de regio zijn, afzonderlijk of gezamenlijk :

a) de verbetering van netwerken voor technische samenwerking en nationale, subregionale en regionale informatiesystemen, alsmede de integratie daarvan, waar mogelijk, in mondiale informatiebronnen bevorderen;

b) een lijst van beschikbare technologieën en know-how opstellen en de verspreiding en toepassing daarvan bevorderen;

c) de toepassing van traditionele technologie, kennis, know-how en werkwijzen bevorderen overeenkomstig artikel 18, tweede lid, letter b, van het Verdrag;

d) de behoeften aan overdracht van technologie inventariseren; en

e) de ontwikkeling, aanpassing, aanneming en overdracht van daarvoor in aanmerking komende bestaande en nieuwe milieuverantwoorde technologieën bevorderen.

Artikel 6

Financiële middelen en mechanismen

In overeenstemming met het Verdrag, in het bijzonder de artikelen 20 en 21 daarvan, op basis van het in artikel 7 bedoelde coördinerende mechanisme en overeenkomstig hun nationale ontwikkelingsbeleid, zullen de Partijen die getroffen landen in de regio zijn, afzonderlijk of gezamenlijk :

a) maatregelen treffen ter rationalisering en versterking van mechanismen om gelden te verschaffen via overheidsinvesteringen en particuliere investeringen, teneinde specifieke resultaten te bereiken in het optreden gericht op het bestrijden van woestijnvorming en het inperken van de gevolgen van verdroging;

b) behoeften aan internationale samenwerking ter ondersteuning van nationale inspanningen inventariseren; en

c) de participatie bevorderen van instellingen voor bilaterale en/of multilaterale financiële samenwerking teneinde zorg te dragen voor de uitvoering van het Verdrag.

Artikel 7

Institutioneel kader

1. Teneinde uitvoering te geven aan deze Bijlage zullen de Partijen die getroffen landen in de regio zijn :

a) nationale steunpunten oprichten en/of versterken ter coördinering van het optreden gericht op het bestrijden van woestijnvorming en/of het inperken van de gevolgen van verdroging; en

b) mettent en place un mécanisme de coordination des centres de liaison nationaux avec pour objectifs :

- (i) l'échange d'informations et d'expériences,
- (ii) la coordination des activités aux niveaux sous-régional et régional,
- (iii) la promotion de la coopération technique, scientifique, technologique et financière,
- (iv) la définition des besoins en matière de coopération extérieure, et

(v) le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des programmes d'action.

2. Les pays touchés Parties de la région organisent périodiquement des réunions de coordination et le Secrétariat permanent peut, à leur demande, en vertu de l'article 23 de la Convention, faciliter la convocation de telles réunions de coordination en :

a) donnant des conseils sur l'organisation d'arrangements de coordination efficaces, en tirant parti pour ce faire des enseignements d'autres arrangements de ce type;

b) renseignant les agences bilatérales et multilatérales compétentes sur les réunions de coordination et en les encourageant à y participer activement; et

c) fournissant d'autres informations pouvant être utiles pour établir ou améliorer les processus de coordination.

Annexe IV

Annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional pour la Méditerranée septentrionale

Article premier

Objet

La présente annexe a pour objet de donner des lignes directrices et d'indiquer les dispositions à prendre en vue d'une mise en œuvre efficace de la Convention dans les pays touchés Parties de la région de la Méditerranée septentrionale compte tenu des particularités de cette dernière.

Article 2

Particularités de la région de la Méditerranée septentrionale

Les particularités de la région de la Méditerranée septentrionale évoquées à l'article premier sont notamment les suivantes :

a) des conditions climatiques semi-arides touchant de vastes étendues, des sécheresses saisonnières, une très grande variabilité du régime pluviométrique et des chutes de pluies soudaines et très violentes;

b) des sols pauvres et sensibles à l'érosion, sujets à la formation de croûtes superficielles;

c) un relief inégal comportant de fortes pentes et des paysages très variés;

d) des pertes importantes de la couverture forestière dues à des incendies de forêt répétés;

e) une crise de l'agriculture traditionnelle, marquée par l'abandon de terres et la détérioration des structures de protection des sols et de l'eau;

f) l'exploitation non durable des ressources en eau aboutissant à de graves atteintes à l'environnement, y compris à la pollution chimique, la salinisation et l'épuisement des nappes aquifères; et

g) une concentration de l'activité économique dans les zones côtières imputable au développement de l'urbanisation, aux activités industrielles, au tourisme et à l'agriculture irriguée.

Article 3

Cadre de planification stratégique pour un développement durable

1. Les programmes d'action nationaux font partie intégrante du cadre de la planification stratégique pour le développement durable des pays touchés Parties de la Méditerranée septentrionale et en sont tel élément essentiel.

b) een mechanisme opzetten ter coördinering van de nationale steunpunten voor de volgende doeleinden :

- (i) het uitwisselen van informatie en ervaring;
- (ii) het coördineren van activiteiten op subregionaal en regionaal niveau;

(iii) het bevorderen van technische, wetenschappelijke, technologische en financiële samenwerking;

(iv) de follow-up en evaluatie van de uitvoering van actieprogramma's.

2. De Partijen die getroffen landen in de regio zijn, houden periodieke coördinatiebijeenkomsten en het permanente secretariaat kan, op hun verzoek, overeenkomstig artikel 23 van het Verdrag, het beleggen van deze coördinatiebijeenkomsten vergemakkelijken door :

a) advies te geven over het opzetten van effectieve coördinatie-regelingen, gebruik makend van de ervaring opgedaan met andere regelingen ter zake;

b) informatie te verstrekken aan de desbetreffende bilaterale en multilaterale organen met betrekking tot coördinatiebijeenkomsten, en te stimuleren dat deze daarbij actief worden betrokken; en

c) andere informatie te verstrekken die van belang kan zijn bij het tot stand brengen of verbeteren van de coördinatie.

Bijlage IV

Bijlage inzake regionale uitvoering voor het noordelijke Middellandse-Zeegebied

Artikel 1

Doel

Deze bijlage heeft tot doel te voorzien in richtlijnen en regelingen die noodzakelijk zijn voor een doeltreffende uitvoering van het Verdrag in de Partijen die getroffen landen in het noordelijk Middellandse-Zeegebied zijn, gelet op de bijzondere omstandigheden van die regio.

Artikel 2

Bijzondere omstandigheden van het noordelijke Middellandse-Zeegebied

De in artikel 1 bedoelde bijzondere omstandigheden van het noordelijke Middellandse-Zeegebied omvatten :

a) semi-aride klimatologische omstandigheden die grote gebieden raken, seizoensgebonden perioden van droogte, zeer grote neerslagvariabiliteit en plotselinge en hevige regens;

b) arme grond en zeer aan erosie onderhevige bodem, vatbaar voor korstvorming aan de oppervlakte;

c) ongelijkmatig reliëf met steile hellingen en zeer uiteenlopende landschappen;

d) grootschalige ontbossing ten gevolge van veelvuldige bosbranden;

e) noodlijdende traditionele landbouw met bijbehorende leegloop van het platteland en verslechtering van de structuren voor behoud van bodem en water;

f) niet-duurzame exploitatie van de watervoorraden, leidende tot ernstige milieuschade, waaronder chemische verontreiniging, verzilting en uitputting van waterhoudende grondlagen; en

g) concentratie van economische bedrijvigheid in kustgebieden ten gevolge van verstedelijking, industriële activiteiten, toerisme en landbouw met bevoeiing.

Artikel 3

Kader voor strategische planning ten behoeve van duurzame ontwikkeling

1. Nationale actieprogramma's dienen een centraal en integrerend deel uit te maken van het kader voor strategische planning ten behoeve van duurzame ontwikkeling in de Partijen die getroffen landen in het noordelijke Middellandse-Zeegebied zijn.

2. Un processus consultatif et participatif, faisant appel aux pouvoirs publics aux échelons appropriés, aux collectivités locales et aux organisations non gouvernementales, est engagé dans le but de donner des indications sur la stratégie à appliquer, selon une planification souple, pour permettre une participation optimale au niveau local, en application du paragraphe 2, f), de l'article 10 de la Convention.

Article 4

Obligation d'élaborer des programmes d'action nationaux et calendrier

Les pays touchés Parties de la région de la Méditerranée septentrionale élaboreront des programmes d'action et, selon qu'il convient, des programmes d'action sous régionaux, régionaux ou conjoints. L'élaboration de ces programmes sera achevée le plus tôt possible.

Article 5

Elaboration et mise en œuvre des programmes d'action nationaux

Pour élaborer et mettre en œuvre les programmes d'action nationaux en application des articles 9 et 10 de la Convention, chaque pays touché Partie de la région doit notamment, selon qu'il convient :

- a) désigner des organes appropriés chargés d'élaborer, de coordonner et d'exécuter son programme;
- b) associer les populations touchées, y compris les collectivités locales, à l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre du programme grâce à un processus de consultation mené localement, avec la collaboration des autorités locales et d'organisations non gouvernementales compétentes;
- c) étudier l'état de l'environnement dans les zones touchées afin d'analyser les causes et les conséquences de la désertification et de déterminer les domaines d'action prioritaires;
- d) évaluer, avec la participation des populations touchées, les programmes antérieurs et en cours afin de concevoir une stratégie et d'élaborer les activités à prévoir dans le programme d'action;
- e) établir des programmes techniques et financiers à partir des renseignements recueillis au moyen des activités visées aux paragraphes a) à d); et
- f) mettre au point et appliquer des procédures et des repères pour surveiller et évaluer la mise en œuvre du programme.

Article 6

Contenu des programmes d'action nationaux

Les pays touchés Parties de la région peuvent prévoir dans leurs programmes d'action nationaux des mesures portant sur :

- a) les domaines législatif, institutionnel et administratif;
- b) les modes d'utilisation des terres, la gestion des ressources en eau, la conservation des sols, la foresterie, les activités agricoles et l'aménagement des pâturages et parcours;
- c) la gestion et la conservation de la faune et de la flore et d'autres formes de diversité biologique;
- d) la protection contre feux de forêt;
- e) la promotion de moyens de subsistance alternatifs; et
- f) la recherche, la formation et la sensibilisation du public.

Article 7

Programmes d'action sous-régionaux, régionaux et conjoints

1. Les pays touchés Parties de la région peuvent, conformément à l'article 11 de la Convention, élaborer et exécuter un programme d'action sous-régional et/ou régional destiné à compléter les programmes d'action nationaux et à les rendre plus efficaces. Deux Parties de la sous-région ou plus pourront de même convenir d'élaborer un programme d'action conjoint.

2. Les dispositions des articles 5 et 6 s'appliquent mutatis mutandis à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes d'action sous-régionaux, régionaux et conjoints. Ces programmes peuvent en outre comporter des activités de recherche-développement concernant certains écosystèmes dans les zones touchées.

2. Er dient een op overleg en participatie gebaseerd proces, waarbij overheden op het juiste niveau, plaatselijke gemeenschappen en niet-gouvernementele organisaties zijn betrokken, op gang te worden gebracht om te voorzien in sturing voor een strategie met een flexibele planning, teneinde voor zo groot mogelijke plaatselijke participatie te zorgen, overeenkomstig artikel 10, tweede lid, letter f, van het Verdrag.

Artikel 4

Verplichting tot het opstellen van nationale actieprogramma's en tijdschema

De Partijen die getroffen landen in het noordelijke Middellandse-Zeegebied zijn, dienen nationale actieprogramma's en, waar mogelijk, subregionale, regionale of gezamenlijke actieprogramma's op te stellen. De opstelling van deze programma's dient zo spoedig mogelijk te worden gefinaliseerd.

Artikel 5

Opstelling en uitvoering van nationale actieprogramma's

Bij de opstelling en uitvoering van nationale actieprogramma's ingevolge de artikelen 9 en 10 van het Verdrag zal elke Partij die getroffen land in de regio is, waar mogelijk :

- a) daarvoor in aanmerking komende organen aanwijzen die zijn belast met de opstelling, coördinatie en uitvoering van haar programma;
- b) getroffen bevolkingsgroepen, waaronder plaatselijke gemeenschappen, betrekken bij de uitwerking, coördinatie en uitvoering van het programma via een op plaatselijk niveau aangestuurd proces, met medewerking van plaatselijke overheden en de desbetreffende niet-gouvernementele organisaties;
- c) de toestand van het milieu in getroffen gebieden opnemen om de oorzaken en gevolgen van woestijnvorming vast te stellen en prioriteitsterreinen voor het optreden te bepalen;
- d) met participatie van getroffen bevolkingsgroepen afgeronde en lopende programma's evalueren teneinde een strategie uit te stippelen en activiteiten uit te werken in het actieprogramma;
- e) technische en financiële programma's opstellen op basis van informatie ontleend aan de in de letters a tot en met d bedoelde activiteiten; en
- f) procedures en referentiepunten ontwikkelen en gebruiken ten behoeve van het toezicht op en de evaluatie van de uitvoering van het programma.

Artikel 6

Inhoud van nationale actieprogramma's

De Partijen die getroffen landen in de regio zijn, kunnen in hun nationale actieprogramma's maatregelen opnemen met betrekking tot :

- a) terreinen van wetgevende, institutionele en administratieve aard;
- b) landinrichting, beheer van watervoorraden, bodembehoud, bosbouw, landbouwactiviteiten en beheer van weidegronden en natuurweiden;
- c) beheer en behoud van de fauna en andere vormen van biologische diversiteit;
- d) bescherming tegen bosbranden;
- e) propageren van alternatieve middelen van bestaan, en
- f) onderzoek, opleiding en bewustmaking.

Artikel 7

Subregionale, regionale en gezamenlijke actieprogramma's

1. De Partijen die getroffen landen in de regio zijn, kunnen in overeenstemming met artikel 11 van het Verdrag subregionale en/of regionale actieprogramma's opstellen en uitvoeren in aanvulling op en ter vergroting van de doelmatigheid van nationale actieprogramma's. Twee of meer Partijen die getroffen landen in de regio zijn, kunnen eveneens overeenkomen onderling een gezamenlijk actieprogramma op te stellen.

2. De bepalingen van de artikelen 5 en 6 zijn van overeenkomstige toepassing op het opstellen en uitvoeren van subregionale, regionale en gezamenlijke actieprogramma's. Bovendien kunnen deze programma's mede betrekking hebben op het verrichten van onderzoek en het ontplooiën van activiteiten betreffende geselecteerde ecosystemen in getroffen gebieden.

3. Pour élaborer et mettre en œuvre les programmes d'action sous-régionaux, régionaux ou conjoints, les pays touchés Parties doivent, selon qu'il convient :

a) définir, en collaboration avec des institutions nationales, les objectifs nationaux en matière de lutte contre la désertification que l'on serait mieux à même d'atteindre avec ces programmes, ainsi que les activités que ceux-ci permettraient de mener à bien de manière efficace;

b) évaluer les capacités et activités opérationnelles des institutions régionales, sous-régionales et nationales compétentes; et

c) analyser les programmes existants en matière de désertification communs aux Parties de la région ainsi que leurs rapports avec les programmes d'action nationaux.

Article 8

Coordination des programmes d'action sous-régionaux, régionaux et conjoints

Les pays touchés Parties élaborant un programme d'action sous-régional, régional ou conjoint peuvent créer un comité de coordination composé de représentants de chaque pays touché Partie afin d'examiner les progrès de la lutte contre la désertification, d'harmoniser les programmes d'action nationaux, de faire des recommandations aux différents stades de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes sous-régionaux, régionaux ou conjoints, et de servir de centre de liaison pour la coordination et la promotion de la coopération technique en application des articles 16 à 19 de la Convention.

Article 9

Parties n'ayant pas droit à une assistance financière

Les pays développés touchés Parties de la région n'ont pas droit à une assistance financière aux fins de la mise en œuvre des programmes nationaux, sous-régionaux, régionaux et conjoints au titre de la présente Convention.

Article 10

Coordination avec les autres sous-régions et régions

Les programmes d'action sous-régionaux, régionaux et conjoints de la région de la Méditerranée septentrionale peuvent être élaborés et mis en œuvre en collaboration avec ceux des autres sous-régions ou régions, en particulier ceux de la sous-région de l'Afrique du Nord.

3. Bij de opstelling en uitvoering van subregionale, regionale of gezamenlijke actieprogramma's kunnen Partijen die getroffen landen in de regio zijn, waar mogelijk :

a) in samenwerking met nationale instellingen nagaan welke nationale doelstellingen met betrekking tot woestijnvorming beter kunnen worden verwezenlijkt via dergelijke programma's en welke hiermee verband houdende activiteiten doelmatiger via dergelijke programma's zouden kunnen worden verricht;

b) de operationele capaciteiten en activiteiten van de daarvoor in aanmerking komende regionale, subregionale en nationale instellingen evalueren; en

c) tussen Partijen in de regio bestaande programma's met betrekking tot woestijnvorming, alsook het verband tussen die programma's en nationale actieprogramma's, beoordelen.

Artikel 8

Coördinatie van subregionale, regionale en gezamenlijke actieprogramma's

De Partijen die getroffen landen zijn en die een subregionaal, regionaal of gezamenlijk actieprogramma opstellen, kunnen een coördinatiecommissie instellen, bestaande uit vertegenwoordigers van elke Partij die getroffen land is; deze commissie toetst de gemaakte vorderingen bij het bestrijden van woestijnvorming, harmoniseert de nationale actieprogramma's, doet aanbevelingen in de verschillende stadia van de opstelling en uitvoering van de subregionale, regionale of gezamenlijke actieprogramma's en treedt op als steunpunt voor de bevordering en coördinatie van technische samenwerking ingevolge de artikelen 16 tot en met 19 van het Verdrag.

Artikel 9

Het niet in aanmerking komen voor financiële hulp

Bij de uitvoering van nationale, subregionale, regionale of gezamenlijke actieprogramma's komen de Partijen die getroffen ontwikkelde landen in de regio zijn niet in aanmerking voor financiële hulp ingevolge dit Verdrag.

Artikel 10

Coördinatie met andere subregio's en regio's

Subregionale, regionale en gezamenlijke actieprogramma's in het noordelijke Middellandse-Zeegebied kunnen worden opgesteld en uitgevoerd in samenwerking met die van andere subregio's en regio's, in het bijzonder met die van de subregio Noord-Afrika.

Pays	Date du dépôt de l'instrument de ratification (R), d'adhésion (A), d'approbation (AA) ou de succession (S)	Réserve [®] Déclaration (D)	Date de l'entrée en vigueur
Afghanistan	1 novembre 1995		25 décembre 1996
Algérie	22 mai 1996		25 décembre 1996
Allemagne	10 juillet 1996		25 décembre 1996
Angola	30 juin 1997		28 septembre 1997
Antigua & Barbuda	6 juin 1997		4 septembre 1997
Argentine	6 janvier 1997		6 avril 1997
Autriche	2 juin 1997 (A)		31 août 1997
Bangladesh	26 janvier 1996		25 décembre 1996
Barbade (Ile)	14 mai 1997 (A)		11 août 1997
Belgique	30 juin 1997 (A)		28 septembre 1997
Bénin	29 août 1996		25 décembre 1996
Bolivie	1 août 1996		25 décembre 1996
Botswana	11 septembre 1996		25 décembre 1996
Bésil	25 juin 1997		23 septembre 1997
Burkina Faso	26 janvier 1996		25 décembre 1996
Burundi	6 janvier 1997		6 avril 1997
Cameroun	29 mai 1997		27 août 1997

Pays	Date du dépôt de l'instrument de ratification (R), d'adhésion (A), d'approbation (AA) ou de succession (S)	Réserve ® Déclaration (D)	Date de l'entrée en vigueur
Canada	1 décembre 1995		25 décembre 1996
Cap Vert	8 mai 1995		25 décembre 1996
Centrafrique (Rép.)	5 septembre 1996		25 décembre 1996
Chine	18 février 1997		19 mai 1997
Cote d'Ivoire	4 mars 1997		2 juin 1997
Cuba	13 mars 1997		11 juin 1997
Danemark	22 décembre 1995		25 décembre 1996
Djibouti	12 juin 1997		10 septembre 1997
Dominicaine (Rép.)	26 juin 1997 (A)		24 septembre 1997
Egypte	7 juillet 1995		25 décembre 1996
Equateur	6 septembre 1995		25 décembre 1996
Erythrée	14 août 1996		25 décembre 1996
Espagne	30 janvier 1996		25 décembre 1996
Ethiopie	27 juin 1997		25 septembre 1997
Finlande	20 septembre 1995 (AA)		25 décembre 1996
France	12 juin 1997		10 septembre 1997
Gabon	6 septembre 1996 (A)		25 décembre 1996
Gambie	11 juin 1996		25 décembre 1996
Ghana	27 décembre 1996		27 mars 1997
Grèce	5 mai 1997		3 août 1997
Grenade	28 mai 1997 (A)		27 août 1997
Guinée	23 juin 1997		21 septembre 1997
Guinée Bissau	27 octobre 1995		25 décembre 1996
Guinée équatoriale	27 juin 1997		25 septembre 1997
Guyane	26 juin 1997 (A)		24 septembre 1997
Haïti	25 septembre 1996		25 décembre 1996
Honduras	25 juin 1997		23 septembre 1997
Inde	17 décembre 1996		17 mars 1997
Iran (Rép. islamique d')	29 avril 1997		28 juillet 1997
Islande	3 juin 1997 (A)		1 septembre 1997
Israël	26 mars 1996		25 décembre 1996
Italie	23 juin 1997		21 septembre 1997
Jordanie	21 octobre 1996		19 janvier 1997
Kenya	24 juin 1997		22 septembre 1997
Koweït	27 juin 1997		25 septembre 1997
Laos	20 septembre 1996 (AA)		25 décembre 1996
Lesotho	12 septembre 1995		25 décembre 1996
Liban	16 mai 1996		25 décembre 1996
Libye (Gd. Jam. Ar. Li. p. soc.)	22 juillet 1996		25 décembre 1996
Luxembourg (Grand-Duché du)	4 février 1997		5 mai 1997
Madagascar	25 juin 1997		23 septembre 1997
Malaisie	25 juin 1997		23 septembre 1997
Malawi	13 juin 1996		25 décembre 1996
Mali	31 octobre 1995		25 décembre 1996
Maroc (Royaume du)	7 novembre 1996		6 janvier 1997

Pays	Date du dépôt de l'instrument de ratification (R), d'adhésion (A), d'approbation (AA) ou de succession (S)	Réserve ® Déclaration (D)	Date de l'entrée en vigueur
Maurice (Rép. De)	23 janvier 1996		25 décembre 1996
Mauritanie (Rép. Isl.)	7 août 1996		25 décembre 1996
Mexico	3 avril 1995		25 décembre 1996
Micronesie (Etatsféd. de)	25 mars 1996		25 décembre 1996
Mongolie	3 septembre 1996		25 décembre 1996
Mozambique	13 mars 1997		11 juin 1997
Myanmar	2 janvier 1997 (A)		2 avril 1997
Namibie	16 mai 1997		14 août 1997
Népal	15 octobre 1996		13 janvier 1997
Nigéria	19 janvier 1996		25 décembre 1996
Norvège	30 août 1996		25 décembre 1996
Oman	23 juillet 1996 (A)		25 décembre 1996
Ouganda	25 juin 1997		23 septembre 1997
Ouzbeksitan	31 octobre 1995		25 décembre 1996
Pakistan	24 février 1997		25 mai 1997
Panama	4 avril 1996		25 décembre 1996
Paraguay	15 janvier 1997		15 avril 1997
Pays-Bas	27 juin 1995 (AA)		25 décembre 1996
Pérou	9 novembre 1995		25 décembre 1996
Portugal	1 avril 1996		25 décembre 1996
R.U. de Gr Bret.	18 octobre 1996		16 janvier 1996
St Kitts en Nevis	30 juin 1997 (A)		28 septembre 1997
Sénégal	26 juillet 1995		25 décembre 1996
Seychelles	26 juin 1997		24 septembre 1997
Soudan	24 novembre 1995		25 décembre 1996
Suède	12 décembre 1995		25 décembre 1996
Suisse	19 janvier 1996		25 décembre 1996
Swaziland	7 octobre 1996		5 janvier 1997
Syrie (Rép. arab.)	10 juin 1997		8 septembre 1997
Tanzanie (United Rép.)	19 juin 1997		17 septembre 1997
Tchad	27 septembre 1996		25 décembre 1996
Togo	4 octobre 1995 (AA)		25 décembre 1996
Tunisie	11 octobre 1995		25 décembre 1996
Turkmenistan	18 septembre 1996		25 décembre 1996
Yémen (Rép. du)	14 janvier 1997 (A)		14 avril 1997
Zambie	19 septembre 1996		25 décembre 1996

Protocol en Bijlage I - IV

Staten	Datum van neerlegging van de bekrachtigingsoorkonde (B) de toetredings-(T), de goedkeurings-(G) of de Statenopvolging (S)	Voorbehoud (VOORB.) Verklaring (VERKL.)	Datum van inwerkingtreding
Afghanistan	1 november 1995		25 december 1996
Algerië	22 mei 1996		25 december 1996
Angola	30 juni 1997		28 september 1997
Antigua en Barbuda	6 juni 1997		4 september 1997

Staten	Datum van neerlegging van de bekrachtigingsoorkonde (B) de toetredings-(T), de goedkeurings-(G) of de Statenopvolging (S)	Voorbehoud (VOORB.) Verklaring (VERKL.)	Datum van inwerkingtreding
Argentinië	6 januari 1997		6 april 1997
Bangladesh	26 januari 1996		25 december 1996
Barbados (Eil.)	14 mei 1997 (T)		12 augustus 1997
België	30 juni 1997 (T)		28 september 1997
Benin	29 augustus 1996		25 december 1996
Bolivia	1 augustus 1996		25 december 1996
Botswana	11 september 1996		25 december 1996
Brazilië	25 juni 1997		23 september 1997
Burkina Faso	26 januari 1996		25 december 1996
Burundi	6 januari 1997		6 april 1996
Canada	1 december 1995		25 december 1996
Centraal Afrikaanse Rep.	5 september 1996		25 december 1996
China	18 februari 1997		19 mei 1997
Cuba	13 maart 1997		11 juni 1997
Denemarken	22 december 1995		25 december 1996
Djibouti	12 juni 1997		10 september 1997
Dominikaanse Rep.	26 juni 1997		25 december 1996
Duitsland	10 juli 1996 (T)		25 december 1996
Ecuador	6 september 1995		25 december 1996
Egypte	7 juli 1995		25 december 1996
Erytherea	14 augustus 1996		25 december 1996
Ethiopië	27 juni 1997		25 september 1997
Finland	20 september 1995 (G)		25 december 1996
Frankrijk	12 juni 1997		10 september 1997
Gabon	6 september 1996 (T)		25 december 1996
Gambia	11 juni 1996		25 december 1996
Ghana	27 december 1996		27 augustus 1997
Grenada (Eil.v.)	28 mei 1997 (T)		27 augustus 1997
Griekenland	5 mei 1997		3 augustus 1997
Groot-Brittannië	18 oktober 1996		16 januari 1997
Guinea (Equatoriaal)	27 juni 1997		25 september 1997
Guinee	23 juni 1997		25 december 1996
Guinee Bissau	27 oktober 1995		25 december 1996
Guyana	26 juni 1997 (T)		25 september 1996
Haiti	25 september 1996		25 december 1996
Honduras	25 juni 1997		23 september 1997
IJsland	3 juni 1997 (T)		1 september 1997
India	17 december 1996		17 maart 1997
Iran	29 april 1997		28 juli 1997
Israël	26 maart 1996		25 december 1996
Italië	23 juni 1997		21 september 1997
Ivoorkust	4 maart 1997		2 juni 1997
Jemen	14 januari 1997 (T)		14 april 1997
Jordanië	21 oktober 1996		19 januari 1997
Kaapverdise Eil.	8 mei 1995		25 december 1996
Kameroen	29 mei 1997		27 augustus 1997
Kenya	24 juni 1997		22 september 1997

Staten	Datum van neerlegging van de bekrachtigingsoorkonde (B) de toetredings-(T), de goedkeurings-(G) of de Statenopvolging (S)	Voorbehoud (VOORB.) Verklaring (VERKL.)	Datum van inwerkingtreding
Koeweit	27 juni 1997		25 september 1997
Laos	20 september 1996 (G)		25 december 1996
Lesotho	12 september 1995		25 december 1996
Libanon	16 mei 1996		25 december 1996
Libië	22 juli 1996		25 december 1996
Luxemburg	4 februari 1997		5 mei 1997
Madagaskar	25 juni 1997		23 september 1997
Malawi	13 juni 1996		25 december 1996
Maleisië	25 juni 1997		23 september 1997
Mali	31 oktober 1995		25 december 1996
Marokko	7 november 1996		6 januari 1997
Mauritanië	7 augustus 1996		25 december 1996
Mauritius (Rep. v.)	23 januari 1996		25 december 1996
Mexico	3 april 1996		25 december 1996
Micronesia	25 maart 1996		25 december 1996
Mongolië	3 september 1996		25 december 1996
Mozambique	13 maart 1997		11 juni 1997
Myanmar	2 januari 1997 (T)		2 april 1997
Namibia	16 mei 1997		14 augustus 1997
Nederland	27 juni 1995 (G)		25 december 1996
Nepal	15 oktober 1996		13 januari 1997
Nigeria	19 januari 1996		25 december 1996
Noorwegen	30 augustus 1996		25 december 1996
Oezbekistan	31 oktober 1995		25 december 1996
Oman	23 juli 1996 (T)		25 december 1996
Oostenrijk	2 juni 1997 (T)		31 augustus 1997
Pakistan	24 februari 1997		25 mei 1997
Panama	4 april 1996		25 december 1996
Paraguay	15 januari 1997		15 april 1997
Peru	9 november 1995		25 december 1996
Portugal	1 april 1996		25 december 1996
Senegal	26 juni 1995		25 december 1996
Seychellen	26 juni 1997		24 september 1997
St Kitts en Nevis	30 juni 1997		28 september 1997
Spanje	30 januari 1996		25 december 1996
Sudan	24 november 1995		25 december 1996
Swaziland	7 oktober 1996		5 januari 1997
Syrië	10 juni 1997		8 september 1997
Tanzania	19 juni 1997		17 september 1997
Togo	4 oktober 1995 (G)		25 december 1996
Tsjaad	27 september 1996		25 december 1996
Tunesië	11 oktober 1995		25 december 1996
Turkmenistan	18 september 1996		23 september 1997
Zambia	19 september 1996		25 december 1996
Zweden	12 december 1996		25 december 1996
Zwitserland	19 januari 1996		25 december 1996